Quatre-vingt-troisième année. — N° 3. Le Numéro : 12 francs. Mercredi 3 Janvier 1951.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal · 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5.000	2.800	1.600
Etranger	6.600	3.400	1 750	2.100	1.600	800	450	12 500	6.550	3.500

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Ministère de la défense nationale.

Arrêtés du 18 décembre 1950 portant remises de débets (p. 130).

Arrêté du 28 décembre 1950 portant affectation définitive au secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre) de l'ex-caserne de gendarmerie maritime de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône) (p. 130).

Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.

Décret n° 50-1621 relatif aux prestations d'alcool vinique (rectificatif) (p. 130).

Arrêtés portant promotions, nominations et détachements :
Inspection générale des finances (p. 130).
Administration centrale (p. 130).
Administrateurs civils (p. 132).
Conseillers commerciaux (p. 132).
Contrôleurs d'Etat (p. 132).
Contributions indirectes (p. 132).
Douanes et droits indirects (p. 132).
Enregistrement (p. 132).
Institut national de la statistique et des études économiques (p. 132).
Office des changes (p. 132).
Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (p. 132).

Ministère de l'éducation nationale.

Arrêtés portant promotions, détachements et modifiant les dispositions de précédents arrêtés :
Bibliothécaires (p. 132).
Enseignement supérieur (p. 133).
Enseignement du second degré (p. 134).
Enseignement du premier degré (p. 134).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret du 7 septembre 1950 portant nomination dans l'ordre du Mérite touristique (p. 136).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Arrêté du 2 janvier 1950 relatif à la composition de la commission nationale paritaire permanente prévue par le décret n° 50-1268 du 10 octobre 1950 relatif aux conseils des œuvres sociales du gaz et de l'électricité (p. 135).

Ministère de l'agriculture.

Décret du 2 janvier 1951 déclarant d'utilité publique l'acquisition d'immeubles par la caisse mutuelle d'allocations familiales agricoles de l'Ain (p. 134).

Arrêtés des 20 et 26 décembre 1950 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 134).

Arrêté du 29 décembre 1950 fixant les taux et modalités d'assiette et de recouvrement des cotisations à verser par les entreprises ressortissant au centre technique des conserves de produits agricoles (p. 134).

Arrêté du 2 janvier 1951 relatif au marché et au prix du riz paddy métropolitain pour la campagne 1950-1951 (p. 135).

Ministère de la France d'outre-mer.

Arrêtés portant nominations, réintégrations, reclassements, mises en position de mission, rapportant et modifiant les dispositions de précédents arrêtés :
Administrateurs de la France d'outre-mer (p. 136).
Architectes (p. 136).
Chiffre (p. 136).
Elevage (p. 136).
Inspecteurs des finances (p. 136).
Mines et techniques industrielles (p. 137).
Ports et rades (p. 137).
Transmissions (p. 137).
Travaux publics (p. 137).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Décret n° 51-1 du 2 janvier 1951 portant relèvement du salaire limite prévu pour le calcul des cotisations de sécurité sociale (p. 137).

Arrêté du 30 décembre 1950 portant évaluation des avantages en nature pour la détermination des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (p. 138).

Destitution de fonctions (p. 138).

Successions en déshérence (p. 138).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Modifications aux listes électorales des membres des groupes. — Convocations de commissions et de la conférence des présidents. — Réunions de commissions (p. 140).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 141).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Réunion de commission (*erratum*) (p. 141).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Bulletin des recettes de la Société nationale des chemins de fer français (50e semaine de 1950) (p. 142).

Annonces (p. 143).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 1 A. N.

Assemblée nationale. — Compte rendu *in extenso* des débats du mardi 2 janvier 1951. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 1).

N° 1 C. R.

Conseil de la République. — Compte rendu *in extenso* des débats du mardi 2 janvier 1951. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 1).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Remises de débets.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la marine et du ministre des finances et des affaires économiques, en date du 18 décembre 1950, il est fait remise gracieuse à M. Dubuis (Joseph), ex-matelot gabier, domicilié rue E.-Carney, à Grand-Fort-Philippe (Nord), d'une somme de 4.162 F dont il est redevable envers l'Etat pour trop-perçu de solde de l'exercice 1946.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la marine et du ministre des finances et des affaires économiques, en date du 18 décembre 1950, il est fait remise gracieuse à M. Morosini (Eugène), domicilié à Gravelines (Nord), Petit-Fort-Philippe, route de Gravelines, de la somme de 5.594 F dont il est redevable envers l'Etat pour trop-perçu de solde de l'exercice 1946.

Affectation définitive au secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre) de l'ex-caserne de gendarmerie maritime de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône).

Le ministre de la défense nationale et le ministre du budget,

Vu le décret n°49-1313 du 27 septembre 1949 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux, ou détenus en jouissance à un titre quelconque par l'Etat;

Vu l'adhésion en date du 28 avril 1950 du secrétaire d'Etat chargé de la marine (direction centrale des travaux immobiliers et maritimes);

Vu l'avis émis par la commission centrale de contrôle des opérations immobilières au cours de sa séance du 20 octobre 1950,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'ex-caserne de gendarmerie maritime de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône), dépendant du secrétariat d'Etat chargé de la marine, est affectée à titre définitif au secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre), pour être utilisée comme caserne de gendarmerie.

Art. 2. — Le directeur du génie au secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre) et le chef du service des domaines au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 décembre 1950.

Le ministre de la défense nationale,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
FRANÇOIS COLLAVERI.

Le ministre du budget,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

MINISTERES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU BUDGET

Décret n° 50-1621 relatif aux prestations d'alcool vinique.

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er janvier 1951: page 47, 2e colonne, dans le préambule du décret, au lieu de: « Vu les articles 77, 82 et 84 du code du vin », lire: « Vu les articles 77, 82 à 84 du code du vin », article 1er, 2e ligne, au lieu de: « ...supérieure à 20 hectolitres... », lire: « ...supérieure à 200 hectolitres... ».

Inspection générale des finances.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950 ont été nommés inspecteurs adjoints, à compter du 1er janvier 1951:

Promotion « quarante-huit » de l'école nationale d'administration:

MM. Esteva (Pierre), Dumas (Georges), Vincent (Paul), Zulke (Maurice).

Administration centrale.

Par arrêté en date du 29 décembre 1950:

Les dispositions de l'arrêté du 8 septembre 1950 portant avancement de classe d'administrateurs civils à l'administration centrale des finances sont rapportées.

Sont promus à la classe exceptionnelle de leur grade, les administrateurs civils de 1re classe à l'administration centrale des finances, dont les noms suivent:

MM.

Sadrin (Jean), finances extérieures. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.

Renaud (Marcel), personnel et matériel. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.

Villard (Gaston), dette publique. — Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.

Rolles (Daniel), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.

Cruchon (Maurice), personnel et matériel. Date d'effet de la promotion: 21 juillet 1950.

Bouillon (Edgard), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.

Fischer (Maurice), contentieux et agence judiciaire du Trésor. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.

Lamic (Elie), budget. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Freyssinet (Jean), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Pernot (André), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Guery (André), contentieux et agence judiciaire du Trésor. Date d'effet de la promotion: 5 janvier 1950.
Duquesne (Roger), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er mars 1950.
Kerihuel (Ange), service détaché Date d'effet de la promotion: 1er juillet 1950.
Thioust (Maurice), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er juillet 1950.
Ducrot (Raymond), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Rolland (Jean), budget Date d'effet de la promotion: 1er juillet 1950.
Isaac (Léon), service détaché. Date d'effet de la promotion: 21 juillet 1950.
Bret (Michel), service détaché. Date d'effet de la promotion: 16 août 1950.
Gueguen (André), dette publique. Date d'effet de la promotion: 1er juillet 1950.
Dahem (Louis), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Pigeon (René), service détaché. Date d'effet de la promotion: 21 juin 1950.
Sazerac de Forge (Sylvestre), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Tainguy (Pierre), contentieux et agence judiciaire du Trésor. Date d'effet de la promotion: 4 mai 1950.
Laffalla-Dieudonne (Georges), service détaché. Date d'effet de la promotion: 23 juillet 1950.
De La Grandière, finances extérieures. Date d'effet de la promotion: 1er août 1950.
Delhac de Borne (Jean), assurances. Date d'effet de la promotion: 5 septembre 1950.
Porte (André), assurances. Date d'effet de la promotion: 1er novembre 1950.
Michel (Jean), monnaies et médailles. Date d'effet de la promotion: 21 juillet 1950.
Dupuy (Henri), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er septembre 1950.
Liebrard (Henri), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er octobre 1950.

Sont promus à la 1re classe, 1er échelon, de leur grade, les administrateurs civils de 2e classe à l'administration centrale des finances dont les noms suivent:

MM.

Bienenfeld (André), dette publique. Date d'effet de la promotion: 11 janvier 1950.
Romanet (Jean), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 21 janvier 1950.
Chadzynski (Gustave), budget. Date d'effet de la promotion: 27 mai 1950.
Berthier (Jean), budget. Date d'effet de la promotion: 4 juillet 1950.
Suttin (Camille), dette publique. Date d'effet de la promotion: 4 juillet 1950.
Manifacier (Marc), Trésor. Date d'effet de la promotion: 1er août 1950.
Nadal (Jacques), budget. Date d'effet de la promotion: 11 juin 1950.
Corot (André), finances extérieures. Date d'effet de la promotion: 5 juillet 1950.
Le Roux (Maurice), personnel et matériel. Date d'effet de la promotion: 5 juillet 1950.
Barrault (Henri), budget. Date d'effet de la promotion: 1er août 1950.
Danan (Raoul), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er avril 1950.
Marchal (Henry), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 5 juillet 1950.
Rouxel (Raoul), assurances. Date d'effet de la promotion: 7 janvier 1950.
Carcelle (Paul), budget. Date d'effet de la promotion: 12 mai 1950.
Boniface (Jean), Trésor. Date d'effet de la promotion: 1er août 1950.
Maunoury (Gilles), affaires générales. Date d'effet de la promotion: 1er août 1950.
Junqua (René), service détaché. Date d'effet de la promotion: 5 juillet 1950.
Maudet (Jean), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 1er août 1950.
Mas (Georges), budget. Date d'effet de la promotion: 8 décembre 1950.
Martin (Jean-Paul), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 1er septembre 1950.
Legrand (Albert), budget. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Imbert (Louis), contentieux et agence judiciaire du Trésor. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Viaud (Pierre), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er août 1950.
Roquelaure (Guy), contrôle des dépenses engagées. Date d'effet de la promotion: 1er août 1950.
Bouet (Jean), service détaché. Date d'effet de la promotion: 8 décembre 1950.
Landon (Pierre), contentieux et agence judiciaire du Trésor: Date d'effet de la promotion: 29 novembre 1950.
Laudet (Louis), service détaché. Date d'effet de la promotion: 5 juillet 1950.
Hinard (Albert), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 1er août 1950.
Mellac (Christian), service détaché. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Aubin (Charles), budget. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Garnier (Marcel), finances extérieures. Date d'effet de la promotion: 1er avril 1950.
Paisant (Marcel), Trésor. Date d'effet de la promotion: 1er novembre 1950.

Sont promus à la 2e classe, 1er échelon de leur grade, les administrateurs civils de 3e classe à l'administration centrale des finances dont les noms suivent:

MM.

Desazars de Montgailhard (Jacques), Trésor. Date d'effet de la promotion: 6 juin 1950.
Marlinet (Raymond), budget. Date d'effet de la promotion: 8 août 1950.
Miremont (Yves), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 17 janvier 1950.
Chevagny (Pierre), personnel et matériel. Date d'effet de la promotion: 2 juillet 1950.
Lescène (Jean), finances extérieures. Date d'effet de la promotion: 9 juillet 1950.
Pépin (Pierre), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 25 mars 1950.
Bauzou (François), Trésor. Date d'effet de la promotion: 21 octobre 1950.
Chenard (Jean), budget. Date d'effet de la promotion: 7 décembre 1950.
Serise (Jean), Trésor. Date d'effet de la promotion. 25 décembre 1950.
Mascard (Jean), budget. Date d'effet de la promotion: 12 octobre 1950.
Rey (Gilbert), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 10 mars 1950.
Maraval (Louis), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 22 mai 1950.
Quentin (Pierre), finances extérieures. Date d'effet de la promotion: 1er octobre 1950.
Vincent (André), Trésor. Date d'effet de la promotion: 23 octobre 1950.
Saint-Bris (Hubert), finances extérieures. Date d'effet de la promotion: 16 juin 1950.
Brillaud (Maxime), service détaché. Date d'effet de la promotion: 4 juin 1950.
Casenave (André), budget. Date d'effet de la promotion: 5 juillet 1950.
Virollet (Henri), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 11 octobre 1950.
Peguret (René), Trésor. Date d'effet de la promotion: 26 juin 1950.
Popelard (Michel), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 6 juillet 1950.
Legaite (Paul), personnel et matériel. Date d'effet de la promotion: 18 août 1950
Benazet (André), service détaché. Date d'effet de la promotion: 24 octobre 1950.
Lenne (Pierre), dette publique. Date d'effet de la promotion: 18 août 1950.
Chauveaux (Jacques), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 20 juillet 1950.
Sonnet (Jean), assurances. Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Connois (René), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 20 août 1950.
Passeleau (Yves), budget. Date d'effet de la promotion: 13 octobre 1950.
Marcel (Désiré), Trésor. Date d'effet de la promotion: 3 octobre 1950.
Mazurie de Keroualin (Pierre), comptabilité publique. Date d'effet de la promotion: 7 juin 1950.
Bayle (Jean), budget. Date d'effet de la promotion: 10 août 1950.
Roger (Charles), budget. Date d'effet de la promotion: 1er juillet 1950.

Administrateurs civils.

Par arrêté du 29 décembre 1950:

Les dispositions de l'arrêté du 31 août 1950, portant avancement de classe d'administrateurs civils de la direction générale des finances du gouvernement général de l'Algérie, sont rapportées.

Sont promus à la 1re classe, 1er échelon de leur grade, les administrateurs civils de 2e classe à la direction générale des finances du gouvernement général de l'Algérie dont les noms suivent:

MM.

Thomas (Joseph). Date d'effet de la promotion: 1er octobre 1949.
Roussel (Pierre). Date d'effet de la promotion: 20 septembre 1949.

Sont promus à la 1re classe, 1er échelon de leur grade, les administrateurs civils de 2e classe à la direction générale des finances du gouvernement général de l'Algérie dont les noms suivent:

MM.

Gaucher (Pierre). Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Bach (Joseph). Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
de Rycke (René). Date d'effet de la promotion: 7 juin 1950.
Roubel (Franck). Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Salvi (Alexandre). Date d'effet de la promotion: 26 novembre 1950.

Sont promus à la 2e classe, 1er échelon de leur grade, les administrateurs civils de 3e classe à la direction générale des finances du gouvernement général de l'Algérie, dont les noms suivent:

MM.

Pengras (Jean). Date d'effet de la promotion: 19 janvier 1950.
Rossi (Jacques). Date d'effet de la promotion: 28 mars 1950.
Catalano (Georges). Date d'effet de la promotion: 9 février 1950.
Lemignot (Guillaume). Date d'effet de la promotion: 25 mars 1950.
Le Marhadour (Jacques). Date d'effet de la promotion: 3 novembre 1950.
Damade (Pierre). Date d'effet de la promotion: 1er septembre 1950.
Busson (Gérard). Date d'effet de la promotion: 10 décembre 1950.

Par arrêté du 30 décembre 1950, M. Paquet (André), administrateur civil de 3e classe, 3e échelon, à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques, est placé en service détaché pour une durée d'un an auprès de la caisse centrale de la France d'outre-mer pour exercer les fonctions d'agent principal.

Conseillers commerciaux.

Par arrêté du 30 décembre 1950, M. Aglion (Raoul), conseiller commercial, détaché auprès du ministère des affaires étrangères pour une période de deux ans à compter du 5 février 1945, est maintenu dans cette position jusqu'au 31 décembre 1950 pour exercer, à l'Organisation des Nations Unies, les fonctions de secrétaire principal à la commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans.

Contrôleurs d'Etat.

Par arrêté du 21 décembre 1950, MM. Tricas (Jean), Marbot (Guy), Rochier (Bernard), contrôleurs d'Etat de 2e classe, 1er échelon, ont été élevés au 2e échelon de leur grade.

Cette mesure prend effet à compter du 1er décembre 1950.

Contributions indirectes.

Par arrêté du 29 décembre 1950, est autorisé, pour une période maximum de cinq ans, le maintien en service détaché auprès du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme en qualité de commissaire au remembrement (associations syndicales du groupement de Dunkerque) de M. Guimbert (Daniel-Henri), inspecteur central de deuxième catégorie des contributions indirectes.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er avril 1949.

Douanes et droits indirects.

Par arrêté en date du 29 décembre 1950, est autorisée, pour une période maximum de cinq ans, la mise en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères, en vue d'exercer des fonctions au service des douanes de Tunisie, des agents dont les noms suivent:

M. Pondaven (Maurice-Jean-Joseph), inspecteur principal de 2e classe des douanes à Paris.

M. Pousse (Georges), inspecteur de 1re classe des douanes à Paris.

Le présent arrêté a effet à compter du 5 août 1950 pour M. Pousse et du 1er septembre 1950 pour M. Pondaven.

Par arrêté en date du 29 décembre 1950, est autorisée, pour une période maximum de cinq ans, la mise en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères (haut commissariat de la République française en Autriche) en vue d'exercer des fonctions au service des douanes en Autriche, de M. Izard (Jean-Jacques), inspecteur central de 2e catégorie des douanes à Bellegarde (Ain).

Le présent arrêté a effet à compter du 1er septembre 1950.

Enregistrement.

Par arrêté en date du 29 décembre 1950, est autorisée, pour une période maximum de cinq ans, la mise en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères, pour servir en Tunisie, de M. Le Tallec (Frédéric-Louis), inspecteur central de 2e catégorie de l'enregistrement à Auray-Contrôle (Morbihan).

Le présent arrêté aura effet à compter du jour de l'embarquement de l'intéressé.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Par arrêté en date du 29 décembre 1950, est placé en service détaché auprès du secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre) (direction des études et fabrications d'armement), pour une durée de cinq ans à compter du 1er novembre 1948, en qualité d'administrateur, pour y exercer des fonctions d'organisation et de coordination mécanographiques, M. Grolleau (René), administrateur de 2e classe à l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Office des changes.

Par arrêté du 29 décembre 1950:

Les dispositions de l'arrêté du 31 août 1950, portant avancement de classe d'administrateurs civils de l'office des changes, sont rapportées.

Sont promus à la 1re classe, 1er échelon de leur grade, les administrateurs civils de 2e classe à l'office des changes, dont les noms suivent:

MM.

Surseuf (René). Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Habert de Romance (Michel). Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.
Couget (François). Date d'effet de la promotion: 1er avril 1950.

Sont promus à la 2e classe, 1er échelon de leur grade, les administrateurs civils de 3e classe à l'office des changes, dont les noms suivent:

MM.

Brossard (Emile). Date d'effet de la promotion: 1er avril 1950.
Le Roux (René). Date d'effet de la promotion: 1er avril 1950.
Van Peetersen (Jacques). Date d'effet de la promotion: 1er avril 1950.
Mme Libkind (Hélène). Date d'effet de la promotion: 1er avril 1950.
Delarue (Jean). Date d'effet de la promotion: 1 février 1950.
Mlle Alphen-Salvador (Thérèse). Date d'effet de la promotion: 18 juin 1950.
Huault (Pierre). Date d'effet de la promotion: 1er janvier 1950.

Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes.

Par arrêté du 29 décembre 1950 est autorisée, pour une période maximum de cinq ans, la mise en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères, en vue de lui permettre d'exercer des fonctions à la direction des finances de la résidence générale de France à Tunis (service des monopoles), de M. Paquet (Roger-Julien), ingénieur de 2e classe des manufactures de l'Etat à la direction générale du service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er octobre 1950.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Bibliothécaires.

Par arrêté du 29 décembre 1950, Mlle Boulet (Marguerite), bibliothécaire de 3e classe à la Bibliothèque nationale, est détachée pour une période de trois ans à compter du 1er février 1950 auprès du directeur de l'enseignement supérieur, en vue d'exercer les fonctions d'agrégée de droit romain à la faculté de droit de Montpellier.

Par arrêté du 30 décembre 1950, M. Corbin (Henry), bibliothécaire de 2e classe à la Bibliothèque nationale, est détaché pour une période de trois ans du 1er avril 1949 au 1er avril 1952 auprès du ministère des affaires étrangères pour remplir les fonctions de professeur à l'Institut français de Téhéran, chargé des publications d'iranologie.

Enseignement supérieur.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, M. Piette, chef de travaux à la faculté de pharmacie de l'université de Paris, est promu au choix du 1er au 2e échelon au 1er janvier 1949.

Par arrêté du 28 décembre 1950, les chefs de travaux ci-dessous désignés de la faculté de pharmacie de l'université de Paris, sont promus au choix, du 1er janvier 1950:

Du 3e au 4e échelon: M. Barispe.

Du 1er au 2e échelon: M. Deysson.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, Mme Coujard, chef de travaux à la faculté de médecine de l'université de Paris, est promue au choix, du 1er au 2e échelon, au 1er janvier 1950.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, les chefs de travaux ci-dessous désignés des facultés de pharmacie et des facultés mixtes de médecine et de pharmacie des universités des départements sont promus au choix:

a) Au 1er janvier 1949.

Du 4e au 5e échelon: M. Nétien, de Lyon.

Du 2e au 3e échelon: M. Gazet du Chatelier, de Strasbourg.

Du 1er au 2e échelon: M. Bernanose, de Nancy.

b) Au 1er janvier 1950.

Du 3e au 4e échelon: M. Perrot, de Lyon.

Du 1er au 2e échelon. M. Ebel, de Strasbourg; Mme Lasseur, de Nancy.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, sont promus, au maximum de stage, à compter du 1er janvier 1950, les chefs de travaux des facultés des sciences des universités des départements dont les noms suivent:

Du 4e au 5e échelon.

M. Gaffier, chef de travaux à Marseille, avec un report d'ancienneté de 11 mois.

M. Dieuzéide, chef de travaux à Alger, avec un report d'ancienneté de 1 mois.

Du 2e au 3e échelon.

M. Michon, chef de travaux à Poitiers, avec un report d'ancienneté de 11 mois.

M. Pierron, chef de travaux à Lyon, avec un report d'ancienneté de 3 mois.

Mlle Renaud, chef de travaux à Rennes, avec un report d'ancienneté de 3 mois.

Du 1er au 2e échelon.

M. Bieber, chef de travaux à Strasbourg, avec un report d'ancienneté de 7 mois.

M. Casadevall, chef de travaux à Montpellier, avec un report d'ancienneté de 7 mois.

M. Garrigues, chef de travaux à Lyon, avec un report d'ancienneté de 2 mois.

M. Firtion, chef de travaux à Strasbourg, avec un report d'ancienneté de 2 mois.

M. Lecrecq, chef de travaux à Rennes, sans report d'ancienneté.

M. Wachtel, chef de travaux à Grenoble, sans report d'ancienneté.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, les chefs de travaux ci-dessous désignés des facultés de pharmacie et des facultés mixtes de médecine et de pharmacie des universités des départements sont promus au maximum de stage:

Au 1er janvier 1950.

Du 4e au 5e échelon: Mme Wunschendorff, d'Alger, avec un report d'ancienneté de 8 mois.

Du 2e au 3e échelon: Mlle Besson, de Nancy, sans report d'ancienneté.

Par arrêté du 28 décembre 1950, sont promus au choix, à compter du 1er janvier 1949, les chefs de travaux des facultés des sciences des universités des départements dont les noms suivent:

Du 4e au 5e échelon: Mme Le Roux, chef de travaux à Caen.

Du 3e au 4e échelon: M. Rivault (René), chef de travaux à Poitiers.

Du 2e au 3e échelon: M. Racine, chef de travaux à Clermont; M. Le Moal, chef de travaux à Rennes.

Du 1er au 2e échelon; M. Hamant, chef de travaux à Toulouse; M. Huron, chef de travaux à Toulouse.

Par arrêté du 28 décembre 1950, sont promus au choix, à compter du 1er janvier 1950, les chefs de travaux des facultés des sciences des universités des départements dont les noms suivent:

Du 4e au 5e échelon: M. Gouilliart, chef de travaux à Lille.

Du 3e au 4e échelon: M. Laurent, chef de travaux à Nancy.

Du 2e au 3e échelon: M. Astre, chef de travaux à Toulouse; M. Dreyfuss, chef de travaux à Besançon.

Du 1er au 2e échelon: M. Forrer, chef de travaux à Strasbourg; M. Arbault, chef de travaux à Poitiers; M. Millot, chef de travaux à Nancy.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, M. Gondard, chef de travaux à la faculté de médecine de l'université de Montpellier, est promu au maximum de stage du 4e au 5e échelon au 1er janvier 1950, avec un report d'ancienneté de 2 mois.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, M. Schmid, chef de travaux à la faculté de médecine de l'université de Strasbourg, est promu au choix, du 3e au 4e échelon au 1er janvier 1950.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, les chefs de travaux ci-dessous désignés des facultés de médecine et de facultés mixtes de médecine et de pharmacie des universités des départements sont promus au choix au 1er janvier 1949:

Du 4e au 5e chelon: M. Moureau, de Bordeaux.

Du 3e au 4e échelon: M. Fernier, de Nancy.

Du 2e au 3e échelon: M. Coudert, de Lyon.

Du 1er au 2e échelon: M. Carraz, de Lyon; Mlle Labraque-Bordenave, de Montpellier.

Par arrêté du 28 décembre 1950, sont promus au maximum de stage à compter du 1er janvier 1950, les chefs de travaux de la faculté des sciences de Paris dont les noms suivent:

Du 4e au 5e échelon: M. Grégoire, avec un report d'ancienneté de 3 mois.

Du 2e au 3e échelon: M. Berlein, avec un report d'ancienneté de 6 mois; M. Brasseur, avec un report d'ancienneté de 3 mois; M. Fréon, avec un report d'ancienneté de 2 mois; Mlle Quintin, sans report d'ancienneté.

Par arrêté du 28 décembre 1950, sont promus au choix, à compter du 1er janvier 1949, les chefs de travaux de la faculté des sciences de Paris dont les noms suivent:

Du 4e au 5e échelon: M. Andant.

Du 3e au 4e échelon: M. Viallard.

Du 2e au 3e échelon: M. Rizet, Mme Horel-Py.

Par arrêté du 28 décembre 1950, sont promus au choix, à compter du 1er janvier 1950, les chefs de travaux de la faculté des sciences de Paris dont les noms suivent:

Du 2e au 3e échelon: M. Lennuier.

Du 1er au 2e échelon: M. Rose (Jean).

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, l'arrêté du 28 octobre 1950 est modifié et complété ainsi qu'il suit.

1er échelon.

M. Deysson: ancienneté 2 ans.

M. Piette: ancienneté 3 ans 15 jours.

L'arrêté du 28 octobre 1950 est annulé en ce qui concerne M. Renault.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, l'arrêté du 28 octobre 1950 est modifié ainsi qu'il suit:

4e échelon: Lyon, M. Nétien, ancienneté 2 mois.

1er échelon: Lyon, M. Carraz, ancienneté 3 ans 11 mois.

Par arrêté du 30 décembre 1950, M. Julia (Marc), assistant agrégé à la faculté des sciences de Paris, est placé en position de détachement et mis à la disposition de l'institut national de la recherche agronomique en qualité de maître de recherches.

A compter du 1er juillet 1950 et pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 30 décembre 1950, il est mis fin, à compter du 31 décembre 1950, au détachement de M. Giraud (Emile), professeur à la faculté de droit de l'université de Rennes, auprès du secrétariat de la Société des nations.

M. Giraud (Emile), professeur à la faculté de droit de l'université de Rennes, est maintenu en position de détachement et mis à la disposition de l'Organisation des nations unies pour une durée de cinq ans, à compter du 1er janvier 1947, en qualité de chef de la section des recherches à la division des droits de l'homme (Lake Success, New-York).

Enseignement du second degré.

Par arrêté du 29 décembre 1950, Mlle Molton (Arlette), adjointe d'enseignement, est maintenue détachée auprès du commissaire général aux affaires allemandes et autrichiennes pour une période de cinq ans à compter du 1er octobre 1947 afin de continuer à exercer des fonctions d'enseignement en Allemagne (affectation: collège de Constance).

Par arrêté du 29 décembre 1950, M. Bourrier (Pierre), professeur de collège, cadre normal, 1re catégorie, est mis à la disposition du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre) pour deux périodes de cinq ans à courir du 1er avril 1942, en vue d'exercer les fonctions de professeur principal dans les écoles militaires préparatoires techniques de Billom, Tulle et du Mans.

Enseignement du premier degré.

Par arrêté du 29 décembre 1950, Mme Teinturier, née Merle (Renée), institutrice de 3e classe du département de Loir-et-Cher, est mise, pour une durée allant du 16 novembre 1947 au 30 septembre 1949, à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice, pour exercer ses fonctions d'éducatrice de 2e classe à l'institution publique d'éducation surveillée de Cadillac.

Par arrêté du 29 décembre 1950, Mlle Saulnier (Andrée), institutrice de 5e classe du département de Saône-et-Loire, est mise, pour une durée d'un an à compter du 1er octobre 1949, à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice, pour exercer ses fonctions d'éducatrice de 5e classe à l'institution publique d'éducation surveillée de Brécourt.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret du 2 janvier 1951 déclarant d'utilité publique l'acquisition d'immeubles par la caisse mutuelle d'allocations familiales agricoles de l'Ain.

Par décret en date du 2 janvier 1951, est déclarée d'utilité publique l'acquisition, par la caisse mutuelle d'allocations familiales agricoles de l'Ain, d'un groupe d'immeubles situé, 26, rue du Docteur-Mercier, à Nantua, et indiqué au plan parcellaire annexé audit décret.

Fonds de concours.

Par arrêté interministériel en date du 20 décembre 1950 un crédit de 61.105.065 F provenant de fonds de concours a été ouvert aux chapitres ci-après du budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1950:

Chap. 3180. — Matériel et frais de fonctionnement des écoles d'agriculture — Bergerie nationale et écoles d'agriculture	8.500 F.
Chap. 3260. — Frais de fonctionnement de la commission nationale agricole de l'invalidité et de l'inaptitude au travail	350.000
Chap. 3420. — Remonte des haras	19.990.000
Chap. 3610. — Frais de surveillance et de contrôle des opérations de grainage des vers à soie	408.197
Chap. 5130. — Encouragements à l'industrie chevaline et mulassière	13.787.278
Chap. 5150. — Vulgarisation:	
(Art. 1er)	480.000
(Art. 2)	1.421.118
Chap. 5200. — Organisation et vulgarisation en faveur du vin	20.000.000
Chap. 905. — Réparation des destructions causées par les inondations dans les départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude	4.659.972
	61.105.065 F.

Par arrêté interministériel en date du 20 décembre 1950 un crédit de 32.000.851 F provenant de fonds de concours a été ouvert aux chapitres ci-après du budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1950.

Chap. 1050. — Indemnités de résidence	2.115.000 F.
Chap. 1060. — Supplément familial de traitement	340.000
Chap. 1090. — Indemnités pour difficultés exceptionnelles d'existence	150.000
Chap. 1350. — Contrôle des lois sociales en agriculture — Traitements	13.511.511
Chap. 1360. — Contrôle des lois sociales en agriculture — Emoluments du personnel des cadres complémentaires	2.140.500
Chap. 1370. — Contrôle des lois sociales en agriculture — Salaires du personnel auxiliaire	128.500
Chap. 1610. — Service de la répression des fraudes, surveillance des fabriques de margarine et d'oléomargarine	1.017.000
Chap. 3040. — Payements à l'imprimerie des Journaux officiels	350.000
Chap. 3050. — Payements à l'administration des postes, télégrammes et téléphones	1.250.000
Chap. 3070. — Indemnités pour frais de déplacements et de missions	5.627.090
Chap. 3230. — Contrôle des lois sociales en agriculture — Matériel et dépenses diverses	2.384.750
Chap. 3360. — Service de la répression des fraudes — Surveillance des fabriques de margarine — Matériel	93.500
Chap. 3610. — Frais de surveillance et de contrôle des opérations de grainage des vers à soie	300.000
Chap. 4000. — Prestations familiales	2.360.000
	32.000.851 F.

Par arrêté interministériel en date du 26 décembre 1950 un crédit de 155.068.921 F provenant de fonds de concours a été ouvert aux chapitres ci-après du budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1950.

Chap. 1050. — Indemnités de résidence	10.119.200 F.
Chap. 1060. — Supplément familial de traitement	2.661.250
Chap. 1090. — Indemnités pour difficultés exceptionnelles d'existence	37.500
Chap. 1350. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Traitements	13.873.658
Chap. 1370. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Salaires du personnel auxiliaire	1.175.000
Chap. 1380. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Indemnités	28.600
Chap. 1560. — Service de la répression des fraudes. — Traitements	2.233.140
Chap. 1580. — Service de la répression des fraudes. — Emoluments du personnel contractuel	10.984.328
Chap. 1600. — Service de la répression des fraudes. — Salaires du personnel ouvrier	2.086.438
Chap. 1620. — Service de la répression des fraudes. — Indemnités	1.170.000
Chap. 1730. — Direction générale des eaux et forêts. — Traitements	31.294.000
Chap. 1750. — Direction générale des eaux et forêts. — Rémunération du personnel contractuel	39.058.000
Chap. 1760. — Direction générale des eaux et forêts. — Salaires du personnel auxiliaire	5.462.000
Chap. 1790. — Direction générale des eaux et forêts. — Indemnités	1.295.930
Chap. 3050. — Payements à l'administration des postes, télégraphes et téléphones	500.000
Chap. 3070. — Indemnités pour frais de déplacements et de missions	11.750.000
Chap. 3080. — Loyers et indemnités de réquisition	232.500
Chap. 3100. — Achat de matériel automobile	240.708
Chap. 3230. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Matériel et dépenses diverses	2.581.750
Chap. 3310. — Matériel du service de la répression des fraudes	873.000
Chap. 3560. — Pisciculture	1.495.904
Chap. 3600. — Frais de fonctionnement des commissions de surveillance des taureaux et béliers. — Matériel	1.400.015
Chap. 4000. — Prestations familiales	14.510.000
Total	155.068.921 F.

Fixation des taux et modalités d'assiette et de recouvrement des cotisations à verser par les entreprises ressortissant au centre technique des conserves de produits agricoles.

Le ministre de l'agriculture et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi du 22 juillet 1948 fixant le statut juridique des centres techniques industriels, et notamment ses articles 8 et 9;

Vu l'arrêté du 11 octobre 1950 portant création d'un centre technique des conserves de produits agricoles,

Arrêtent:

Art. 1er. — Est approuvée la délibération, en date du 17 novembre 1950, du conseil d'administration du centre technique des conserves de produits agricoles, annexée au présent arrêté, et fixant les taux et modalités d'assiette et de recouvrement des cotisations à verser par les entreprises ressortissant au centre technique des conserves de produits agricoles.

Art. 2. — Le directeur de la production agricole au ministère de l'agriculture et le directeur de l'organisation économique et du contrôle des entreprises publiques au secrétariat d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er novembre 1950.

Fait à Paris, le 29 décembre 1950.

Pour le ministre de l'agriculture et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ERWIN GUERNER.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

ANNEXE

Délibération en date du 17 novembre 1950 du conseil d'administration du centre technique des conserves de produits agricoles fixant les taux et modalités d'assiette et de recouvrement des cotisations à verser au centre.

Le conseil d'administration du centre technique des conserves de produits agricoles,

Vu les articles 8 et 9 de la loi n° 48-1228 du 22 juillet 1948 fixant le statut juridique des centres techniques industriels;

Vu l'arrêté interministériel en date du 11 octobre 1950 portant création du centre technique des conserves de produits agricoles;

Réuni le 17 novembre 1950 et délibérant valablement,

Fixe comme suit les taux et modalités d'assiette et de recouvrement des cotisations:

1° A compter du 1er novembre 1950 les entreprises ressortissant au centre technique des conserves de produits agricoles lui sont redevables de cotisations dont le taux est fixé à 1 p. 1.000 du prix de vente des produits vendus par ces entreprises dans les branches d'activité déterminées par l'arrêté constitutif du centre en date du 11 octobre 1950; toutefois, sur les ventes de conserves de plats cuisinés comprenant des viandes de boucherie et de porc, la redevance perçue ne sera que de 0,50 p. 1.000;

2° Les cotisations sont appelées par le centre et perçues périodiquement, soit directement par lui, soit par les organismes professionnels habilités par lui à cet effet. Les entreprises redevables en établissent et justifient le décompte sous leur responsabilité. Elles en font parvenir le montant avec son justificatif dans le délai maximum de vingt jours à compter de la fin de chaque période visée ci-dessus;

3° Le directeur du centre technique, ou toute personne déléguée par lui à cet effet, est habilité à vérifier l'exactitude des décomptes fournis par les entreprises. Il pourra, sous la garantie du secret professionnel, exiger la présentation des livres et documents de l'entreprise nécessaires à cette vérification.

Marché et prix du riz paddy métropolitain pour la campagne 1950-1951.

Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le décret du 23 novembre 1937 portant codification de la loi du 15 août 1936 et des décrets des 16 juillet, 29 août et 31 août 1937 relatifs à l'office national interprofessionnel du blé, ensemble les textes qui l'ont complété et modifié;

Vu le décret du 22 mars 1947 relatif à la fixation du prix du blé;

Vu le décret du 22 août 1950 fixant le prix à la production des céréales de la récolte 1950 et le décret du 30 août 1950 fixant les modalités de payement, de stockage et de rétrocession des céréales pour la campagne 1950-1951;

Vu l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix;

Vu les propositions du conseil de l'office national interprofessionnel des céréales;

Après avis du comité national des prix,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les producteurs de riz sont tenus d'effectuer la déclaration de leur récolte avant le 1er février 1951 à la mairie dont dépend le siège de leur principale exploitation.

Art. 2. — Les producteurs de riz sont tenus de livrer aux organismes stockeurs agréés par les comités départementaux des céréales la totalité de leur récolte, déduction pouvant être faite des quantités nécessaires aux ensemencements et de la part réservataire dans les conditions précisées ci-après.

Art. 3. — Les quantités que les riziculteurs peuvent conserver pour les ensemencements ne doivent pas excéder 200 kg par hectare.

Art. 4. — La part réservataire est fixée à concurrence de 10 p. 100 des quantités de riz paddy effectivement livrées aux organismes stockeurs.

Art. 5. — Tout transport de riz paddy et de riz décortiqué, provenant de la production métropolitaine ou de l'importation, est soumis aux obligations prévues par l'article 22 du texte annexé au décret de codification du 23 novembre 1937 et relatives aux titres de mouvement.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également à la fraction commercialisée de la part réservataire. Toutefois, dans ce cas, les recettes buralistes ne délivreront de titre de mouvement qu'aux riziculteurs dont le nom aura été communiqué auxdites recettes par les organismes stockeurs de rattachement et jusqu'à concurrence des quantités indiquées par lesdits organismes et calculées sur les bases prévues à l'article 4.

Art. 6. — Le prix limite à la production du quintal de riz paddy métropolitain, loyal et marchand de la récolte 1950 contenant 13 p. 100 d'humidité et 2 p. 100 d'impuretés est fixé à 8.050 F.

Art. 7. — Ce prix pourra être majoré et devra être diminué dans les conditions suivantes:

a) Humidité: la réfaction ou la bonification pour chaque 1 p. 100 d'humidité au-dessus et au-dessous de 13 p. 100 est fixée à 100 F;

b) Brisures: tolérance 2 p. 100; au-dessus de 2 p. 100, réfaction égale à 50 F par 1 p. 100 de brisures supplémentaires;

c) Impuretés: tolérance 2 p. 100; au-dessus de 2 p. 100, réfaction de 80 F par 1 p. 100 d'impuretés supplémentaires;

d) Grains jaunes: tolérance 1 p. 100; au-dessus de 1 p. 100, réfaction à débattre entre le riziculteur et l'organisme stockeur, en fonction de l'utilisation ultérieure des grains jaunes;

e) Grains verts: réfaction égale à 55 F par 1 p. 100 de grains verts;

f) Grains rouges: tolérance 5 p. 100; au-dessus de 5 p. 100, réfaction égale à 20 F par kilogramme de grains rouges.

Art. 8. — Les organismes stockeurs verseront à l'administration des contributions indirectes, pour le compte de l'office national interprofessionnel des céréales, une taxe de statistique égale à 21,75 F par quintal de riz paddy livré. Cette taxe sera prélevée sur le prix payé au producteur.

En outre, les organismes stockeurs verseront, pour chaque quintal de riz paddy usiné ou rétrocédé, par application de la loi n° 50-918 du 8 août 1950, une taxe destinée à alimenter le budget annexe des allocations familiales agricoles. Le montant de cette taxe est fixé à 322 F par quintal.

Art. 9. — Le prix limite de rétrocession du riz paddy métropolitain par les organismes stockeurs est fixé à 8.786,20 F, et comprend:

Le prix de base à la production fixé par l'article 2 du présent arrêté;

Une marge nette de rétrocession des organismes stockeurs, qui est fixée à 250 F par quintal;

La taxe à l'achat déterminée en appliquant au prix de base des céréales à la production le taux prévu par les textes légaux et réglementaires en vigueur;

La taxe perçue au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles, conformément à l'article 9 du présent arrêté.

Le prix de rétrocession établi, compte tenu des éléments précités, peut être majoré du montant de la taxe sur les transactions et, le cas échéant, de celui de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.

Art. 10. — Les organismes stockeurs recevront, sur les stocks de riz paddy métropolitain de la récolte 1949 qu'ils détenaient le 31 octobre 1950 au soir, une indemnité compensatrice de 191,85 F par quintal.

Les détenteurs de riz paddy autres que les producteurs et les organismes stockeurs verseront, sur les stocks de riz paddy métropolitain de la récolte 1949 qu'ils détenaient le 31 octobre 1950 au soir, une redevance compensatrice de 227,90 F par quintal.

Art. 11. — Les prix fixés par le présent arrêté ne sont applicables qu'à la partie de la récolte qui, proportionnellement aux livraisons de chaque récoltant, correspond à une quantité de 22.500 tonnes de riz blanc usiné.

Fait à Paris, le 2 janvier 1951.

Le ministre de l'agriculture,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE PETSCHE.

Le ministre du budget,
Pour le ministre et par autorisation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Composition de la commission nationale paritaire permanente prévue par le décret n° 50-1268 du 10 octobre 1950 relatif aux conseils des œuvres sociales du gaz et de l'électricité.

Le ministre de l'industrie et du commerce et le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 50-1268 du 10 octobre 1950 relatif aux conseils des œuvres sociales du gaz et de l'électricité;

Vu l'avis des organisations syndicales les plus représentatives;

Sur les propositions du directeur du gaz et de l'électricité et du directeur général de la sécurité sociale,

Arrêtent:

Art. 1er. — La commission nationale paritaire permanente visée à l'article 6 du décret n° 50-1268 du 10 octobre 1950 susvisé comprend un président et dix-huit membres nommés par le ministre de l'industrie et du commerce et répartis comme suit:

a) Neuf membres représentant les directions des services et exploitations, savoir:

Deux membres désignés sur proposition du directeur général d'Electricité de France, service national;

Un membre désigné sur proposition du directeur général de Gaz de France, service national;

Un membre désigné sur proposition commune des directeurs généraux d'Electricité de France et de Gaz de France;

Deux membres représentant les directions des services de distribution d'Electricité de France;

Un membre représentant les directions des services de production et de distribution de Gaz de France;

Deux membres représentant les directions des entreprises exclues de la nationalisation ou non transférées;

b) Neuf membres délégués du personnel, désignés sur propositions des organisations syndicales nationales les plus représentatives.

Il est désigné, dans les mêmes conditions que ci-dessus, un membre suppléant pour chaque membre titulaire des catégories *a* et *b*.

Les directeurs généraux des services nationaux et les directeurs des services de distribution d'Electricité de France et des services de production et de distribution de Gaz de France ne peuvent être membres de la commission nationale paritaire permanente; la même incompatibilité s'applique aux membres titulaires et suppléants des conseils des œuvres sociales.

Art. 2. — Le président de la commission nationale paritaire permanente, ainsi qu'un président suppléant, sont désignés par le ministre de l'industrie et du commerce et choisis en dehors des membres titulaires ou suppléants de la commission.

Art. 3. — Le mandat des membres titulaires et suppléants est valable pour trois années et renouvelable.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix; en cas de partage égal des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Les agents appelés à siéger à la commission sont considérés comme en service.

Les frais résultant, pour le président, le président suppléant et les membres, titulaires ou suppléants, de leur participation aux travaux de la commission leur sont remboursés.

La commission fixe elle-même son règlement intérieur et, en particulier, la périodicité de ses réunions, en tenant compte de l'urgence que présente la solution des litiges qui lui sont soumis.

Les dépenses résultant du fonctionnement de la commission sont à la charge des services nationaux, des services de distribution d'Electricité de France, des services de production et de distribution de Gaz de France et des entreprises exclues de la nationalisation ou non transférées; la répartition de ces dépenses entre les différents services et entreprises, au prorata de leurs effectifs d'agents statutaires, est arrêtée pour chaque année, avant le 31 mars de l'année suivante, par le ministre chargé du gaz et de l'électricité, sur les propositions du président de la commission.

Art. 4. — Les commissaires du Gouvernement auprès des services nationaux ou des services de distribution assistent ou peuvent se faire représenter aux réunions de la commission au cours desquelles sont examinés des litiges dans lesquels sont impliqués lesdits services.

Art. 5. — La commission nationale paritaire permanente sera mise en place dès qu'auront été élus les membres du conseil central des œuvres sociales et des conseils des œuvres sociales.

Art. 6. — En attendant la mise en place de la commission nationale paritaire permanente, une commission nationale provisoire sera constituée dès la publication du présent arrêté.

Elle sera nommée par le ministre de l'industrie et du commerce et aura la composition suivante:

a) Neuf membres représentant Electricité de France et Gaz de France et les entreprises exclues de la nationalisation ou non transférées, dont:

Quatre membres désignés sur proposition du directeur général d'Electricité de France;

Deux membres désignés sur proposition du directeur général de Gaz de France;

Un membre désigné sur proposition commune des directeurs généraux d'Electricité de France et de Gaz de France;

Deux membres représentant les directions des entreprises exclues de la nationalisation ou non transférées;

b) Neuf membres délégués du personnel, désignés sur proposition des organisations syndicales nationales les plus représentatives.

Les dispositions de l'article 1er (avant-dernier alinéa et dernier alinéa) et des articles 2 et 3 (alinéas 2, 3, 4, 5) du présent arrêté sont applicables à la commission nationale provisoire.

Les dépenses résultant du fonctionnement de la commission nationale provisoire sont à la charge des services nationaux.

Le commissaire du Gouvernement auprès des services nationaux assiste ou peut se faire représenter aux réunions de la commission.

Les directeurs généraux des services nationaux et les membres, titulaires ou suppléants, du conseil central des œuvres sociales ne peuvent faire partie de la commission nationale provisoire.

Art. 7. — Le directeur du gaz et de l'électricité et le directeur général de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 janvier 1951.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
JEAN-MARIE-LOUVEL.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret du 7 septembre 1950 portant nomination dans l'ordre du Mérite touristique.

Par décret en date du 7 septembre 1950, sont nommés dans l'ordre du Mérite touristique:

Au grade de chevalier.

MM.

Buf Van Sanh (Jean), membre de la chambre climatique des Sables-d'Or-les-Pins en Pléhérel.

Marseille (Henri), président du syndicat de l'hôtellerie des Côtes-du-Nord à Saint-Brieuc.

Vieillescazes (Georges), président du syndicat d'initiative de Perros-Guirec.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Administrateurs de la France d'outre-mer.

Par arrêté en date du 16 décembre 1950, M. Barou (Joseph), administrateur de 1re classe des colonies, chef du service fédéral du plan de l'Afrique équatoriale française, est placé dans la position de mission en France pour compter du 30 septembre 1950 et jusqu'au 13 octobre 1950, afin d'étudier diverses questions intéressant l'exécution du plan de développement économique et social de la fédération (régularisation).

Architectes.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, en date du 16 décembre 1950, M. Cerulli Maori, architecte urbaniste contractuel, chef du service central d'architecture et d'urbanisme de l'Afrique occidentale française, a été placé dans la position de mission en France, du 18 septembre 1950 au 30 septembre 1950, pour préparer les dossiers relatifs aux constructions de la B. A. O. et du Cercle militaire.

Chiffre.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, en date du 21 décembre 1950, Mme Tissu (Germaine), chiffreur principal de 3e classe, placée dans la position de mission en France pour une durée de trois mois, à compter du 23 juillet 1950 par arrêté susvisé du 31 août 1950, a été maintenue dans cette position pour une nouvelle période de trois mois, à compter du 23 octobre 1950, pour servir au cabinet du ministre de la France d'outre-mer.

Elevage.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, en date du 26 décembre 1950, M. Lepissier (Henri), vétérinaire inspecteur de 2e classe du service de l'élevage et des industries animales outre-mer, a été placé dans la position de mission en France, pour compter du 12 septembre 1950 et pendant un durée maximum de quarante-cinq jours, en vue d'effectuer des achats de porcs et volailles pour le compte du service zootechnique de l'Afrique équatoriale française.

Inspecteurs des finances.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 15 décembre 1950, M. Veron, inspecteur des finances en service détaché en Afrique équatoriale française, est placé dans la position de mission en France du 30 septembre 1949 date de son arrivée dans la métropole jusqu'au 2 décembre 1949 date de son départ.

Mines et techniques industrielles.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 16 décembre 1950, ont été et sont demeurées rapportées en ce qu'elles concernent M. Veillard (Maurice), les dispositions de l'arrêté n° 680 du 2 mai 1950 portant nomination des candidats reçus au concours direct pour l'accession au grade d'adjoint technique stagiaire des travaux publics des colonies.

M. Veillard (Maurice), adjoint technique stagiaire des ponts et chaussées, a été classé, pour compter du 1er juillet 1950, dans le cadre général des travaux publics, des mines et des techniques industrielles des colonies, au grade d'adjoint technique de 4e classe stagiaire des travaux publics des colonies.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 16 décembre 1950, ont été et sont demeurées rapportées en ce qu'elles concernent M. Demandier (Jean), les dispositions de l'arrêté n° 680 du 2 mai 1950 portant nomination des candidats reçus au concours direct pour l'accession au grade d'adjoint technique stagiaire des travaux publics des colonies.

M. Demandier, adjoint technique stagiaire des ponts et chaussées, a été classé, pour compter du 1er juillet 1950, dans le cadre général des travaux publics, des mines et des techniques industrielles des colonies, au grade d'adjoint technique de 4e classe stagiaire des travaux publics des colonies.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 19 décembre 1950, M. Rouchon (Louis), ingénieur de 4e classe des mines des colonies précédemment placé en congé hors cadres et sans solde pour servir auprès du ministère de l'industrie et du commerce, a été réintégré pour compter du 18 décembre 1950 dans le cadre général des travaux publics, des mines et des techniques industrielles des colonies.

Ports et rades.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 26 décembre 1950, il a été attribué à M. Geoffrois (Edouard), capitaine de 3e classe des ports et rades des colonies une ancienneté complémentaire de 10 mois 17 jours pour services militaires.

Les rappels pour services militaires conservés par M. Geoffrois ont été en conséquence portés au total de 1 an 10 jours.

Transmissions.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 2 décembre 1950, l'arrêté susvisé du 16 février 1950 a été modifié ainsi qu'il suit:

« M. Monty (Roger), inspecteur-rédacteur du cadre métropolitain des postes, télégraphes et téléphones, détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer par arrêté du 20 janvier 1950, a été classé dans le cadre général des transmissions coloniales au grade d'inspecteur de 3e classe pour compter du 16 janvier 1950.

« M. Monty conserve dans cette position une ancienneté civile de 6 mois et 15 jours.

« Les dispositions du présent arrêté porteront effet de la date indiquée ci-dessus tant au point de vue de la solde qu'en ce qui concerne l'ancienneté.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 26 décembre 1950, M. Bidaut (Jean), ingénieur principal de 4re classe des transmissions coloniales a été placé dans la position de mission en France du 22 août au 13 septembre 1950 en vue d'étudier la création d'un centre de réception radioélectrique dans la presqu'île du Cap Vert.

Travaux publics.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 15 décembre 1950, M. Carouge (André), diplômé ingénieur de l'école spéciale des travaux publics de Paris a été nommé, dans le cadre général des travaux publics, des mines et des techniques industrielles des colonies, au grade d'ingénieur adjoint de 3e classe stagiaire des travaux publics des colonies, pour compter de la veille de son embarquement à destination de son territoire d'affectation.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, en date du 15 décembre 1950, M. Gold (Victor), ingénieur civil des mines, a été nommé, pour compter de la veille de son embarquement, ingénieur adjoint de 2e classe stagiaire des travaux publics des colonies (mines).

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, en date du 16 décembre 1950, ont été prorogées jusqu'au 30 septembre 1950 les dispositions de l'arrêté n° 755 du 2 juin 1949 plaçant M. Cros (Robert), ingénieur principal de 2e classe, 2e échelon, des travaux publics des colonies, dans la position de congé hors cadres et sans solde pour assurer la direction de la Société des taxis d'Indochine.

M. Cros (Robert) a été réintégré dans le cadre général des travaux publics des colonies pour compter du 1er octobre 1950.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, en date du 16 décembre 1950, ont été prorogées jusqu'au 22 octobre 1950 les dispositions de l'arrêté n° 1147 du 31 juillet 1950 maintenant M. Laignelot (Henri), ingénieur de 1re classe des travaux publics des colonies, dans la position de disponibilité sans traitement.

M. Laignelot a été réintégré dans le cadre général des travaux publics des colonies pour compter du 23 octobre 1950.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, en date du 16 décembre 1950, le classement dans le cadre général des travaux publics des colonies de M. Fournet (Roger), ingénieur en chef des ponts et chaussées, détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer, a été régularisé ainsi qu'il suit:

1° Au grade d'ingénieur en chef de 1re classe pour compter du 9 mai 1947;

2° Au grade d'ingénieur en chef hors classe pour compter du 9 mai 1950.

Ces rectifications de classement s'entendent du seul point de vue de l'ancienneté.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, en date du 16 décembre 1950, M. Bourdillon (Jacques), ingénieur ordinaire de 3e classe des ponts et chaussées, à titre colonial, a été classé pour compter du 16 octobre 1950, dans le cadre général des travaux publics, des mines et des techniques industrielles des colonies, au grade d'ingénieur principal de 3e classe, 2e échelon, des travaux publics avec ancienneté civile conservée de quinze jours.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, en date du 19 décembre 1950, M. Bechir (Armand), ingénieur de l'école des arts et métiers de Châlons-sur-Marne, a été nommé dans le cadre général des travaux publics, des mines et des techniques industrielles des colonies, au grade d'ingénieur adjoint de 4e classe (stagiaire) des travaux publics pour compter de la veille de son embarquement.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, en date du 26 décembre 1950, M. Darnault, ingénieur en chef hors classe des travaux publics des colonies, a été placé dans la position de mission dans l'Inde du 1er au 31 janvier 1951, en vue de participer en qualité de délégué du Cameroun aux travaux du congrès des grands barrages qui se tiendra à New-Delhi.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Décret n° 51-1 du 2 janvier 1951 portant relèvement du salaire limite prévu pour le calcul des cotisations de sécurité sociale.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, notamment l'article 31;

Vu le décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance susvisée, notamment les articles 147 et 148;

Vu la loi n° 50-1598 du 30 décembre 1950 portant relèvement du plafond de cotisations aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et majorations exceptionnelles de certaines prestations familiales,

Décrète:

Art. 1er. — Les chiffres fixés par l'article 147 du décret du 6 juin 1946 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945, sont respectivement modifiés comme suit:

« 81.000 F si le salaire est réglé par trimestre;
« 27.000 F si le salaire est réglé par mois;
« 13.500 F si le salaire est réglé par demi-mois;
« 12.420 F si le salaire est réglé toutes les deux semaines;
« 9.000 F si le salaire est réglé par décade;
« 6.210 F si le salaire est réglé par semaine;
« 1.242 F si le salaire est réglé par jour;
« 621 F si le salaire est réglé par demi-journée de travail ne dépassant pas cinq heures;
« 162 F par heure si le travail est réglé pour une durée inférieure à cinq heures ».

Art. 2. — Les rémunérations par jour ouvrable, par mois ou par trimestre, prévues par l'article 148 du décret susvisé, sont portées respectivement à 1.242, 27.000 et 81.000 F.

Art. 3. — Le ministre du travail et de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet à compter du 1er janvier 1951.

Fait à Paris, le 2 janvier 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL RACON.

Evaluation des avantages en nature pour la détermination des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale;

Vu le décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance susvisée, et notamment l'article 145 (§ 3),

Arrête:

Art. 1er. — Les avantages en nature à prendre en considération pour la détermination des cotisations et des prestations de sécurité sociale sont évalués conformément aux tableaux suivants:

1° En ce qui concerne la nourriture:

PÉRIODE	ASSURÉS bénéficiant d'un seul repas.	ASSURÉS bénéficiant de deux repas.
	francs.	francs.
Jour	78	156

2° En ce qui concerne le logement:

PÉRIODE	DÉPARTEMENT de la Seine et localités de plus de 100.000 habitants.	AUTRES LOCALITÉS
	francs.	francs.
Semaine	115	75
Mois	450	300
Trimestre	1.350	900

L'évaluation par semaine ou par mois s'entend des semaines et des mois complets, quel que soit le nombre de jours ouvrables y contenus.

Art. 2. — Les chiffres fixés à l'article 1er susvisé constituent des minima; ils pourront être évalués à des chiffres supérieurs, soit d'un commun accord entre les salariés et leurs employeurs, soit par référence aux conventions collectives, s'il en existe.

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté, qui abrogent toutes dispositions contraires, auront effet à compter du 1er janvier 1951.

Art. 4. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 30 décembre 1950.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
JACQUES DOUBLET.

Ministère de la justice.

Destitution de fonctions.

D'un jugement contradictoire rendu le 22 décembre 1950 par la chambre civile du tribunal de première instance de Saverne, statuant en matière disciplinaire, il appert que Me Stahl (André), huissier non installé de l'étude de Sarre-Union, domicilié à Strasbourg, 19, rue Vauban, a été destitué de ses fonctions d'huissier.

Successions en déshérence.

Par jugement en date du 6 juillet 1950, le tribunal de première instance de Nantua a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession des successions de:

Armand (Marie-Octavie), domiciliée à Arlod (Ain), y décédée le 17 novembre 1938, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 5 juin 1940.

Alamercery (Joseph), en son vivant, ancien bourrelier, domicilié à Saint-Jean-le-Vieux (Ain), décédé à l'hôpital civil de Bourg, le 10 juillet 1940, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 8 janvier 1941.

Michaud (Joseph-Antonin), en son vivant secrétaire de mairie, domicilié à Champdor (Ain), y décédé le 19 août 1931, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua, le 21 mai 1941.

Naudet (Marie), veuve Michaud (Joseph), domiciliée à Champdor (Ain), décédée à Bellegarde (Ain) où elle se trouvait momentanément, le 15 mars 1939, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 21 mai 1941.

Guy (Joseph), en son vivant facteur des postes, télégraphes et téléphones en retraite, domicilié à Dortan (Ain), y décédé le 9 janvier 1934, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 22 octobre 1936.

Monnard (Eugène), domicilié rue Paradis, à Oyonnax (Ain), y décédé le 13 mai 1940, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 16 juillet 1941.

Chevassus-Agnes (Louis-Edmond), en son vivant comptable, 5, rue Louis-Dumont, à Bellegarde (Ain), décédé à l'hôpital de Nantua, le 3 décembre 1937, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 4 janvier 1939.

Lyard (Charles), en son vivant, ouvrier agricole, domicilié à Ferney-Voltaire (Ain), décédé à l'hôpital civil de Bourg, le 23 septembre 1938, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Gex du 7 novembre 1939.

Mazard (Marie-François), veuve Rey (Louis-Claude), ouvrière d'usine, domiciliée à Saint-Rambert-en-Bugey (Ain), décédée à l'hôpital psychiatrique Sainte-Madeleine, à Bourg, le 24 avril 1936, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua, du 10 juin 1942.

Vukmirovic (Dane), sujet yougoslave, en son vivant domicilié à Génissiat (Ain), décédé à l'hôpital de Nantua le 12 novembre 1941, dont la succession a été déclarée non réclamée par ordonnance de M. le président du tribunal civil de Nantua du 31 décembre 1941.

Groibie (Antoine-François), en son vivant ouvrier en peignes, domicilié 23, rue Anatole-France, à Oyonnax (Ain), y décédé le 2 août 1941, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 20 juillet 1945.

Touveret (John-Gabriel), en son vivant cultivateur, domicilié à Sauverny (Ain), y décédé le 15 juin 1941, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Gex du 26 avril 1946.

David Missillier (Marie-Louise), domiciliée à Vesancy (Ain), y décédée le 6 janvier 1946, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 17 avril 1947.

Brun-Pilod (Alphonse-Edouard), domicilié à Lalleyriat (Ain), y décédé le 10 septembre 1947, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 22 janvier 1948.

Robinot (Armandine), veuve Munaret, domiciliée rue Alphonse-Baudin, à Nantua (Ain), y décédée le 11 avril 1948, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 6 janvier 1949.

Fontaine (Félicie), veuve en premières noces de Mercier (Louis) et en secondes noces de Gamet (François), domiciliée à Montréal (Ain), décédée à Belley, où elle se trouvait momentanément, le 12 décembre 1940, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 21 octobre 1942.

Jurick (Lucien), domicilié à Billiat, y décédé le 1er septembre 1941, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 4 novembre 1942.

Richard (Simon-Victor), en son vivant coiffeur à Bellegarde (Ain), décédé à Meximieux (Ain), où il se trouvait momentanément, le 28 septembre 1942, dont la succession a été déclarée non réclamée par ordonnance de M. le président du tribunal civil de Nantua du 30 janvier 1943.

Brevet (Marie-Elisa-Alphonsine), divorcée de Etevenaux (Louis-Joseph), domiciliée 17, route de Marchen, à Oyonnax (Ain), décédée à l'hôpital de cette ville le 13 mars 1942, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 1er juillet 1942.

Humbert (Joséphine), domiciliée à Oyonnax (Ain), y décédée à l'hôpital le 15 octobre 1941, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal de Nantua du 19 mai 1943.

Perrin (Alexandre-Marius), domicilié à Bellignat (Ain), décédé à l'asile Saint-Georges, à Bourg (Ain), le 28 septembre 1941, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 2 février 1944.

Mangard (Arthur), domicilié à la Cluse, commune de Montréal (Ain), décédé à Nantua (hôpital) le 8 janvier 1944, dont la succession a été déclarée vacante par jugement du tribunal civil de Nantua du 9 février 1945.

Buathier (Jean-Marie), domicilié à Poncin (Ain), décédé à l'hôpital de Nantua le 14 décembre 1940, dont la succession a été déclarée non réclamée par jugement du tribunal civil de Nantua du 17 septembre 1941.

Bertrand (Victor-Edouard), domicilié à Poncin (Ain), y décédé le 1er juin 1941, dont la succession a été déclarée non réclamée par ordonnance du président du tribunal civil de Nantua du 20 août 1941.

Par jugement en date du 28 juillet 1950, le tribunal de première instance de Tarascon (Rhône) a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession des successions de:

Bollo (Jean), chef d'équipe au Sud-Electrique, né à Ceva, province de Contr (Italie), le 17 août 1883, domicilié à Arles, quartier Trebon, mas Bertaud, décédé à Arles, le 28 juillet 1944.

Rosset (Louis), cultivateur, né à Saint-Georges (Savoie), le 20 septembre 1857, fils de Florentin et de Sophie Brunet, domicilié à Arles, décédé à Arles, le 26 août 1919.

Roumieux (Jean-Baptiste-Marius), cultivateur, né à Saint-Remy-de-Provence (Bouches-du-Rhône), le 18 juillet 1901, fils de Victor et d'Elisabeth Benoît, domicilié à Saint-Remy, quartier de la Galine, décédé à Saint-Remy, le 20 août 1941.

Audoly (Casimir-Baptiste), teinturier, né à Lieuche (Alpes-Maritimes), le 4 mars 1889, fils de Joseph et de Marie Laugère, domicilié à Senas, quartier du Perredon, décédé à Senas, le 17 mars 1925.

Gras (Marie-Eléonore), veuve Audoly (Casimir), sans profession, née à Ventavon (Hautes-Alpes), le 3 février 1859, fille de Louis et de Victoire Paul, domiciliée à Senas, quartier de Pierredon, décédée à Senas, le 20 janvier 1926.

Gavanon (Fernand), cultivateur, né aux Saintes-Marie-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône), le 18 novembre 1886, fils de Pierre et de Félicie Gras, domicilié aux Saintes-Marie-de-la-Mer, mas du Castellas, décédé à Arles, le 21 mars 1944.

Dallere (Edouard), né à Lyon (Rhône), le 6 février 1866, fils de Dallere (Elisa), sans domicile connu, décédé à Arles, le 16 janvier 1941.

Ehl (Raymond-Auguste), mécanicien, né à Strasbourg (Bas-Rhin), le 19 janvier 1920, fils de Victor et de Christine Dausch, domicilié à Arles, 17, rue du Four-qui-Passe, décédé à Arles le 10 mars 1945.

Lovera (François), cultivateur, né à Ramatuelle (Var), le 6 novembre 1905, fils de Jean et de Madeleine Paracone, domicilié à Arles, mas de Caseneuve, route de Saint-Gilles, décédé à Arles, le 30 mars 1945.

Par jugement en date du 28 septembre 1950, le tribunal de première instance de Brest a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession des successions de:

Mme Ansquer, veuve Blanchard, domiciliée à Lambézellec, rue Sébastopol, n° 10, y décédée le 2 février 1942. Jugement du 30 avril 1942.

Mme Mahot (Clémentine), veuve Le Pors, domiciliée à Brest, décédée à Morlaix, le 23 septembre 1942. Ordonnance du 17 décembre 1942.

Mlle Bervas (Marie-Françoise), domiciliée à Brest, rue de l'Harteloire, décédée à l'hospice de Morlaix, le 18 août 1942. Ordonnance du 10 décembre 1942.

Mlle Raoul (Marie-Hélène), demeurant à Brest, 13, rue de Gasté, décédée à l'asile de Lesvellec, le 4 mai 1942. Jugement du 23 juin 1943.

M. Mohamed Boubaha, domicilié à Brest, rue de Siam, n° 92, décédé à Brest, le 23 mars 1942. Jugement du 21 septembre 1943.

Mlle Coton (Marie), domiciliée à Brest, 15, rue Massillon, décédée à l'hospice du Mans, le 11 août 1943. Ordonnance du 20 janvier 1944.

Mme Le Severe, veuve de Gueguenial et de Bianic, domiciliée à Brest, 34, rue Massillon, y décédée le 17 novembre 1944. Ordonnance du 20 mars 1945.

M. Le Borgne, domicilié à Brest, 28, rue Massillon, décédé le 21 février 1944, au Relecq-Kerhuon. Ordonnance du 2 avril 1944.

M. Ferrero (Constanzo), domicilié à Brest, décédé à l'hôpital Bretonneau à Tours, le 26 juin 1944. Jugement du 13 juin 1945.

Mme Le Pesqueux (Marie), veuve Letty, décédée à Brest, en son domicile, rue Turenne. Ordonnance du 12 novembre 1945.

Mme Le Moal (Marie), domiciliée à Brest, décédée à l'hôpital de la ville, le 30 janvier 1944. Ordonnance du 21 février 1946.

M. Poulmarch (Paul), domicilié à Brest, 5, rue Saint-Martin, y décédé le 25 février 1946. Ordonnance du 25 mai 1946.

M. Jougnot (Louis), domicilié à Brest, 7, rue Saint-Marc, y décédé le 20 mars 1945. Jugement du 5 septembre 1946.

M. Crétien (Olympe), domicilié à Brest, 7, rue Saint-Marc, y décédé le 5 août 1945. Jugement du 5 septembre 1946.

M. Borgne (Yves), décédé à Brest, en son domicile, le 31 décembre 1941. Jugement du 30 avril 1942.

Mlle Briant (Marie), domiciliée à Brest, 74, rue Victor-Hugo, décédée à Morée (Loire-et-Cher). Ordonnance du 5 décembre 1946.

M. Salliou (Louis), veuf Jaouen, domicilié à Brest, 42, rue de la Poste, décédé à Camaret le 22 décembre 1945. Ordonnance du 11 décembre 1946.

M. Leyck, décédé à Brest, dans la nuit du 31 mars au 1er avril 1917. Ordonnance du 23 avril 1947.

Mlle Peron (Marie), décédée à Brest, en son domicile, rue Amiral-Cars, le 14 février 1947. Ordonnance du 9 juin 1947.

Premel (Charles), Riou (Jean-Marie), Le Saout (François-Ollivier) et Normand (Pierre), domiciliés à Brest, décédés à l'hôpital psychiatrique de Quimper. Jugement collectif du 12 mai 1948.

M. Marvilion, décédé à Brest) en son domicile, 120, rue Saint-Marc. Jugement en 12 août 1949.

M. Machi (Benjamin), décédé en son domicile, à Saint-Pierre-Quilbignon, le 2 octobre 1942. Ordonnance du 11 novembre 1942.

Mlle Gourhaut (Marie), décédée à Lambézellec, en son domicile, le 6 mars 1943. Jugement du 12 mai 1943.

M. Rozan (François-Louis-Auguste), décédé en son domicile le 6 novembre 1942, et son épouse Mme Le Mao (Alexine) décédée au même lieu, le même jour. Jugement du 12 mai 1943.

M. Pivert (Théophile), décédé à Brest le 28 février 1936, 34, rue de Siam. Jugement du 18 septembre 1936.

Mme Le Bars (Emilie), veuve Le Bars (Alexis) et Plassard, décédée à Brest le 11 mars 1937. Jugement du 11 mai 1937.

Mme Le Bras, veuve Picard, domiciliée à Brest, rue Fautras, décédée à Morlaix, le 13 août 1940.

M. Liard (François), décédé à Brest le 16 juin 1937.

M. Pères (François-Marie).

Veuve Labbé, née Lea (Augustine), décédée à Prat-Lédan en Saint-Pierre-Quilbignon le 5 janvier 1940.

Par jugement en date du 4 octobre 1950, le tribunal de première instance de Ruffec a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession des successions de:

M. Lucquiaud (Pierre), né à Messeux (Charente), le 28 février 1862, fils de Lucquiaud (Marie), domicilié à Messeux (Charente), décédé à Messeux, le 27 mars 1937.

M. Gire (Arthur), né à Saint-Martin-du-Clocher (Charente), le 8 mars 1960, fils de Pierre-Eugène et de Faure (Louise), domicilié à Bernac (Charente), décédé à Bernac, le 19 novembre 1935.

M. Louis (Ernest), né à Angoulême, le 28 mars 1905, fils de père inconnu et de mère inconnue, domicilié à Tusson (Charente), décédé à Tusson, le 17 juin 1928.

M. Babaud (Jean-Baptiste-Chrysogone), né à Alloue (Charente), le 4 novembre 1825, fils de Jean-Baptiste et de Babaud (Françoise), domicilié à Nanteuil-en-Vallée (Charente), décédé à Nanteuil-en-Vallée, le 7 mars 1903.

Par jugement en date du 4 octobre 1950, le tribunal de première instance de Lens a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession de la succession de Céline-Joséphine Martinet, veuve de Louis-Alexandre Rondeau, née à Plessis-du-Mée (Yonne) le 21 avril 1852, fille de Michel Martinet et de Silvaine Simard, domiciliée à Plessis-du-Mée (Yonne) où elle est décédée le 7 mai 1940.

Lafont (Louis), domicilié à Saint-Gervasy, décédé à l'hôpital le 12 février 1948, 3.860 F.

Morel (Eugénie), domiciliée à Aigues-Mortes, décédée à l'hôpital le 13 avril 1948, 1.264 F.

Riou (Lucie), domiciliée à Nimes, 13, rue Littré, décédée à l'hôpital le 27 mai 1944, 3.196 F.

Darnis (Jacques), domicilié à Aigues-Mortes, décédé à l'hôpital de Nimes le 25 avril 1949, 3.004 F.

Togni (Pietro), domicilié à Beaucaire, décédé à l'hôpital de Nimes le 6 octobre 1948, 1.018 F.

Deveze (Augustin), domicilié à Bellegarde, décédé à l'hôpital de Nimes le 6 novembre 1948, 2.171 F.

Balmo (Jean), domicilié à Beaucaire, décédé à l'hôpital de Nimes le 1er avril 1949, 2.780 F.

Kmalinsky (Basile), domicilié à Beaucaire, décédé à Beaucaire le 14 août 1949, 14.635 F, numéraire caisse des dépôts.

Par jugement en date du 12 octobre 1950, le tribunal de première instance de Libourne a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession des successions de:

Evraud (Marie), veuve Musseau, décédée à Guitres le 10 octobre 1928.

Sarrazin (Jean), décédé à Grézillac le 7 octobre 1931.

Grillet (Catherine), veuve Couze, décédée à Libourne le 23 novembre 1944.

Maury (Jeanne), veuve Moncheny, décédée à Sainte-Foy-la-Grande le 25 mai 1939.

Meynsan (Jean), décédé à Grézillac le 20 juillet 1927.

Penet (Clémentine-Eugénie), veuve Meynsan (Jean), décédée à Grézillac le 16 décembre 1936.

Bedet (Marguerite-Gabrielle), veuve Lumeau, décédée à Libourne le 26 mars 1948.

Par jugement en date du 17 octobre 1950, le tribunal de première instance de Saint-Amand a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession des successions de:

Deirieux (Auguste), domicilié à Biard, commune de la Perche (Cher), décédé à Bourges le 25 avril 1949.

Monkatoff (Léon), domicilié à Saint-Amand (Cher), décédé à Saint-Amand le 17 janvier 1941.

Vinet (Sébastien), domicilié à Raymond (Cher), décédé à Saint-Amand le 12 août 1941.

Mariat (Alexis), domicilié à Meillant (Cher), décédé à Saint-Amand le 22 décembre 1938.

Imbault (Rose), domiciliée à Meillant (Cher), décédée à Meillant le 4 octobre 1936.

Chapuis (François), domicilié à Châteauneuf-sur-Cher (Cher), décédé à Châteauneuf-sur-Cher le 6 mai 1938.

Par jugement en date du 23 octobre 1950, le tribunal de première instance de Nancy a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession des successions de:

Mascagni (Yolando-Satino-Antonio), domicilié à Saint-Max, y décédé le 12 août 1944.

Humbert (Marie-Joséphine), domiciliée à l'hospice de Rosières-aux-Salines, y décédée le 17 septembre 1943.

Pierron (Régina), domiciliée à Laxou, décédée à l'hôpital civil de Nancy le 4 janvier 1944.
Antoine (Georges), domicilié à Nancy, rue Saint-Lambert, décédé à Haiphong (Indochine), le 23 janvier 1945.
Tedaldi Thérèse-Lucie), domiciliée à Nancy, 34, quai de la Bataille, y décédée le 1er mars 1945.
Bujot (Eugène Jean), domicilié à Saint-Max, 59, avenue Carnot, y décédé le 12 août 1947.
Blue (Léon) domicilié à Nancy, 71, rue des Jardiniers, y décédé le 17 septembre 1947.
Bur, veuve Collignon, domiciliée à Nancy, hospice Saint-Julien, y décédée le 2 mars 1949.
Dessogne (Marie) domiciliée à Nancy, 2, rue du Tapis-Vert, y décédée le 5 février 1949.

Par jugement en date du 31 octobre 1950, le tribunal de première instance de Vendôme a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession des successions de:

Maurice Pergeaux, domicilié à Vendôme, y décédé le 26 avril 1948.
Marie Vesine, veuve Crimère, domiciliée à Mondoubleau, décédée à l'hospice de cette ville le 18 février 1949.
Marie-Joséphine Auger, veuve Achille Renou, domiciliée à Pias, commune de Villeporcher, décédée à l'hôpital de Vendôme le 28 janvier 1950.

Par jugement en date du 3 novembre 1950, le tribunal de première instance de Saintes a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession de la succession de Pernot (Lazare), né le 26 juin 1861 à Autun (Saône-et-Loire), retraité, décédé à Courcoury, arrondissement de Saintes, le 23 octobre 1948.

Par jugement en date du 15 novembre 1950, le tribunal de première instance de Gap a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publication et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession de la succession d'Angèle-Marie Roques, veuve Vigne, domiciliée à Embrun, square Geiu, née à Langres (Haute-Marne) le 25 septembre 1877 et décédée à Embrun le 4 avril 1949.

Par jugement en date du 17 novembre 1950, le tribunal de première instance de Saintes a, sur la requête de l'administration des domaines, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du code civil préalablement à l'envoi en possession des successions de:

Robert (Lucien), né à Meursac le 4 février 1858, veuf de Hervé (Flodie), domicilié à la Forêt, commune de Plassay, décédé à l'hôpital de Saintes le 13 mars 1941.
Georget (Eugénie-Marie-Louise), née à Saint-Sulpice-de-Royan le 18 février 1891, veuve de Martinon (Baptiste), domiciliée à Vertin, commune de Saujon, décédée à Marseille le 25 août 1942.
Nercam (Odette), née à Saintes le 14 février 1886, veuve de Genaud (Emile-Charles), domiciliée à Saintes, 8, place Saint-Vivien, décédée à l'asile de Breuty, à la Couronne, le 4 novembre 1942.
Péraud (Ferdinand-Michel), né à la Rochelle le 27 février 1883, domicilié aux Aiguilles, commune de Saint-Porchaire, décédé le 4 novembre 1943.
Boulin (Laetitia), née à Saint-Césaire le 18 mai 1873, veuve de Boisson (Pierre-Jules), domiciliée à la Chappelle-des-Pots, y décédée le 22 mars 1944.
Joyau (Marie-Henriette), née à Boisredon le 16 février 1866, veuve Guérin, domiciliée à Saujon, rue de la Douane, y décédée le 15 septembre 1944.
Marot (Marie-Alicie), née à Sainte-Lheurine en 1884, divorcée, domiciliée à Pons, place du Champ-de-Foire, y décédée le 2 février 1949.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1951. — SESSION EXTRAORDINAIRE

Ordre du jour du mercredi 3 janvier 1951.

A neuf heures trente. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre de commission.

2. — Discussion du projet de loi et de la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande. — Travaux publics, transports et tourisme) (Dispositions concernant le budget de la marine marchande). (Nos 11941-annexes 1 et 2-11452-11752-11830. — M. Courant, rapporteur.)

3. — Suite de la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Agriculture et prestations familiales agricoles) (Dispositions concernant le budget de l'agriculture). (Nos 11035-annexes 1 et 2-11672. — M. Abelin, rapporteur.)

A quinze heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures. — 3e SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi portant augmentation des effectifs budgétaires en officiers et sous-officiers servant au delà de la durée légale et autorisant des engagements spéciaux pour l'Indochine. (N° 11536.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mercredi 3 janvier 1951.

N° 11736. — Rapport, par M. Maillocheau, au nom de la commission des pensions, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 et à augmenter la redevance sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre pour les employeurs qui se refusent à souscrire à la loi.

N° 11748 (1). — Proposition de résolution de M. Calas tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute mesure de fermeture des mines de Graissessac et à prévoir les crédits nécessaires pour en assurer le fonctionnement normal (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 11763. — Proposition de loi de Mme Lempereur tendant à remédier aux charges qui pèsent sur les départements pour le fonctionnement des centres d'orientation professionnelle et à préserver l'existence de ces centres (renvoyée à la commission de l'éducation nationale).

N° 11773. — Proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à élever le plafond du chiffre d'affaires au-dessous desquelles les exploitations industrielles et commerciales peuvent être taxées à l'impôt sur le revenu sous le régime du forfait (renvoyée à la commission des finances).

N° 11777. — Rapport, par M. Bergasse, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil d'administration du Cameroun en date du 9 avril 1948 demandant la modification du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes au Cameroun.

N° 11780. — Rapport supplémentaire, par M. Defos du Rau, au nom de la commission de la justice, sur la proposition de loi tendant à compléter la loi du 2 juillet 1850, dite loi Grammont, sur la protection des animaux.

N° 11785. — Proposition de loi de M. Gérard Vée tendant à modifier et compléter la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre et aux orphelins de guerre (renvoyée à la commission du travail).

N° 11786. — Proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à modifier ou compléter les dispositions des articles 6, 25, 36, 63, 64 et 65 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (renvoyée à la commission des pensions).

N° 11823 (1). — Proposition de résolution de M. Boutavant tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour éviter tout licenciement de personnel et assurer la continuation de l'exploitation aux établissements de la Société minière des schistes bitumineux d'Autun-les-Thelots (Saône-et-Loire) (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 11832. — Rapport, par M. Jules Julien, au nom de la commission des affaires économiques, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi tendant à proroger le mandat du Conseil économique.

N° 11835. — Deuxième rapport supplémentaire, par M. Desson, au nom de la commission de la presse, sur le projet de loi portant modification de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946.

(1) Le tirage de ce document est limité aux besoins de Mmes et MM. les députés et des services de l'Assemblée nationale.

Modifications aux listes électorales des membres des groupes.

GROUPE DE LA GAUCHE INDÉPENDANTE

Après l'intitulé de ce groupe, insérer la mention suivante:

(Apparenté au groupe des indépendants d'outre-mer, aux termes de l'article 16 du règlement.)

Commission des affaires économiques.

Séance du mardi 2 janvier 1951.

Présents. — MM. Cartier (Marcel) (Drôme), Catrice, Duforest, Mlle Dupuis (José) (Seine), MM. Hugues (Joseph-André) (Seine), Jules-Julien (Rhône), Leenhardt (Francis), Poimbœuf.

Excusés. — MM. Bergasse, Bergeret, Xavier-Bouvier, Chambeiron, Mme Degrond, MM. Alphonse Denis, Greffier, Maurice Guérin, Gaston Julian, Mauroux, Mme Poinso-Chapuis.

Convocations de commissions.

La commission des affaires économiques se réunira le mercredi 3 janvier 1951, à quatorze heures trente (local de la commission n° 263):

I. — Avis de M. Jules-Julien sur l'avis (n° 11512) du Conseil de la République relatif au projet de loi (n° 4587) concernant le nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement.

II. — Examen du projet de loi (n° 11616) tendant à la ratification de l'accord franco-tchécoslovaque relatif à l'indemnisation de certains intérêts français et désignation d'un rapporteur.

III. — Discussion du rapport de M. André Hugues sur le projet de loi (n° 11149) tendant à la ratification de l'accord franco-hongrois relatif à l'indemnisation de certains intérêts français.

IV. — Suite de la discussion du rapport de M. Poimbœuf sur: 1° le projet de loi (n° 9951) relatif au contrôle des ententes professionnelles; 2° les propositions de loi de M. Henri Teitgen tendant à réglementer les ententes économiques et de M. Gazier tendant à organiser le contrôle des ententes professionnelles (n°s 8967 et 10223).

Convocation rectifiée.

La commission des finances, qui doit se réunir le mercredi 3 janvier 1951, à quinze heures trente, se réunira également le même jour, à dix heures trente, avec le même ordre du jour.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence des présidents, prévue par l'article 39 du règlement, se réunira le mercredi 3 janvier 1951, à quatorze heures trente, dans le cabinet de M. le président (organisation de la discussion du projet de loi n° 11536 portant augmentation des effectifs budgétaires en officiers et sous-officiers servant au delà de la durée légale et autorisation des rengagements spéciaux pour l'Indochine).

Réunions de commissions du mercredi 3 janvier 1951.

Commission des affaires économiques, à quatorze heures trente. — Local n° 263.

Commission des affaires étrangères, à dix heures. — Local du 7e bureau.

Commission de la défense nationale, à dix heures. — Local n° 213.

Commission de l'éducation nationale, à quinze heures. — Local n° 262.

Commission des finances, à dix heures trente et quinze heures trente. — Local de la commission.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1951. — SESSION EXTRAORDINAIRE

Ordre du jour du jeudi 4 janvier 1951.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement. (N°s 909, année 1950, et 11, année 1951. — M. Jean Berthoin, rapporteur général, et M. Pierre Boudet, rapporteur; et n° , année 1951. — Avis de la commission de la défense nationale. — M. N..., rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er étage. — Depuis M. Roger Duchet, jusques et y compris M. Gaston Fourrier.

Tribunes. — Depuis M. de Fraissinette, jusques et compris M. Bernard Lafay.

Commission des finances.

1re *séance du mardi 2 janvier 1951.*

Présents. — MM. Alric, Auberger, Berthoin (Jean), Boudet (Pierre), Chapalain, Courrière, Debû-Bridel (Jacques), Demusois, Diethelm (André), Duchet (Roger), Flèchet, Ignacio-Pinto (Louis), Emilien Lieutaud, Maroger (Jean), Marrane, Jacques Masteau, Pellenc, Peschaud, Roubert (Alex), Sailer, Sclafer, Walker (Maurice).

Excusé. — M. de Montalembert.

Suppléants. — MM. Clavier (de M. Litaise), Laffargue (de M. Avinin), Lelant (de M. Grenier), Pic (de M. Pauly).

Convocations de commissions.

La commission de l'agriculture se réunira le mercredi 3 janvier 1951, à quatorze heures trente (local n° 214, salle Jules-Méline):

I. — Audition de M. Dufau-Peres, inspecteur général de l'économie nationale, sur la question de la ristourne sur les carburants agricoles.

II. — Questions diverses.

La commission de la production industrielle se réunira le jeudi 4 janvier 1951, à dix heures trente (local n° 274):

I. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 857, année 1950) de M. Giacomoni, tendant à inviter le Gouvernement à adopter et à promouvoir de toute urgence un plan de mobilisation industrielle prévoyant la mise en régie temporaire des industries d'armement.

II. — Suite de l'examen du budget du ministère de l'industrie et du commerce. — M. Bousch, rapporteur.

III. — Questions diverses.

La commission du ravitaillement et des boissons se réunira le mercredi 3 janvier 1951, à quinze heures (local n° 214, salle Jules-Méline):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

a) Le projet de loi (n° 881, année 1950) relatif au degré minimum des vins de coupage;

b) La proposition de loi (n° 853, année 1950) complétant l'article 18 de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine.

II. — Questions diverses.

Réunions du mercredi 3 janvier 1951.

Commission des affaires économiques, à dix heures trente. — Local n° 274.

Commission de l'agriculture, à quatorze heures trente. — Local n° 214.

Commission de la défense nationale, à dix heures trente et seize heures. — Local n° 217.

Commission du ravitaillement et des boissons, à quinze heures. — Local n° 214.

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Commission de comptabilité.

Réunion du vendredi 22 décembre 1950.

Erratum au *Journal officiel* du 24 décembre 1950: page 13167, 2e colonne, 1re ligne, liste des présents: le nom de Mme Caffot a été omis dans la liste des présents; Mme Caffot est à porter présente.

AVIS ET COMMUNICATIONS

BULLETIN DES RECETTES DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PUBLICATION DES RECETTES

I. — **Evaluation des recettes de la cinquantième semaine du 9 au 15 décembre 1950.** (En milliers de francs.)

NATURE DU TRAFIC	1950 — Recettes évaluées	1949 — Recettes comptables	DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE: 1950 — En valeur absolue	1950 — Pourcentage	1949 — En valeur absolue	1949 — Pourcentage
1	2	3	4	5	6	7
Voyageurs	1.181.280	1.040.167	141.113	13,9	»	»
Bagages et consigne	20.520	16.910	3.610	21,3	»	»
Colis postaux, petits colis	209.080	210.757	»	»	1.677	0,8
Marchandises (détail et wagons)	4.070.590	3.919.816	150.774	3,8	»	»
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	5.481.470	5.187.650	296.820	5,7	»	»

II. — **Evaluation des recettes au 15 décembre 1950.**

NATURE DU TRAFIC	RECETTES comptables du 1er janvier au 31 octobre 1950.	RECETTES évaluées du 1er octobre au 15 décembre 1950.	TOTAL des recettes du 1er janvier au 15 décembre 1950.	RECETTES comptables du 1er janvier au 15 décembre 1949.	DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE: 1950 — En valeur absolue.	1950 — Pourcentage	1949 — En valeur absolue.	1949 — Pourcentage
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Voyageurs	66.469.253	7.233.270	73.702.523	66.570.150	7.132.373	10,7	»	»
Bagages et consigne	1.469.047	145.550	1.614.597	1.550.751	63.846	4,1	»	»
Colis postaux, petits colis	7.351.915	1.282.460	8.634.375	8.306.078	328.297	4	»	»
Marchandises (détail et wagons)	139.818.648	25.724.910	165.543.558	178.153.542	»	»	12.609.984	7,1
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	215.108.863	34.386.190	249.495.053	254.580.521	»	»	5.085.468	2

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels:* PIERRE CASSAGNEAU.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse	20 déc. 1950 — Cours relevés après Bourse	DEVISES	2 janvier 1951 — Cours relevés avant Bourse	2 janvier 1951 — Cours cotés en Bourse	Derniers cours cotés en Bourse	20 déc. 1950 — Cours relevés après Bourse	DEVISES	2 janvier 1951 — Cours relevés avant Bourse	2 janvier 1951 — Cours cotés en Bourse
349 90	349 90	Etats-Unis (1 dollar)	.... ..	349 85	8145 ..	.... ..	Suisse (100 francs)	.... ..	8147 50
698 25	698 25	Belgique (100 francs)	.... ..	698 25	163 50	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 f. Djib.)	.... ..	.... ..
1222 ..	.... ..	Portugal (100 escudos)	.... ..	1222 50	330 ..	.... ..	Canada (1 dollar)	.... ..	329 80

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.011.00, Paris

ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

ETABLISSEMENTS DUCELLIER

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 260 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 23, RUE ALEXANDRE-DUMAS, A PARIS

Registre du commerce : Seine 28937.

Obligations 3 0/0 1932 *de* 500 *F.*

LISTE NUMERIQUE

1° **Des 1.985 obligations sorties au huitième tirage au sort du jeudi 23 novembre 1950 et formant la totalité des titres à amortir au 1er janvier 1951.** (Ces obligations seront remboursables à 501 F) ;

2° **Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement.**

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
4	51	402	51	874	51
16	51	405	50	875	50
56	51	416	51	884	51
66	51	421	50	893	48
75	50	425	51	894	50
76	48	429	50	899	51
94	50	435	50	903	48
107	51	439	51	927	50
110	47	459	50	936	51
131	51	461	50	945	50
151	44	465	51	963	51
158	50	479	51	969	50
160	48	481	50	970	47
163	48	483	50	995	51
167	50	499	51	1.009	51
168	51	508	48	1.017	51
173	50	528	50	1.031	50
174	51	537	51	1.032	50
177	50	547	51	1.034	51
178	51	557	51	1.042	51
179	48	566	50	1.043	51
186	51	568	50	1.045	50
187	50	575	50	1.049	51
193	51	577	50	1.051	51
194	51	599	51	1.065	51
196	51	612	51	1.074	51
198	48	617	50	1.101	51
206	50	622	51	1.111	50
224	51	623	50	1.114	51
228	50	624	50	1.131	51
231	51	625	51	1.134	51
237	51	664	51	1.135	48
238	51	681	50	1.138	50
264	50	683	50	1.145	51
265	50	685	50	1.152	51
270	50	686	51	1.153	51
280	50	691	51	1.163	51
281	51	702	51	1.182	50
285	51	738	51	1.184	51
286	50	751	51	1.189	50
313	51	755	50	1.195	50
331	50	759	50	1.207	51
335	51	768	45	1.213	50
352	50	775	51	1.225	50
362	50	814	51	1.234	48
363	51	836	50	1.252	50
364	51	840	51	1.282	50
386	51	862	50	1.287	47
1.293	51	1.868	50	2.537	47
1.298	51	1.884	51	2.555	51
1.301	51	1.887	51	2.562	51
1.317	50	1.897	51	2.566	50
1.330	51	1.900	51	2.579	50
1.335	50	1.903	51	2.582	51
1.339	51	1.906	51	2.592	51
1.341	50	1.915	50	2.597	51
1.361	51	1.918	51	2.601	50
1.387	51	1.924	51	2.605	51
1.410	51	1.925	51	2.613	50
1.413	47	1.970	50	2.632	50
1.414	47	1.984	48	2.656	50
1.420	47	1.983	51	2.657	51
1.422	51	1.988	51	2.674	51
1.435	50	1.996	51	2.686	51
1.441	50	2.013	50	2.697	50
1.442	51	2.019	51	2.719	51
1.443	51	2.021	50	2.721	51
1.450	50	2.029	51	2.723	51
1.452	51	2.036	47	2.749	50
1.468	51	2.039	51	2.761	51
1.527	51	2.040	50	2.765	51
1.546	50	2.041	51	2.780	51
1.554	51	2.042	48	2.795	50
1.570	51	2.054	51	2.796	50
1.574	51	2.061	51	2.825	50
1.607	50	2.068	51	2.848	51
1.609	50	2.075	50	2.850	51
1.615	50	2.090	51	2.853	50
1.618	51	2.112	51	2.863	51
1.622	46	2.120	51	2.872	51
1.626	43	2.125	50	2.877	51
1.627	50	2.126	43	2.883	51
1.628	50	2.129	45	2.894	51
1.641	51	2.147	51	2.902	51
1.642	51	2.151	51	2.903	51
1.643	51	2.156	50	2.906	50
1.645	51	2.166	51	2.907	50
1.646	51	2.173	50	2.914	51
1.650	51	2.196	50	2.919	51
1.653	51	2.199	51	2.926	51
1.662	51	2.215	50	2.937	51
1.663	50	2.217	51	2.938	51
1.664	51	2.218	50	2.944	51
1.669	51	2.234	51	2.957	50
1.672	51	2.240	51	2.973	51
1.677	50	2.256	51	2.974	50
1.689	51	2.268	51	3.020	51
1.690	51	2.288	51	3.048	51
1.696	51	2.289	50	3.053	51
1.701	50	2.290	51	3.057	50
1.704	51	2.295	51	3.086	51
1.705	50	2.311	51	3.098	51
1.709	51	2.325	50	3.116	51
1.715	50	2.339	46	3.138	50
1.718	50	2.380	51	3.139	50
1.730	51	2.393	51	3.171	50
1.750	51	2.401	51	3.176	51
1.751	51	2.403	51	3.180	51
1.784	51	2.438	50	3.182	46
1.786	51	2.439	51	3.183	51
1.799	50	2.444	51	3.204	51
1.803	48	2.450	50	3.209	51
1.806	50	2.497	50	3.211	51
1.842	51	2.498	50	3.217	48
1.844	51	2.502	50	3.220	50
1.828	50	2.540	51	3.230	51
1.833	51	2.549	51	3.244	48
1.851	51	2.562	51	3.250	51
1.865	51	2.563	51	3.267	51
		2.591	45		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
3.272	50	4.160	51	5.083	45	5.776	48	6.790	45	7.699	50
3.281	51	4.161	50	5.087	45	5.782	51	6.791	50	7.716	51
3.326	51	4.177	51	5.088	48	5.785	51	6.793	50	7.721	50
3.330	51	4.191	51	5.091	43	5.794	48	6.794	48	7.732	51
3.338	51	4.212	51	5.093	47	5.803	51	6.795	45	7.752	51
3.356	51	4.216	51	5.094	43	5.818	51	6.808	51	7.757	51
3.359	50	4.218	51	5.095	50	5.828	50	6.817	51	7.780	51
3.372	50	4.219	50	5.097	47	5.839	51	6.819	50	7.781	51
3.387	51	4.236	51	5.117	51	5.841	50	6.823	50	7.788	51
3.394	51	4.266	51	5.127	50	5.845	50	6.824	51	7.789	51
3.431	50	4.271	51	5.148	51	5.857	51	6.828	51	7.798	50
3.443	51	4.272	50	5.157	50	5.879	51	6.837	48	7.804	51
3.449	51	4.273	51	5.161	50	5.891	50	6.848	51	7.807	51
3.471	51	4.294	50	5.164	51	5.896	50	6.853	51	7.812	50
3.496	50	4.317	51	5.170	50	5.900	51	6.881	51	7.846	51
3.502	51	4.323	51	5.174	51	5.905	51	6.889	50	7.863	47
3.507	51	4.325	51	5.175	51	5.929	51	6.906	51	7.865	43
3.517	51	4.341	51	5.178	50	5.940	51	6.908	51	7.871	50
3.525	50	4.345	50	5.185	51	5.950	51	6.919	51	7.877	51
3.530	51	4.348	51	5.190	51	5.988	51	6.921	51	7.889	51
3.552	51	4.356	51	5.192	51	6.003	50	6.937	51	7.890	50
3.557	50	4.357	46	5.199	51	6.009	51	6.940	50	7.903	51
3.560	51	4.368	51	5.200	50	6.012	50	6.942	50	7.906	51
3.563	47	4.375	51	5.202	51	6.013	48	6.952	50	7.915	51
3.566	51	4.383	51	5.209	51	6.031	50	6.959	51	7.917	50
3.579	51	4.390	51	5.236	50	6.067	50	6.964	51	7.960	50
3.585	51	4.391	51	5.245	51	6.068	50	6.992	50	7.965	51
3.590	50	4.402	51	5.256	51	6.092	51	7.003	51	7.967	51
3.597	51	4.411	51	5.265	51	6.112	51	7.007	51	7.968	51
3.607	50	4.436	51	5.275	51	6.119	51	7.008	51	7.990	51
3.619	51	4.446	51	5.285	50	6.1[illegible]	51	7.019	50	7.998	51
3.626	50	4.451	51	5.289	50	6.1[illegible]	51	7.022	51	8.000	51
3.641	51	4.472	47	5.296	50	6.1[illegible]	51	7.039	51	8.014	51
3.642	51	4.475	50	5.306	51	6.151	51	7.041	51	8.017	51
3.649	51	4.489	51	5.337	43	6.187	51	7.064	50	8.021	51
3.652	51	4.501	51	5.338	46	6.193	51	7.083	43	8.022	51
3.656	50	4.503	51	5.343	51	6.198	51	7.091	48	8.023	50
3.666	50	4.507	51	5.347	50	6.212	51	7.101	51	8.033	51
3.698	51	4.518	51	5.353	43	6.224	50	7.103	51	8.037	51
3.700	51	4.521	51	5.354	44	6.274	51	7.105	51	8.040	51
3.725	51	4.525	48	5.355	45	6.286	51	7.115	51	8.069	50
3.730	51	4.570	50	5.356	43	6.291	51	7.119	50	8.074	50
3.733	51	4.579	51	5.357	46	6.296	47	7.130	51	8.075	51
3.738	47	4.585	51	5.359	51	6.297	46	7.155	50	8.080	50
3.742	51	4.587	51	5.360	51	6.312	51	7.207	48	8.085	50
3.747	47	4.592	50	5.363	50	6.314	51	7.210	46	8.091	50
3.759	50	4.598	50	5.367	50	6.324	51	7.211	50	8.111	50
3.760	50	4.600	51	5.384	50	6.334	51	7.237	50	8.127	50
3.762	51	4.603	51	5.392	51	6.349	51	7.239	51	8.143	50
3.766	51	4.621	51	5.397	51	6.357	51	7.253	51	8.152	51
3.779	51	4.631	51	5.435	51	6.376	50	7.268	51	8.165	51
3.808	50	4.639	51	5.440	51	6.378	51	7.279	51	8.176	51
3.810	51	4.647	51	5.444	50	6.385	50	7.296	51	8.187	45
3.813	51	4.649	51	5.454	51	6.400	51	7.298	51	8.188	51
3.817	50	4.651	51	5.471	43	6.403	51	7.300	50	8.197	51
3.818	50	4.655	44	5.473	51	6.408	51	7.312	51	8.212	50
3.822	51	4.656	50	5.475	51	6.414	50	7.324	50	8.215	51
3.823	51	4.657	46	5.479	51	6.416	50	7.333	51	8.222	51
3.832	51	4.662	51	5.480	51	6.417	51	7.355	51	8.224	48
3.841	50	4.681	48	5.487	51	6.419	50	7.363	50	8.227	50
3.853	51	4.682	48	5.510	51	6.420	51	7.365	51	8.236	48
3.857	50	4.686	48	5.523	50	6.431	51	7.376	51	8.254	51
3.858	51	4.735	50	5.568	51	6.436	51	7.386	51	8.288	51
3.866	51	4.745	51	5.575	50	6.447	50	7.408	51	8.312	51
3.883	51	4.751	51	5.578	50	6.460	51	7.413	51	8.314	51
3.890	51	4.756	51	5.579	51	6.474	51	7.414	51	8.315	51
3.892	46	4.805	50	5.581	50	6.496	51	7.415	51	8.316	51
3.893	50	4.817	51	5.585	51	6.497	48	7.428	48	8.322	51
3.896	48	4.818	51	5.593	51	6.502	50	7.435	51	8.330	51
3.915	51	4.823	51	5.618	51	6.507	50	7.443	51	8.332	51
3.916	51	4.836	50	5.619	51	6.510	50	7.463	51	8.334	51
3.941	51	4.850	47	5.624	51	6.521	47	7.470	51	8.377	51
3.945	50	4.873	51	5.628	51	6.523	47	7.473	51	8.380	51
3.946	51	4.898	51	5.634	51	6.548	51	7.474	50	8.382	50
3.953	51	4.909	50	5.637	51	6.549	51	7.477	50	8.385	50
3.954	48	4.917	51	5.649	51	6.555	51	7.491	51	8.389	50
3.984	51	4.918	50	5.664	50	6.568	51	7.511	50	8.391	51
3.994	51	4.923	51	5.674	51	6.572	50	7.518	51	8.394	51
4.001	50	4.927	50	5.678	48	6.596	50	7.525	50	8.396	48
4.034	51	4.928	47	5.679	48	6.622	51	7.528	51	8.413	51
4.035	51	4.935	51	5.680	50	6.670	51	7.536	51	8.421	50
4.037	51	4.958	51	5.682	51	6.677	50	7.550	50	8.426	51
4.052	51	4.992	51	5.688	50	6.680	50	7.557	51	8.427	51
4.054	51	4.997	51	5.699	51	6.684	50	7.592	51	8.430	51
4.057	51	5.012	51	5.715	51	6.699	51	7.608	50	8.438	51
4.075	45	5.024	51	5.716	51	6.748	50	7.610	50	8.441	51
4.076	48	5.029	51	5.729	50	6.751	51	7.617	51	8.450	51
4.087	48	5.038	50	5.733	51	6.756	51	7.628	50	8.458	50
4.115	51	5.039	50	5.756	43	6.759	45	7.652	51	8.471	51
4.122	51	5.055	51	5.769	47	6.772	48	7.656	48	8.489	50
4.148	51	5.061	51	5.771	50	6.773	46	7.672	50	8.491	50
4.152	51	5.069	51	5.772	50	6.779	51	7.673	51	8.496	51
4.158	51	5.079	48	5.774	44	6.788	50	7.690	51		
4.159	51	5.080	44	5.775	46	6.789	51	7.693	50		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
8.502	51	9.543	51	10.253	51	10.839	47	11.193	51	11.763	51
8.510	51	9.554	50	10.263	51	10.841	43	11.195	51	11.784	43
8.516	50	9.556	48	10.269	51	10.844	47	11.197	50	11.787	51
8.518	50	9.565	50	10.299	51	10.848	43	11.202	51	11.788	50
8.523	45	9.566	51	10.301	50	10.849	45	11.203	51	11.792	51
8.526	50	9.597	51	10.317	51	10.850	47	11.209	50	11.793	48
8.527	44	9.599	43	10.322	51	10.854	48	11.211	51	11.798	50
8.544	51	9.602	50	10.327	48	10.855	47	11.214	51	11.814	50
8.551	50	9.605	51	10.336	51	10.856	51	11.216	51	11.816	50
8.557	51	9.617	51	10.337	51	10.857	48	11.219	51	11.830	51
8.565	51	9.623	51	10.359	50	10.858	43	11.224	50	11.843	50
8.567	51	9.627	50	10.363	43	10.860	44	11.232	51	11.848	51
8.576	51	9.630	50	10.387	51	10.861	50	11.237	50	11.852	50
8.600	51	9.639	50	10.401	51	10.862	43	11.243	48	11.853	50
8.613	51	9.641	50	10.413	51	10.864	50	11.244	51	11.864	51
8.615	50	9.659	51	10.416	51	10.867	51	11.249	51	11.869	51
8.622	51	9.681	47	10.422	51	10.868	45	11.298	50	11.871	50
8.625	50	9.688	51	10.441	50	10.869	47	11.299	46	11.875	51
8.627	50	9.689	51	10.442	50	10.872	51	11.305	47	11.876	50
8.633	51	9.690	51	10.445	51	10.878	51	11.307	50	11.883	50
8.637	51	9.695	47	10.448	48	10.884	48	11.311	48	11.888	44
8.651	51	9.699	50	10.472	50	10.886	51	11.312	50	11.889	51
8.664	46	9.714	51	10.475	50	10.889	43	11.313	46	11.896	51
8.665	46	9.717	50	10.476	48	10.891	48	11.315	44	11.911	50
8.676	51	9.728	50	10.477	50	10.893	45	11.317	47	11.922	51
8.707	51	9.731	50	10.484	51	10.896	48	11.318	45	11.940	51
8.708	51	9.741	51	10.513	50	10.897	48	11.325	51	11.956	51
8.710	50	9.748	45	10.525	43	10.898	43	11.326	45	11.965	51
8.713	48	9.749	45	10.526	51	10.900	44	11.327	43	11.969	51
8.715	51	9.750	45	10.537	50	10.902	51	11.330	51	11.972	51
8.738	51	9.777	48	10.539	51	10.904	46	11.331	51	11.976	51
8.744	51	9.796	50	10.540	51	10.908	50	11.334	50	12.014	51
8.746	51	9.810	51	10.552	51	10.909	48	11.335	50	12.035	51
8.758	51	9.813	48	10.555	50	10.913	43	11.337	47	12.036	51
8.810	51	9.814	44	10.564	51	10.915	51	11.339	43	12.037	51
8.832	51	9.815	44	10.566	51	10.916	51	11.340	46	12.040	51
8.849	51	9.816	45	10.569	51	10.917	43	11.343	51	12.047	51
8.891	51	9.817	48	10.575	51	10.920	44	11.348	44	12.060	51
8.910	51	9.825	51	10.578	51	10.921	51	11.349	51	12.074	50
8.919	51	9.835	50	10.580	50	10.924	50	11.351	43	12.076	50
8.939	51	9.838	51	10.583	51	10.925	44	11.359	50	12.077	50
8.956	51	9.847	51	10.584	48	10.926	48	11.360	50	12.078	51
9.008	51	9.858	51	10.585	50	10.931	44	11.361	46	12.079	51
9.013	51	9.859	51	10.588	47	10.937	48	11.368	50	12.098	50
9.017	51	9.868	48	10.589	51	10.938	47	11.375	45	12.100	51
9.026	51	9.877	51	10.601	50	10.940	44	11.379	51	12.109	50
9.034	51	9.878	51	10.602	48	10.944	48	11.380	44	12.116	51
9.042	51	9.888	51	10.609	50	10.947	48	11.381	47	12.160	50
9.046	51	9.894	51	10.618	43	10.950	51	11.385	46	12.194	51
9.056	51	9.903	50	10.625	50	10.951	47	11.389	51	12.204	51
9.064	51	9.906	51	10.626	51	10.954	44	11.391	43	12.213	51
9.076	51	9.907	51	10.627	50	10.955	44	11.392	51	12.223	51
9.079	51	9.908	50	10.630	50	10.958	46	11.394	43	12.225	51
9.105	51	9.915	45	10.635	51	10.959	50	11.397	50	12.229	51
9.114	51	9.945	51	10.639	51	10.961	48	11.398	50	12.237	51
9.131	51	9.949	51	10.660	51	10.962	46	11.402	48	12.241	51
9.132	51	9.951	51	10.666	51	10.963	46	11.404	45	12.262	51
9.135	51	9.953	51	10.684	51	10.966	44	11.405	50	12.270	51
9.140	51	9.962	51	10.685	51	10.969	51	11.407	45	12.279	50
9.166	51	9.973	51	10.689	51	10.971	51	11.408	48	12.284	50
9.191	51	9.975	50	10.717	51	10.972	44	11.414	46	12.291	50
9.218	51	9.984	51	10.718	50	10.974	48	11.416	50	12.300	50
9.249	51	9.985	51	10.722	51	10.978	50	11.421	45	12.304	51
9.261	51	10.001	50	10.723	48	10.981	44	11.428	51	12.311	51
9.297	51	10.017	50	10.725	45	10.983	51	11.431	51	12.315	50
9.318	51	10.019	50	10.728	51	10.984	48	11.440	51	12.318	51
9.323	50	10.020	48	10.729	50	10.989	51	11.468	51	12.324	45
9.334	50	10.028	51	10.737	51	10.997	47	11.503	51	12.326	46
9.336	51	10.029	50	10.739	51	10.999	48	11.520	51	12.327	43
9.355	51	10.042	51	10.743	51	11.000	44	11.521	51	12.330	51
9.356	51	10.049	50	10.751	51	11.029	50	11.531	51	12.331	43
9.366	50	10.071	50	10.753	51	11.030	51	11.546	51	12.333	44
9.372	51	10.072	51	10.756	51	11.031	48	11.548	50	12.337	45
9.375	51	10.080	51	10.777	51	11.040	50	11.578	51	12.338	46
9.376	51	10.091	51	10.779	51	11.052	51	11.582	51	12.339	43
9.379	50	10.092	51	10.785	43	11.081	51	11.584	51	12.350	46
9.380	51	10.121	51	10.792	50	11.087	51	11.588	43	12.351	46
9.383	51	10.132	50	10.794	50	11.097	50	11.594	50	12.352	44
9.399	51	10.149	51	10.800	45	11.108	51	11.606	51	12.384	51
9.417	44	10.153	51	10.804	50	11.111	51	11.615	51	12.388	51
9.418	51	10.185	51	10.805	51	11.112	51	11.628	51	12.407	50
9.421	46	10.200	51	10.811	50	11.131	51	11.631	50	12.420	48
9.425	46	10.206	51	10.813	51	11.147	48	11.632	51	12.435	50
9.426	44	10.210	48	10.816	47	11.150	51	11.661	51	12.439	50
9.482	50	10.219	47	10.818	45	11.159	51	11.672	51	12.440	50
9.493	51	10.225	51	10.828	44	11.168	51	11.704	51	12.448	50
9.499	50	10.228	50	10.829	44	11.174	51	11.707	51	12.467	51
9.513	51	10.231	50	10.831	51	11.175	51	11.708	51	12.481	50
9.524	50	10.235	51	10.832	50	11.179	48	11.710	51	12.490	50
9.530	50	10.236	50	10.833	45	11.180	44	11.716	51	12.491	50
9.534	51	10.248	50	10.837	51	11.182	51	11.722	51	12.495	51
9.535	51	10.249	50	10.838	47	11.187	50	11.726	51	12.496	51

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
12.508	51	13.544	50	14.446	51	15.164	51	15.849	51	17.302	51
12.518	51	13.554	50	14.448	51	15.185	51	15.853	50	17.324	51
12.528	50	13.555	51	14.470	51	15.190	50	15.866	51	17.329	51
12.530	51	13.569	51	14.474	50	15.195	50	15.889	51	17.335	51
12.529	44	13.588	51	14.481	51	15.197	51	15.919	51	17.358	51
12.548	50	13.590	48	14.484	50	15.200	50	15.955	51	17.386	51
12.550	50	13.595	50	14.486	51	15.206	51	15.963	51	17.398	51
12.586	51	13.599	51	14.496	51	15.209	51	15.969	51	17.429	51
12.594	50	13.603	51	14.504	51	15.215	51	15.988	51	17.443	51
12.595	48	13.618	45	14.506	51	15.229	51	15.997	51	17.445	51
12.602	51	13.620	51	14.561	51	15.233	51	16.014	51	17.452	51
12.606	51	13.652	51	14.568	51	15.236	51	16.023	51	17.506	51
12.607	51	13.655	50	14.596	50	15.249	46	16.024	51	17.509	51
12.612	51	13.690	51	14.598	50	15.251	46	16.045	51	17.545	51
12.627	51	13.692	50	14.599	46	15.252	48	16.050	51	17.568	51
12.631	51	13.694	50	14.602	51	15.253	51	16.054	51	17.570	51
12.659	51	13.707	51	14.605	50	15.254	46	16.085	51	17.598	51
12.668	51	13.708	50	14.608	51	15.257	45	16.101	51	17.605	51
12.672	51	13.714	51	14.611	51	15.261	48	16.118	51	17.620	51
12.675	51	13.715	51	14.617	51	15.262	47	16.150	51	17.628	51
12.678	51	13.721	50	14.619	51	15.265	51	16.158	51	17.649	51
12.682	51	13.731	51	14.632	51	15.275	51	16.172	51	17.661	51
12.685	50	13.736	50	14.635	51	15.280	51	16.180	51	17.692	51
12.693	48	13.749	50	14.645	51	15.301	51	16.222	51	17.698	51
12.705	50	13.751	51	14.665	50	15.305	50	16.229	51	17.700	51
12.712	51	13.757	51	14.674	51	15.307	50	16.239	51	17.702	51
12.719	51	13.758	51	14.677	48	15.320	50	16.242	51	17.703	51
12.731	50	13.760	51	14.683	48	15.324	50	16.269	51	17.711	51
12.742	51	13.763	51	14.693	51	15.334	51	16.297	51	17.739	51
12.745	51	13.768	51	14.710	50	15.340	43	16.373	51	17.745	51
12.771	51	13.781	50	14.715	50	15.350	51	16.384	51	17.771	51
12.785	50	13.785	51	14.720	44	15.351	50	16.386	51	17.794	51
12.799	50	13.803	48	14.721	45	15.355	51	16.409	51	17.799	51
12.802	50	13.809	48	14.722	47	15.363	51	16.416	51	17.803	51
12.805	51	13.819	51	14.723	51	15.364	50	16.421	51	17.808	51
12.809	50	13.830	51	14.727	50	15.373	51	16.440	51	17.827	51
12.819	48	13.837	50	14.732	50	15.374	51	16.448	51	17.846	51
12.830	51	13.843	51	14.733	47	15.377	50	16.453	51	17.860	51
12.832	51	13.860	51	14.738	50	15.378	50	16.475	51	17.874	51
12.841	51	13.893	47	14.739	51	15.383	51	16.503	51	17.900	51
12.849	50	13.908	47	14.743	51	15.387	51	16.543	51	17.920	51
12.867	50	13.911	51	14.746	51	15.410	51	16.525	51	17.949	51
12.868	50	13.914	50	14.755	51	15.418	50	16.562	51	17.961	51
12.871	50	13.915	51	14.766	51	15.420	50	16.563	51	18.076	51
12.894	44	13.933	51	14.767	50	15.424	51	16.565	51	18.084	51
12.896	51	13.948	51	14.776	51	15.434	51	16.600	51	18.090	51
12.898	47	13.957	50	14.788	50	15.440	51	16.610	51	18.108	51
12.906	50	13.959	51	14.795	51	15.448	50	16.612	51	18.116	51
12.909	51	13.964	47	14.812	51	15.459	51	16.622	51	18.130	51
12.928	51	13.974	51	14.816	50	15.458	51	16.631	51	18.127	51
12.941	51	13.977	44	14.829	50	15.474	51	16.634	51	18.129	51
12.951	50	14.001	51	14.831	50	15.480	51	16.697	51	18.171	51
12.956	50	14.007	48	14.836	51	15.484	51	16.723	51	18.175	51
12.981	50	14.016	48	14.837	51	15.506	50	16.774	51	18.184	51
12.982	50	14.018	50	14.846	51	15.509	50	16.715	51	18.203	51
12.989	51	14.025	50	14.865	48	15.511	48	16.746	51	18.207	51
12.997	50	14.040	51	14.890	50	15.527	51	16.764	51	18.212	51
13.002	48	14.042	50	14.907	50	15.530	51	16.770	51	18.230	51
13.017	50	14.045	44	14.923	50	15.534	51	16.777	51	18.235	51
13.020	51	14.046	51	14.924	50	15.547	50	16.782	51	18.240	51
13.035	50	14.048	51	14.939	51	15.549	51	16.786	51	18.257	51
13.039	50	14.056	51	14.943	51	15.551	50	16.791	51	18.282	51
13.040	51	14.059	51	14.949	51	15.563	51	16.816	51	18.305	51
13.052	50	14.073	48	14.951	50	15.564	51	16.817	51	18.327	51
13.093	51	14.074	50	14.955	51	15.567	51	16.818	51	18.329	51
13.095	51	14.111	51	14.965	50	15.582	51	16.848	51	18.333	51
13.104	51	14.116	51	14.967	47	15.597	50	16.876	51	18.360	51
13.114	51	14.124	51	14.975	50	15.619	51	16.878	51	18.367	51
13.134	51	14.157	51	14.982	51	15.620	50	16.941	51	18.374	51
13.162	51	14.169	50	14.985	51	15.621	51	16.938	51	18.380	51
13.177	51	14.172	51	14.986	51	15.641	50	16.941	51	18.383	51
13.193	51	14.188	51	14.994	48	15.644	51	16.952	51	18.398	51
13.202	50	14.189	51	14.995	50	15.672	48	16.960	51	18.399	51
13.210	50	14.221	50	15.017	51	15.684	51	16.969	51	18.405	51
13.225	51	14.238	51	15.021	45	15.689	50	17.012	51	18.408	51
13.228	45	14.254	51	15.033	50	15.690	51	17.018	51	18.414	51
13.237	51	14.258	51	15.035	46	15.697	50	17.039	51	18.417	51
13.253	51	14.262	50	15.036	50	15.700	50	17.046	51	18.418	51
13.277	50	14.270	50	15.046	51	15.704	51	17.050	51	18.424	51
13.279	46	14.279	51	15.055	45	15.705	51	17.108	51	18.438	51
13.282	50	14.280	43	15.056	51	15.707	46	17.121	51	18.440	51
13.283	51	14.284	50	15.058	50	15.723	51	17.126	51	18.532	51
13.301	51	14.296	51	15.060	50	15.727	51	17.129	51	18.550	51
13.351	45	14.308	50	15.081	51	15.729	51	17.157	51	18.551	51
13.374	51	14.309	51	15.096	46	15.754	50	17.138	51	18.555	51
13.384	51	14.320	51	15.101	51	15.760	43	17.145	51	18.562	51
13.386	51	14.323	50	15.114	51	15.785	51	17.152	51	18.564	51
13.389	43	14.358	50	15.135	51	15.806	51	17.179	51	18.568	51
13.400	48	14.334	51	15.140	46	15.808	51	17.218	51	18.578	51
13.404	51	14.401	50	15.156	51	15.817	51	17.269	51	18.592	51
13.437	48	14.4 5	50	15.157	50	15.821	48	17.280	51	18.599	51
13.531	51	14.429	51	15.161	50	15.830	47	17.282	51	18.600	51
						15.832	50	17.283	51	18.606	51

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
18.612	51	19.918	51	21.229	51	22.042	51	23.084	51	23.908	51
18.627	51	19.924	51	21.236	51	22.045	51	23.087	51	23.916	50
18.644	51	19.957	51	21.242	50	22.0..	51	23.116	51	23.918	51
18.672	51	20.016	51	21.247	51	22.056	51	23.126	51	23.951	50
18.717	51	20.031	51	21.248	51	22.060	50	23.136	51	23.932	51
18.741	51	20.085	51	21.255	50	22.065	50	23.141	51	23.933	51
18.743	51	20.090	51	21.264	51	22.068	50	23.142	51	23.940	51
18.752	51	20.117	51	21.265	51	22.075	51	23.156	50	23.949	51
18.753	51	20.131	51	21.312	51	22.094	51	23.163	51	23.962	50
18.754	51	20.140	51	21.322	50	22.096	51	23.165	51	23.963	50
18.767	51	20.193	51	21.339	50	22.119	51	23.181	50	23.968	50
18.771	51	20.195	51	21.352	50	22.143	51	23.188	48	24.012	51
18.789	51	20.199	51	21.362	51	22.156	51	23.195	48	24.013	51
18.806	51	20.206	51	21.365	51	22.163	51	23.209	51	24.030	51
18.811	51	20.209	51	21.371	48	22.164	50	23.226	51	24.0.6	51
18.839	51	20.219	51	21.384	51	22.167	50	23.227	51	24.040	46
18.856	51	20.232	51	21.392	51	22.171	51	23.237	51	24.042	51
18.869	51	20.237	51	21.395	51	22.190	51	23.238	51	24.043	51
18.876	51	20.239	51	21.417	50	22.191	51	23.242	46	24.057	51
18.880	51	20.243	51	21.423	51	22.199	51	23.247	50	24.059	51
18.885	51	20.251	51	21.429	50	22.201	50	23.249	51	24.061	51
18.899	51	20.252	51	21.438	50	22.203	50	23.255	48	24.068	51
18.912	51	20.257	51	21.440	51	22.214	50	23.256	47	24.072	51
18.928	51	20.262	51	21.445	51	22.218	51	23.271	50	24.090	45
18.968	51	20.278	51	21.448	51	22.222	50	23.278	51	24.096	51
18.971	51	20.283	51	21.449	51	22.229	51	23.297	51	24.109	51
18.987	51	20.285	51	21.451	50	22.230	50	23.303	51	24.132	51
19.038	51	20.306	51	21.472	47	22.231	48	23.306	50	24.134	50
19.045	51	20.324	51	21.474	50	22.236	51	23.312	50	24.162	51
19.073	51	20.333	51	21.475	50	22.277	50	23.317	51	24.166	51
19.077	51	20.354	51	21.480	51	22.279	48	23.331	51	24.167	51
19.089	51	20.379	51	21.491	51	22.280	51	23.334	50	24.176	50
19.085	51	20.399	51	21.513	51	22.315	50	23.352	50	24.181	51
19.092	51	20.419	51	21.515	51	22.329	51	23.356	51	24.185	51
19.111	51	20.439	51	21.527	50	22.355	51	23.372	51	24.186	50
19.137	51	20.451	51	21.540	51	22.373	50	23.396	51	24.187	51
19.139	51	20.456	51	21.546	50	22.396	51	23.407	50	24.201	50
19.140	51	20.471	51	21.548	50	22.405	51	23.408	51	24.202	50
19.146	51	20.472	51	21.563	50	22.406	51	23.410	51	24.204	50
19.147	51	20.725	51	21.565	51	22.407	51	23.416	51	24.205	51
19.176	51	20.557	51	21.567	51	22.429	51	23.423	50	24.238	50
19.183	51	20.573	51	21.570	51	22.431	51	23.428	48	24.278	51
19.192	51	20.597	51	21.582	51	22.439	51	23.430	51	24.280	50
19.197	51	20.624	51	21.583	50	22.450	51	23.450	51	24.283	50
19.212	51	20.632	51	21.585	51	22.462	50	23.479	51	24.295	51
19.220	51	20.639	51	21.588	51	22.470	50	23.481	51	24.297	51
19.234	51	20.649	51	21.592	51	22.522	50	23.485	51	24.304	50
19.263	51	20.656	51	21.649	51	22.525	51	23.502	50	24.310	51
19.273	51	20.677	51	21.661	50	22.526	50	23.507	51	24.328	51
19.274	51	20.697	51	21.676	48	22.536	50	23.509	51	24.331	51
19.298	51	20.703	51	21.679	51	22.551	48	23.518	48	24.342	51
19.301	51	20.725	51	21.682	50	22.565	50	23.537	51	24.350	51
19.307	51	20.726	51	21.688	51	22.581	50	23.558	51	24.356	51
19.313	51	20.731	51	21.695	51	22.595	50	23.566	51	24.366	51
19.318	51	20.732	51	21.697	50	22.633	47	23.595	50	24.372	50
19.356	51	20.737	51	21.721	47	22.668	51	23.616	51	24.396	51
19.363	51	20.750	51	21.722	45	22.677	51	23.635	51	24.407	51
19.382	51	20.765	51	21.725	50	22.689	51	23.637	51	24.411	51
19.404	51	20.766	51	21.728	51	22.700	51	23.650	51	24.420	44
19.408	51	20.781	51	21.737	51	22.712	51	23.656	48	24.421	46
19.412	51	20.787	51	21.751	51	22.718	51	23.670	51	24.427	51
19.418	51	20.802	51	21.753	51	22.740	51	23.695	51	24.452	50
19.430	51	20.809	51	21.777	50	22.742	50	23.696	46	24.463	43
19.479	51	20.810	51	21.793	51	22.743	51	23.698	48	24.467	44
19.490	51	20.834	51	21.802	51	22.753	51	23.702	51	24.469	51
19.493	51	20.847	51	21.826	51	22.755	51	23.705	51	24.473	50
19.522	51	20.853	51	21.834	51	22.757	51	23.715	44	24.475	50
19.524	51	20.867	51	21.857	50	22.759	50	23.733	51	24.479	51
19.527	51	20.868	51	21.861	51	22.775	50	23.739	50	24.483	51
19.538	51	20.896	51	21.863	51	22.776	51	23.742	50	24.485	50
19.541	51	20.924	51	21.876	51	22.779	50	23.747	51	24.494	51
19.560	51	20.953	51	21.898	51	22.790	51	23.754	48	24.511	50
19.587	51	20.969	51	21.905	50	22.841	51	23.767	51	24.514	50
19.602	51	20.972	51	21.912	51	22.851	51	23.773	51	24.521	50
19.619	51	20.976	51	21.913	51	22.858	51	23.782	46	24.525	50
19.621	51	20.998	51	21.917	47	22.876	51	23.786	51	24.543	51
19.628	51	21.026	51	21.925	51	22.887	50	23.790	51	24.551	50
19.654	51	21.030	51	21.930	50	22.891	50	23.795	50	24.553	50
19.755	51	21.056	51	21.932	51	22.897	51	23.800	50	24.565	51
19.775	51	21.067	51	21.933	51	22.898	51	23.804	50	24.592	51
19.791	51	21.070	51	21.961	51	22.903	51	23.808	50	24.611	45
19.798	51	21.072	51	21.965	51	22.917	51	23.811	48	24.625	51
19.809	51	21.082	51	21.971	50	22.928	51	23.824	51	24.639	51
19.810	51	21.115	51	21.978	51	22.929	51	23.830	51	24.649	50
19.811	51	21.121	51	21.980	50	22.935	51	23.843	51	24.678	51
19.825	51	21.129	51	21.988	51	22.956	51	23.849	51	24.687	45
19.829	51	21.144	50	21.992	51	22.969	51	23.853	51	24.671	51
19.831	51	21.150	50	21.999	50	22.991	50	23.859	51	24.683	51
19.842	51	21.156	47	22.000	50	22.995	51	23.861	51	24.687	45
19.856	51	21.161	50	22.001	45	23.019	50	23.865	50	24.700	50
19.868	51	21.168	51	22.002	44	23.027	50	23.871	50	24.708	51
19.878	51	21.176	51	22.004	51	23.041	50	23.873	50	24.712	51
19.902	51	21.199	51	22.013	48	23.056	50	23.886	51		
19.915	51	21.200	51	22.036	50	23.073	51	23.893	51		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
24.732	51	25.515	50	26.303	50	27.297	50	28.197	50	29.047	50
24.735	51	25.550	51	26.310	50	27.302	50	28.209	50	29.055	50
24.746	50	25.558	51	26.314	50	27.316	51	28.211	51	29.077	46
24.756	46	25.569	51	26.317	51	27.328	50	28.212	51	29.079	51
24.758	51	25.581	51	26.320	51	27.329	50	28.221	51	29.087	51
24.762	50	25.584	51	26.322	46	27.351	51	28.227	51	29.096	51
24.763	46	25.585	50	26.338	51	27.370	51	28.228	50	29.127	47
24.766	51	25.586	50	26.344	51	27.381	50	28.229	51	29.144	50
24.771	50	25.590	51	26.360	50	27.403	50	28.232	50	29.159	50
24.784	51	25.609	51	26.375	50	27.408	51	28.248	50	29.161	50
24.787	50	25.619	51	26.380	50	27.417	51	28.251	50	29.160	51
24.799	51	25.621	50	26.395	51	27.419	50	28.259	50	29.176	50
24.827	51	25.634	51	26.403	50	27.432	51	28.267	50	29.215	51
24.843	51	25.649	51	26.404	51	27.442	50	28.269	50	29.222	51
24.847	48	25.644	51	26.432	51	27.466	50	28.286	47	29.229	51
24.853	51	25.648	51	26.435	50	27.468	50	28.304	50	29.233	51
24.855	51	25.663	50	26.464	50	27.470	50	28.307	51	29.234	44
24.868	51	25.670	50	26.472	48	27.471	47	28.312	48	29.237	51
24.882	44	25.688	50	26.503	51	27.472	48	28.314	51	29.242	50
24.893	50	25.710	51	26.511	51	27.478	51	28.318	51	29.265	51
24.911	50	25.735	51	26.517	51	27.479	51	28.334	50	29.301	51
24.928	51	25.736	51	26.523	51	27.480	48	28.347	50	29.313	51
24.932	51	25.739	51	26.524	51	27.486	51	28.348	48	29.346	51
24.947	46	25.742	51	26.526	51	27.503	51	28.353	51	29.348	50
24.952	51	25.761	51	26.532	43	27.510	51	28.359	51	29.352	51
24.954	50	25.787	51	26.535	48	27.520	51	28.360	45	29.357	50
24.955	44	25.791	51	26.554	48	27.524	50	28.372	51	29.360	43
24.957	50	25.792	50	26.571	51	27.533	47	28.389	50	29.385	46
24.958	47	25.797	48	26.573	50	27.558	46	28.430	51	29.389	50
24.961	45	25.799	51	26.576	51	27.560	51	28.476	51	29.405	51
24.962	50	25.804	51	26.599	50	27.572	51	28.460	51	29.408	51
24.966	48	25.806	50	26.629	51	27.574	51	28.480	47	29.410	50
24.992	51	25.810	50	26.676	51	27.578	50	28.481	47	29.415	51
24.993	51	25.862	51	26.678	51	27.591	51	28.486	51	29.425	48
24.998	50	25.870	51	26.695	51	27.593	50	28.491	51	29.459	51
25.012	51	25.871	51	26.675	51	27.596	51	28.509	50	29.462	51
25.025	50	25.889	51	26.687	50	27.625	51	28.513	51	29.465	51
25.034	50	25.891	51	26.695	51	27.629	50	28.523	51	29.484	51
25.056	51	25.896	48	26.720	50	27.645	51	28.530	51	29.499	51
25.058	50	25.907	51	26.726	51	27.652	51	28.541	51	29.520	51
25.065	51	25.909	51	26.728	51	27.654	51	28.545	50	29.521	51
25.078	51	25.917	51	26.730	50	27.674	47	28.549	51	29.525	48
25.090	51	25.931	50	26.754	51	27.709	50	28.591	50	29.527	47
25.098	47	25.938	46	26.755	46	27.728	51	28.612	51	29.529	48
25.103	50	25.939	48	26.761	50	27.736	50	28.615	50	29.534	48
25.107	51	25.942	51	26.767	51	27.779	50	28.620	50	29.536	46
25.116	50	25.946	51	26.773	51	27.744	51	28.655	51	29.537	47
25.119	50	25.947	51	26.776	51	27.758	51	28.676	51	29.538	45
25.129	51	25.950	51	26.778	51	27.762	51	28.679	51	29.539	43
25.141	47	25.951	51	26.801	51	27.764	51	28.682	51	29.540	51
25.151	50	25.953	46	26.820	51	27.775	50	28.700	51	29.543	50
25.164	50	25.954	48	26.826	51	27.784	50	28.705	50	29.550	51
25.169	51	25.960	51	26.878	50	27.794	50	28.708	50	29.562	51
25.188	51	25.968	50	26.880	51	27.798	51	28.730	51	29.567	50
25.190	51	25.974	48	26.885	51	27.801	51	28.734	50	29.590	51
25.195	51	25.978	47	26.894	51	27.838	51	28.756	47	29.597	51
25.196	51	25.980	48	26.907	51	27.841	51	28.759	50	29.599	50
25.220	51	25.982	48	26.919	50	27.845	51	28.771	51	29.604	51
25.238	51	25.985	51	26.922	51	27.855	51	28.775	51	29.606	51
25.242	51	26.003	47	26.927	50	27.860	51	28.780	51	29.612	47
25.272	51	26.017	50	26.934	51	27.863	51	28.781	50	29.614	47
25.276	47	26.023	51	26.937	51	27.875	50	28.788	51	29.615	50
25.286	51	26.052	51	26.938	50	27.902	50	28.792	51	29.620	51
25.287	51	26.059	50	26.951	50	27.907	50	28.803	48	29.628	46
25.288	50	26.062	51	26.954	51	27.909	51	28.809	48	29.633	46
25.293	51	26.079	51	25.966	50	27.910	50	28.819	50	29.634	48
25.296	50	26.081	50	26.967	50	27.913	51	28.824	51	29.651	51
25.306	51	26.094	51	26.975	51	27.921	50	28.832	51	29.658	51
25.321	51	26.099	51	26.985	51	27.923	50	28.837	51	29.669	51
25.322	50	26.112	50	27.001	50	27.929	51	28.842	50	29.712	47
25.324	50	26.114	51	27.003	51	27.955	50	28.844	50	29.717	50
25.325	51	26.115	51	27.004	50	27.958	50	28.860	51	29.732	51
25.329	50	26.116	51	27.030	51	27.965	51	28.864	51	29.764	51
25.338	50	26.127	50	27.038	51	27.966	50	28.872	50	29.780	51
25.340	51	26.141	51	27.095	51	27.969	43	28.876	50	29.806	44
25.344	51	26.154	44	27.096	51	27.970	46	28.905	50	29.819	48
25.350	51	26.161	51	27.100	50	27.980	51	28.906	51	29.837	51
25.356	50	26.162	51	27.102	50	27.983	51	28.912	43	29.838	50
25.360	51	26.163	51	27.126	48	28.001	51	28.942	50	29.843	50
25.367	51	26.176	51	27.132	50	28.009	51	28.948	50	29.855	46
25.384	51	26.178	51	27.151	50	28.033	51	28.959	51	29.861	51
25.386	50	26.180	50	27.174	51	28.049	50	28.961	51	29.863	51
25.397	51	26.181	51	27.181	50	28.051	51	28.963	51	29.866	51
25.408	51	26.185	50	27.191	51	28.074	51	28.968	51	29.873	51
25.414	50	26.214	51	27.194	50	28.082	51	28.970	50	29.884	51
25.431	50	26.216	50	27.195	50	28.096	46	29.008	48	29.890	51
25.433	50	26.223	50	27.198	51	28.114	51	29.016	51	29.896	51
25.473	48	26.225	51	27.213	51	28.150	51	29.017	51	29.909	51
25.475	48	26.244	51	27.214	51	28.152	51	29.021	50	29.921	51
25.479	51	26.245	50	27.232	51	28.163	50	29.022	50	29.930	51
25.509	51	26.252	51	27.242	51	28.165	51	29.030	51	29.946	43
25.533	51	26.264	51	27.274	51	28.173	51	29.031	44	29.947	47
25.537	48	26.269	51	27.281	47	28.179	51	29.039	51	29.955	51
25.541	50	26.298	51	27.283	50	28.191	51	29.044	50		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
29.957	47	30.101	51	30.322	50
29.959	51	30.104	51	30.332	51
29.965	51	30.122	51	30.335	51
29.985	51	30.147	51	30.338	50
29.986	51	30.153	50	30.341	51
29.990	51	30.186	51	30.352	51
29.994	48	30.199	51	30.356	50
29.997	48	30.221	47	30.367	51
30.002	51	30.222	48	30.379	51
30.003	45	30.223	50	30.390	51
30.004	46	30.238	51	30.391	50
30.006	50	30.244	50	30.394	51
30.037	44	30.263	51	30.415	51
30.039	50	30.264	47	30.416	50
30.040	50	30.267	51	30.429	51
30.041	46	30.279	51	30.431	51
30.053	51	30.280	43	30.456	50
30.059	51	30.283	51	30.459	51
30.060	51	30.294	51	30.467	51
30.066	51	30.303	51	30.469	50
30.068	51	30.317	51		

L'IMMOBILIERE RAMBUTEAU

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 3.250.000 F

SIÈGE SOCIAL: 22, RUE DE METZ, NANCY

R. C.: Nancy 18222.

52 obligations rachetées en Bourse ont été imputées sur le remboursement au 1er février 1951.

Liste numérique des obligations (émission 1930) sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement.

158 (48)	1.127 (48)	1.766 (48)	2.206 (48)	2.812 (48)
160 (48)	1.128 (48)	1.731 (50)	2.302 (48)	2.817 (48)
162 (48)	1.134 (48)	1.732 (50)	2.303 (48)	2.819 (48)
209 (48)	1.136 (48)	1.733 (48)	2.334 (48)	2.821 (48)
210 (48)	1.138 (48)	1.734 (50)	2.345 (48)	2.824 (48)
460 (48)	1.140 (48)	1.735 (48)	2.347 (48)	2.826 (48)
462 (48)	1.142 (48)	1.736 (48)	2.381 (48)	2.827 (48)
463 (48)	1.143 (48)	1.737 (50)	2.382 (48)	2.840 (48)
465 (48)	1.192 (48)	1.738 (48)	2.383 (50)	2.841 (48)
467 (48)	1.194 (48)	1.739 (50)	2.384 (48)	2.842 (48)
468 (48)	1.196 (48)	1.740 (50)	2.385 (50)	2.867 (48)
471 (48)	1.210 (48)	1.741 (48)	2.386 (48)	2.868 (48)
474 (48)	1.211 (48)	1.742 (48)	2.387 (50)	2.939 (48)
558 (48)	1.213 (48)	1.750 (48)	2.388 (48)	2.940 (48)
676 (49)	1.215 (48)	1.752 (48)	2.389 (50)	2.942 (48)
677 (49)	1.228 (48)	1.753 (48)	2.390 (48)	2.944 (48)
678 (49)	1.229 (48)	1.764 (48)	2.435 (48)	2.946 (48)
715 (48)	1.240 (48)	1.765 (48)	2.436 (48)	2.957 (48)
718 (48)	1.243 (48)	1.768 (48)	2.437 (48)	2.958 (48)
719 (48)	1.245 (48)	1.770 (48)	2.445 (48)	2.977 (48)
791 (50)	1.247 (48)	1.787 (48)	2.475 (48)	3.004 (48)
792 (48)	1.277 (48)	1.789 (48)	2.476 (48)	3.005 (48)
797 (50)	1.283 (48)	1.791 (48)	2.477 (48)	3.006 (48)
798 (50)	1.284 (48)	1.823 (48)	2.484 (48)	3.007 (48)
804 (48)	1.293 (48)	1.833 (48)	2.485 (48)	3.009 (48)
805 (48)	1.294 (48)	1.840 (48)	2.486 (48)	3.010 (48)
807 (48)	1.309 (48)	1.842 (48)	2.488 (48)	3.011 (48)
833 (48)	1.311 (48)	1.843 (48)	2.498 (48)	3.012 (48)
856 (48)	1.312 (48)	1.845 (48)	2.499 (48)	3.013 (48)
857 (48)	1.325 (48)	1.901 (48)	2.504 (48)	3.014 (48)
860 (48)	1.327 (48)	1.925 (48)	2.520 (48)	3.015 (48)
863 (48)	1.329 (48)	1.927 (48)	2.522 (48)	3.016 (48)
867 (48)	1.330 (48)	1.928 (48)	2.524 (48)	3.018 (48)
871 (48)	1.369 (48)	1.930 (48)	2.534 (48)	3.019 (48)
874 (48)	1.456 (48)	1.932 (48)	2.536 (48)	3.020 (48)
877 (48)	1.458 (48)	1.933 (48)	2.540 (48)	3.021 (48)
880 (48)	1.466 (48)	1.935 (48)	2.541 (48)	3.023 (48)
882 (48)	1.467 (48)	1.937 (48)	2.543 (48)	3.024 (48)
884 (48)	1.506 (48)	1.940 (48)	2.749 (48)	3.025 (48)
894 (48)	1.507 (48)	1.941 (48)	2.750 (48)	3.027 (48)
896 (48)	1.509 (48)	1.943 (48)	2.752 (48)	3.028 (48)
899 (48)	1.510 (48)	1.944 (48)	2.754 (48)	3.029 (48)
900 (48)	1.512 (48)	1.961 (48)	2.756 (48)	3.030 (48)
901 (48)	1.516 (48)	1.963 (48)	2.758 (48)	3.031 (48)
905 (48)	1.539 (48)	1.964 (48)	2.760 (48)	3.033 (48)
920 (48)	1.541 (48)	2.042 (48)	2.761 (48)	3.047 (48)
922 (48)	1.542 (48)	2.043 (48)	2.763 (48)	3.094 (48)
923 (48)	1.544 (48)	2.045 (48)	2.769 (48)	3.095 (48)
930 (48)	1.546 (48)	2.046 (48)	2.770 (48)	3.112 (48)
932 (48)	1.559 (48)	2.048 (48)	2.772 (48)	3.113 (48)
937 (48)	1.560 (48)	2.050 (48)	2.780 (48)	3.115 (48)
1.058 (48)	1.573 (48)	2.051 (48)	2.781 (48)	3.117 (48)
1.061 (48)	1.575 (48)	2.053 (48)	2.795 (48)	3.118 (48)
1.063 (48)	1.576 (48)	2.054 (48)	2.797 (48)	3.254 (48)
1.125 (48)	1.701 (48)	2.065 (48)	2.799 (48)	3.271 (48)
3.273 (48)	3.313 (48)	3.377 (48)	3.503 (48)	3.669 (48)
3.274 (48)	3.314 (50)	3.389 (48)	3.504 (48)	3.670 (48)
3.275 (48)	3.315 (48)	3.391 (48)	3.551 (50)	3.707 (48)
3.276 (48)	3.316 (50)	3.397 (48)	3.555 (48)	3.708 (48)
3.277 (48)	3.317 (48)	3.398 (48)	3.556 (50)	3.711 (48)
3.278 (48)	3.318 (48)	3.400 (48)	3.557 (48)	3.735 (48)
3.279 (48)	3.320 (50)	3.401 (48)	3.558 (50)	3.812 (48)
3.280 (48)	3.347 (48)	3.413 (48)	3.559 (48)	3.849 (48)
3.282 (48)	3.348 (48)	3.415 (48)	3.560 (50)	3.853 (48)
3.293 (48)	3.350 (48)	3.478 (48)	3.586 (48)	3.874 (48)
3.294 (48)	3.351 (48)	3.439 (48)	3.652 (48)	3.875 (48)
3.295 (48)	3.353 (48)	3.448 (48)	3.653 (48)	3.876 (48)
3.310 (48)	3.354 (48)	3.468 (48)	3.656 (48)	3.877 (48)
3.311 (50)	3.373 (48)	3.470 (48)	3.657 (48)	3.880 (48)
3.312 (48)	3.375 (48)			

Les chiffres entre parenthèses indiquent l'année de remboursement.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 1.000 F 5 0/0 JANVIER 1931

DE LA

Société des forces motrices du Centre.

Les porteurs d'obligations 5 0/0 de 1.000 F (émission janvier 1931) de la Société des forces motrices du Centre, en liquidation par suite de sa nationalisation (loi du 8 avril 1946 et décret d'application du 21 mai 1946), sont informés que cette dernière, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé, par voie de rachats en Bourse, à son amortissement du 10 mars 1951.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Numéros des obligations restant à rembourser.

NUMÉROS des titres.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des titres.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des titres.	ANNÉES de remboursement.
423 à 430	46	18.772 à 776	46	32.904 à 910	46
481 à 487	46	20.039 et 040	46	32.935 à 939	46
1.514 à 520	46	20.181	45	33.000	46
1.802 à 808	46	20.431 à 440	46	33.411	46
3.161	45	20.737	46	33.519	46
3.314	46	20.747 et 748	46	33.521 à 528	46
3.316 et 317	46	21.981 à 985	46	33.781 à 787	46
3.702 à 709	46	22.342 à 350	46	34.341 et 342	46
4.917	45	22.357 à 360	45	34.347 à 350	46
5.061 à 069	46	23.341	46	36.559 et 560	46
6.756 et 757	45	23.344 à 350	46	37.581 à 583	46
7.560	45	23.490	45	38.828	46
7.639 et 640	46	24.331 à 340	46	38.964	46
8.019 et 020	46	25.000	45	39.056 et 057	46
12.151 à 156	46	25.411 à 420	46	39.060	46
13.671	46	26.021	46	39.241 à 247	46
13.741	46	26.711 à 714	46	39.536 à 540	46
13.747	46	27.056 à 060	46	39.962 à 966	46
13.759 et 760	45	28.234 à 236	46	46.971 et 972	46
17.641 à 650	46	28.673 à 680	46	47.871 à 880	46
18.031 à 040	46	30.651 à 660	46	49.231 à 240	46
18.331 à 336	46	31.321 et 322	46		

TISSAGES DECHELETTE, DESPIERRES & Cie

DECHELETTE ET Cie

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS AU CAPITAL DE 98.100.000 F

SIÈGE SOCIAL: 137, BOULEVARD DU MARAIS, ROANNE (LOIRE)

Registre du commerce: Roanne n° 1896.

Obligations de 5.000 F 5 1/2 0/0 1948.

Troisième amortissement du 20 janvier 1951.

Les porteurs d'obligations de 5.000 F 5 1/2 0/0 1948 sont informés que la Société des tissages Dechelette, Despierres et Cie, « Dechelette et Cie », usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a racheté en Bourse la quantité de titres nécessaires à l'amortissement du 20 janvier 1951.

En conséquence, le tirage au sort du 5 décembre 1950 a été supprimé.

Les précédents amortissements ayant été effectués par voie de rachats en Bourse, il n'existe pas de titres amortis restant à rembourser.

Groupement des Propriétaires Sinistrés du Nord de la France

Emprunt 6 1/2 0/0 1923.

LISTE NUMERIQUE

1° Des 6.165 obligations amorties au tirage du 15 novembre 1950 et remboursables à partir du 15 décembre 1950 à raison de 500 F net, coupon juin 1951 attaché;

2° Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées:

NOTA. — Les nombres portés dans la colonne en regard des numéros indiquent l'année d'échéance du remboursement.
Les numéros en caractères gras indiquent les titres sortis à ce tirage.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
1 à 10	1949	3.311 à 3.320	**1950**	6.151 à 6.160	**1950**	9.220	1949	12.131 à 12.140	1941
161 à 170	**1950**	3.325	1946	6.163 et 6.164	1948	9.261 à 9.270	**1950**	12.141 à 12.145	1941
381 à 390	1949	3.331 à 3.340	**1950**	6.181	1949	9.321 à 9.326	1949	12.191 à 12.200	**1950**
478 à 480	1948	3.371	1948	6.183 et 6.184	1949	9.341 à 9.343	1945	12.201	1948
488 à 490	1949	3.375 à 3.378	1948	6.201 à 6.204	1949	9.367	1946	12.221 à 12.229	1949
522	1948	3.411	1947	6.207 à 6.208	1949	9.391 à 9.400	**1950**	12.398	1941
524 et 525	1948	3.417	1947	6.221 à 6.230	**1950**	9.482	1948	12.401 à 12.405	1949
541 à 550	**1950**	3.470	1944	6.272 et 6.273	1946	9.486 et 9.487	1948	12.508	1948
610	1939	3.436 à 3.440	1948	6.302 à 6.304	1945	9.500	1949	12.571 à 12.575	1949
632 à 637	1948	3.451 à 3.460	**1950**	6.316	1949	9.651 à 9.660	1948	12.751 à 12.760	**1950**
639 et 640	1948	3.501 à 3.510	**1950**	6.318 à 6.320	1949	9.661 à 9.670	1947	12.849 et 12.850	1949
661 et 662	1946	3.514	1945	6.361 et 6.362	1949	9.671 à 9.678	1949	12.861 à 12.866	1949
711	1948	3.559	1948	6.364 à 6.370	1949	9.680	1949	12.868 à 12.870	1949
721 à 730	**1950**	3.581 et 3.582	1949	6.371 à 6.376	1948	9.693 à 9.700	1949	12.883 et 12.884	1948
731	1947	3.611 et 3.612	1946	6.415	1948	9.721 à 9.730	**1950**	12.887 à 12.889	1948
733	1947	3.629	1940	6.502	1945	9.797	1944	12.939	1947
781 et 782	1949	3.651 à 3.660	**1950**	6.581 à 6.590	**1950**	9.799	1944	12.961 à 12.970	**1950**
853 et 854	1943	3.661 à 3.670	**1950**	6.661 à 6.670	**1950**	9.841 et 9.842	1947	12.981 à 12.985	1949
917 à 920	1948	3.725	1948	6.711 à 6.720	**1950**	9.858	1945	12.987 et 12.988	1949
993	1949	3.729 et 3.730	1948	6.721	1948	9.920	1944	12.990	1949
996 et 997	1949	3.781 et 3.782	1940	6.723 à 6.730	1948	9.931 à 9.937	1949	13.101 à 13.110	**1950**
1.063 et 1.064	1949	3.851 à 3.860	**1950**	6.798	1948	9.939 et 9.940	1949	13.126 à 13.129	1944
1.067 à 1.070	1949	3.881 à 3.890	**1950**	6.893 et 6.894	1947	9.981 à 9.986	1949	13.151 à 13.160	**1950**
1.087 à 1.090	1942	3.901	1949	6.897	1947	9.988 à 9.990	1949	13.191 à 13.200	**1950**
1.101 et 1.102	1948	3.903	1949	6.900	1947	10.021 à 10.030	**1950**	13.219	1948
1.104 et 1.105	1948	3.905 à 3.910	1949	6.911 et 6.912	1944	10.031 à 10.040	**1950**	13.361 à 13.370	**1950**
1.207 à 1.210	1949	3.930	1945	6.971 à 6.980	**1950**	10.071 et 10.072	1949	13.374 à 13.380	1948
1.221 à 1.225	1948	4.002 à 4.006	1949	7.021 à 7.030	1949	10.078 à 10.080	1949	13.381 à 13.390	**1950**
1.271	1945	4.221 à 4.230	1949	7.081 à 7.090	**1950**	10.141 à 10.147	1949	13.444 à 13.446	1945
1.301 à 1.310	**1950**	4.335	1948	7.135 à 7.138	1949	10.150	1949	13.451 à 13.457	1949
1.351 à 1.360	**1950**	4.351 à 4.360	1949	7.141 à 7.150	**1950**	10.151 à 10.160	**1950**	13.459 et 13.460	1949
1.521	1948	4.388	1944	7.172	1948	10.181 à 10.190	1949	13.491 à 13.500	**1950**
1.528 et 1.529	1948	4.451 à 4.460	**1950**	7.261 à 7.264	1942	10.191 à 10.199	1949	13.541 à 13.550	**1950**
1.551 à 1.560	**1950**	4.613 à 4.619	1942	7.331 à 7.340	**1950**	10.231 à 10.240	**1950**	13.581 et 13.582	1949
1.591	1948	4.631 à 4.640	**1950**	7.371 à 7.375	1947	10.241 à 10.250	**1950**	13.585 et 13.586	1949
1.593	1948	4.641	1940	7.403 et 7.404	1948	10.261 à 10.265	1948	13.611 à 13.620	**1950**
1.595	1948	4.701 à 4.710	**1950**	7.451 à 7.455	1944	10.268 à 10.270	1948	13.626 et 13.627	1945
1.712	1947	4.711 à 4.720	**1950**	7.478	1945	10.301 à 10.310	**1950**	13.650	1948
1.791 à 1.797	1949	4.831 à 4.840	**1950**	7.553	1948	10.431 à 10.440	**1950**	13.664 à 13.668	1948
1.902 à 1.910	1949	4.851 à 4.860	**1950**	7.661 à 7.664	1943	10.525	1946	13.716	1942
1.951 à 1.960	1949	4.861 à 4.870	**1950**	7.668 à 7.670	1948	10.541 à 10.543	1949	13.731 à 13.740	**1950**
2.024 à 2.026	1949	4.901 à 4.910	1949	7.705 à 7.709	1948	10.546 à 10.548	1949	13.815	1947
2.028 à 2.030	1949	4.940	1943	7.713 et 7.714	1948	10.694 à 10.696	1946	13.851 à 13.860	**1950**
2.031 et 2.032	1949	5.085 à 5.090	1949	7.726 à 7.728	1947	10.721 à 10.730	**1950**	13.961 à 13.970	**1950**
2.036 à 2.040	1949	5.086 et 5.087	1949	7.771 à 7.774	1946	10.807	1946	13.995 et 13.996	1948
2.051	1947	5.101 à 5.103	1946	7.841 à 7.850	**1950**	10.922 à 10.930	1948	13.998	1948
2.081	1947	5.111 et 5.112	1948	7.861 à 7.870	**1950**	10.931 à 10.940	**1950**	14.019	1947
2.161 à 2.170	1949	5.115	1948	7.901 à 7.910	**1950**	10.944	1947	14.047	1947
2.191 à 2.200	**1950**	5.171 à 5.180	**1950**	7.926 à 7.928	1948	10.946	1947	14.236 à 14.240	1949
2.228	1946	5.191 à 5.200	**1950**	8.108 à 8.110	1947	10.981 à 10.990	**1950**	14.301 à 14.310	**1950**
2.239	1945	5.231	1948	8.131 à 8.140	**1950**	11.021 et 11.022	1947	14.357 à 14.360	1946
2.321 à 2.330	**1950**	5.245 et 5.246	1947	8.161 à 8.163	1949	11.091 à 11.098	1948	14.399	1946
2.502 à 2.510	1949	5.281 à 5.289	1949	8.181 à 8.190	**1950**	11.100	1948	14.401 à 14.410	**1950**
2.651 à 2.660	**1950**	5.301 à 5.310	**1950**	8.227 et 8.228	1948	11.212 et 11.213	1948	14.483 à 14.489	1949
2.701 à 2.710	**1950**	5.341 à 5.350	**1950**	8.241 à 8.250	**1950**	11.216 à 11.219	1948	14.551 à 14.560	**1950**
2.746 à 2.748	1949	5.351 à 5.360	**1950**	8.321 à 8.330	**1950**	11.251 à 11.253	1949	14.576	1944
2.785 à 2.790	1943	5.394	1946	8.374	1947	11.255	1949	14.601 à 14.604	1941
2.793	1940	5.458 à 5.460	1944	8.379 et 8.380	1947	11.257	1949	14.661 à 14.670	**1950**
2.811 et 2.812	1949	5.481 à 5.490	1949	8.388	1943	11.260	1949	14.701 à 14.710	**1950**
2.969 et 2.970	1947	5.548	1948	8.489	1948	11.281 à 11.290	1949	14.781 à 14.790	**1950**
3.021 à 3.030	1949	5.648 et 5.649	1948	8.605 à 8.610	1946	11.341 à 11.343	1949	14.861 à 14.870	**1950**
3.061 à 3.070	**1950**	5.651 à 5.660	**1950**	8.641 à 8.650	**1950**	11.401	1948	14.884	1949
3.081 à 3.090	1945	5.661 à 5.670	**1950**	8.681 à 8.690	**1950**	11.419 et 11.420	1949	15.181 à 15.190	1949
3.101 à 3.110	1949	5.691 à 5.700	**1950**	8.811 à 8.820	**1950**	11.421 à 11.430	**1950**	15.241 à 15.250	**1950**
3.111 et 3.112	1945	5.697 à 5.700	**1950**	8.832 et 8.833	1945	11.547	1944	15.417 et 15.418	1947
3.121 à 3.126	1947	5.726 et 5.727	1949	8.922 à 8.926	1947	11.550	1944	15.422	1945
3.171	1948	5.731 à 5.740	**1950**	8.991 à 9.000	**1950**	11.581 à 11.584	1948	15.435 et 15.436	1946
3.177 à 3.180	1948	5.791 à 5.800	**1950**	9.038 à 9.040	1945	11.681 à 11.690	1949	15.511	1949
3.192 à 3.198	1948	5.821 à 5.830	**1950**	9.056 et 9.057	1946	11.833 et 11.834	1949	15.514	1949
3.200	1948	5.891 à 5.900	**1950**	9.066	1948	11.838 à 11.840	1949	15.516 à 15.519	1949
3.201	1946	5.961 et 5.962	1949	9.089 et 9.090	1946	11.881	1943	15.621 et 15.622	1944
3.206 à 3.208	1946	5.965 à 5.967	1949	9.163 à 9.167	1949	11.997 à 12.000	1947	15.656 à 15.659	1949
3.226	1943	5.969 et 5.970	1949	9.191 à 9.200	**1950**	12.102 à 12.108	1947	15.761 à 15.764	1949
3.260	1948	6.011 à 6.050	**1950**	9.221 et 9.222	1949	12.127	1948		
3.291 à 3.300	**1950**								

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
15.791 à 15.800	1950
15.822 à 15.830	1949
15.941 et 15.942	1945
15.947	1945
15.961	1949
15.963 à 15.965	1949
16.020	1949
16.036 à 16.038	1938
16.041 à 16.050	1950
16.070	1943
16.073	1943
16.092 et 16.093	1949
16.099 et 16.100	1949
16.101 à 16.110	1950
16.189	1946
16.191 à 16.197	1949
16.199 et 16.200	1949
16.210	1948
16.311 à 16.320	1950
16.341 à 16.349	1949
16.358 et 16.359	1945
16.363 et 16.364	1949
16.366 à 16.369	1949
16.411 à 16.413	1949
16.415 à 16.417	1949
16.471 à 16.474	1949
16.477 et 16.478	1949
16.501 à 16.504	1949
16.507 à 16.510	1949
16.551 à 16.560	1950
16.591	1947
16.597 à 16.599	1947
16.603 à 16.610	1949
16.631 à 16.636	1948
16.640	1948
16.641 à 16.643	1948
16.646	1948
16.713	1946
16.729 et 16.730	1949
16.811	1950
16.951 à 16.953	1948
16.957 à 16.959	1948
17.021 à 17.026	1949
17.028 à 17.030	1949
17.085	1950
17.197	1946
17.291 à 17.300	1950
17.312	1949
17.314	1949
17.320	1949
17.391	1948
17.393	1948
17.421 à 17.436	1950
17.471 à 17.480	1950
17.556 à 17.560	1947
17.561	1949
17.566 à 17.570	1949
17.575	1945
17.579 et 17.580	1945
17.601 et 17.602	1944
17.605	1944
17.608	1944
17.631 à 17.640	1949
17.641 à 17.650	1950
17.691 à 17.700	1949
17.831 à 17.840	1949
17.951 à 17.960	1950
17.985 à 17.987	1949
18.041 à 18.047	1949
18.049 et 18.050	1949
18.091 à 18.100	1950
18.235	1948
18.238	1948
18.334	1949
18.336 à 18.340	1949
18.371 à 18.377	1949
18.379 et 18.380	1949
18.391 et 18.392	1946
18.441 à 18.444	1949
18.446 à 18.450	1949
18.471	1948
18.493 à 18.495	1947
18.521 à 18.530	1950
18.671 à 18.680	1950
18.681	1948
18.685 à 18.687	1948
18.691 à 18.700	1949
18.804 à 18.807	1949
18.822 et 18.823	1946
18.841 à 18.843	1947
18.921 à 18.923	1949

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
18.928*à 18.930	1949
19.017	1947
19.021 à 19.030	1950
19.051 à 19.060	1950
19.062 à 19.068	1948
19.141 à 19.150	1950
19.201 à 19.210	1950
19.277 à 19.279	1944
19.431 à 19.436	1949
19.440	1949
19.501 à 19.510	1950
19.761	1947
19.801 à 19.810	1950
19.812	1942
19.821 à 19.830	1950
19.837 à 19.840	1947
19.854 à 19.860	1949
19.891 à 19.900	1950
19.961 à 19.966	1948
19.991 à 20.000	1949
20.051 à 20.060	1950
20.061 à 20.070	1950
20.151 et 20.152	1949
20.156 à 20.160	1949
20.198	1945
20.232 à 20.233	1947
20.413 et 20.414	1949
20.441 à 20.450	1950
20.451 à 20.460	1950
20.501 et 20.502	1949
20.511 et 20.512	1944
20.533 à 20.540	1949
20.541 à 20.550	1950
20.561 à 20.570	1950
20.595	1946
20.614 à 20.620	1949
20.657	1945
20.671 à 20.680	1949
20.801	1946
20.876 à 20.880	1947
20.954 à 20.957	1949
20.961 à 20.964	1949
20.970	1949
21.097	1948
21.136	1949
21.139	1949
21.170	1948
21.231 à 21.240	1948
21.311 et 21.315	1948
21.375	1945
21.381 à 21.390	1950
21.401 et 21.402	1949
21.407	1949
21.461 à 21.470	1949
21.491 à 21.500	1949
21.511 à 21.520	1949
21.539	1948
21.541 à 21.546	1949
21.549 et 21.550	1949
21.570	1944
21.582 à 21.585	1947
21.582 et 21.583	1947
21.587	1947
21.606	1943
21.651 à 21.660	1950
21.681 à 21.687	1944
21.689 et 21.690	1944
21.771 à 21.780	1950
21.781 à 21.790	1950
21.801 à 21.806	1947
21.831 à 21.840	1950
21.881 à 21.890	1950
22.001 et 22.002	1948
22.004 et 22.005	1948
22.009	1948
22.041 à 22.050	1949
22.081 à 22.086	1948
22.269	1947
22.271	1949
22.276 à 22.280	1949
22.351 à 22.357	1949
22.360	1949
22.374 et 22.375	1949
22.377 à 22.379	1949
22.391 à 22.400	1950
22.411 à 22.415	1948
22.420	1948
22.421 à 22.427	1948
22.452	1948
22.454	1948
22.460	1948

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
22.491	1944
22.581 à 22.590	1950
22.593 à 22.595	1946
22.618 et 22.619	1949
22.701 à 22.708	1948
22.781 à 22.790	1950
22.862 à 22.870	1949
22.951 à 22.953	1948
23.095	1949
23.099 et 23.100	1949
23.136 à 23.140	1950
23.171 à 23.180	1950
23.188	1946
23.481 à 23.490	1950
23.501 et 23.502	1949
23.511 à 23.520	1950
23.550	1949
23.581 à 23.583	1949
23.586 à 23.590	1949
23.601 à 23.605	1949
23.608 à 23.610	1949
23.634	1947
23.641 à 23.642	1949
23.647 à 23.650	1949
23.661 à 23.670	1950
23.691 à 23.696	1948
23.731 à 23.740	1950
23.717 et 23.718	1949
23.751 à 23.760	1950
23.789	1945
23.781 à 23.788	1945
23.791 à 23.800	1950
23.862 à 23.870	1947
23.881 à 23.890	1950
23.891 à 23.893	1948
23.897 et 23.898	1948
23.990	1948
23.935 à 23.940	1949
23.961 à 23.970	1949
24.031 à 24.040	1950
24.151 à 24.160	1950
24.361 à 24.365	1949
24.369 et 24.370	1949
24.376 à 24.380	1948
24.451 à 24.460	1950
24.474	1939
24.521 à 24.524	1948
24.531 à 24.540	1950
24.541 à 24.550	1950
24.622	1949
24.625	1949
24.628 à 24.630	1949
24.634 et 24.635	1946
24.638 et 24.639	1946
24.641 à 24.643	1949
24.649 et 24.650	1949
24.731 et 24.732	1949
24.737 à 24.740	1948
24.741 à 24.750	1950
24.811 et 24.812	1948
24.814	1948
24.818 à 24.820	1948
24.953 à 24.956	1948
24.959	1948
25.051 à 25.060	1950
25.091 à 25.100	1950
25.145	1947
25.191 à 25.200	1950
25.251 à 25.260	1950
25.277	1947
25.281	1949
25.283 à 25.290	1949
25.315 à 25.320	1949
25.331 à 25.334	1947
25.401 à 25.410	1950
25.421 et 25.422	1949
25.426	1949
25.428 et 25.429	1949
25.471 à 25.480	1950
25.601 à 25.610	1950
25.831 à 25.833	1947
25.841 à 25.850	1950
25.951 et 25.952	1946
26.021 à 26.030	1950
26.042	1948
26.051 à 26.060	1950
26.082	1946
26.087	1946
26.089 et 26.090	1946
26.121 à 26.130	1950
26.146 à 26.148	1943

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
26.161 à 26.163	1948
26.165	1948
26.198 à 26.200	1949
26.221 à 26.230	1950
26.281	1948
26.289 et 26.290	1948
26.370	1949
26.422 à 26.424	1948
26.427	1948
26.441 à 26.450	1950
26.461 à 26.470	1950
26.501	1947
26.506	1947
26.532 et 26.533	1947
26.539	1947
26.551	1935
26.561 et 26.562	1942
26.581 à 26.584	1949
26.586 à 26.590	1949
26.601 à 26.610	1950
26.641	1947
26.644 et 26.645	1947
26.661 à 26.670	1950
26.671 à 26.680	1950
26.803	1948
26.805	1948
26.815	1947
26.841	1948
26.866 et 26.867	1948
26.883 et 26.884	1946
26.941 à 26.950	1950
26.954 à 26.960	1950
26.961 à 26.970	1950
26.971 à 26.980	1950
26.991 à 27.000	1950
27.072	1948
27.075 à 27.077	1948
27.151 à 27.160	1949
27.225	1938
27.238 et 27.239	1946
27.250	1948
27.264	1947
27.291 à 27.300	1950
27.392	1947
27.401	1948
27.404 et 27.405	1948
27.418	1945
27.471 à 27.480	1950
27.491 à 27.500	1950
27.531 à 27.534	1949
27.538 et 27.539	1949
27.551 et 27.552	1949
27.596	1946
27.611 à 27.620	1950
27.641 à 27.650	1950
27.781 à 27.790	1950
27.821 à 27.830	1950
27.885 et 27.886	1946
27.911 à 27.920	1950
27.926	1946
27.981 à 27.990	1950
28.001	1949
28.001 à 28.009	1949
28.019	1948
28.027 à 28.030	1949
28.041 à 28.050	1950
28.061 à 28.070	1950
28.089	1943
28.261 et 28.262	1949
28.264	1949
28.511 à 28.520	1950
28.513 à 28.516	1949
28.518	1949
28.569 et 28.570	1949
28.653 à 28.655	1948
28.718 à 28.720	1949
28.780 à 28.782	1947
28.903 à 28.907	1948
28.911 à 28.917	1939
29.071 à 29.080	1950
29.121 à 29.130	1949
29.211 à 29.220	1950
29.377	1948
29.386 à 29.390	1945
29.436 à 29.440	1949
29.453 à 29.460	1949
29.511 à 29.515	1946
29.564 à 29.570	1949
29.571 et 29.572	1943
29.768 et 29.769	1948
29.867	1946
29.875 à 29.880	1947

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
29.881 à 29.884	1946
29.979	1947
30.001 à 30.007	1949
30.151 à 30.160	1949
30.234 à 30.239	1949
30.305 et 30.306	1948
30.463 et 30.464	1946
30.583	1938
30.691 à 30.700	1949
30.752 à 30.754	1947
30.861 à 30.863	1948
30.921	1949
30.925 et 30.926	1949
30.928 à 30.930	1949
31.001 à 31.010	1949
31.181 à 31.190	1949
31.211 et 31.212	1947
31.217	1947
31.261	1949
31.263	1949
31.265	1949
31.267	1949
31.269	1949
31.381 à 31.385	1948
31.361 à 31.363	1947
31.366 à 31.370	1947
31.375 à 31.380	1949
31.381 et 31.382	1948
31.461 et 31.465	1949
31.467 à 31.470	1949
31.481 à 31.490	1942
31.491 et 31.492	1948
31.491 à 31.500	1948
31.501 à 31.510	1950
31.551	1948
31.557	1948
31.606 à 31.610	1949
31.635 à 31.639	1949
31.671	1942
31.711 à 31.720	1950
31.716 à 31.718	1949
31.757 et 31.758	1944
31.777 à 31.780	1948
31.782	1947
31.814	1950
31.821 et 31.822	1947
31.831 à 31.836	1949
31.923 à 31.926	1949
31.929 et 31.930	1949
31.971 à 31.980	1950
31.991 à 31.997	1948
32.021	1948
32.026	1948
32.028	1948
32.031 à 32.040	1949
32.041	1942
32.081 à 32.090	1950
32.101 et 32.105	1948
32.111 à 32.119	1948
32.131 à 32.140	1950
32.141 à 32.150	1950
32.241 à 32.250	1950
32.261 et 32.265	1946
32.297	1948
32.341 à 32.350	1949
32.361	1948
32.387	1947
32.399	1947
32.421 et 32.422	1949
32.428 et 32.429	1949
32.451 à 32.457	1949
32.481 à 32.490	1949
32.501 à 32.510	1950
32.561 à 32.570	1950
32.652	1948
32.657 et 32.658	1948
32.671 à 32.680	1950
32.751 à 32.760	1950
32.821 et 32.822	1949
32.825	1949
32.829 et 32.830	1949
32.851 et 32.852	1948
32.956 et 32.957	1945
33.031 à 33.038	1947
33.111 à 33.120	1950
33.151 à 33.160	1950
33.220	1944
33.221 à 33.225	1945
33.231 à 33.240	1950
33.332	1947
33.337	1947

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
33.421 à 33.430	1949
33.441 à 33.449	1949
33.473	1946
33.583 à 33.590	1949
33.591 et 33.592	1949
33.595 à 33.597	1949
33.717 à 33.719	1947
33.840	1947
33.962	1948
34.073 à 34.075	1948
34.123 à 34.128	1949
34.170	1949
34.143	1948
34.227 et 34.228	1948
34.297 à 34.300	1949
34.321 à 34.330	1950
34.401 à 34.410	1950
34.471 à 34.480	1950
34.486 à 34.490	1948
34.491 à 34.500	1948
34.771 à 34.780	1950
35.032 à 35.037	1949
35.039 et 35.040	1949
35.063	1944
35.069 et 35.070	1944
35.096	1946
35.108	1939
35.151 à 35.160	1949
35.231 à 35.240	1950
35.301	1949
35.307 à 35.310	1949
35.371 à 35.376	1949
35.383 à 35.388	1949
35.501 à 35.510	1950
35.541 à 35.550	1950
35.552	1946
35.591 à 35.600	1950
35.681 à 35.690	1950
35.691 à 35.700	1950
35.706 à 35.708	1949
35.741 à 35.750	1950
35.771 à 35.780	1950
35.801 à 35.805	1949
35.816	1948
35.850	1948
35.911 à 35.917	1948
35.937 et 35.938	1948
35.961 à 35.970	1950
36.001	1949
36.020	1947
36.038	1945
36.061 à 36.064	1949
36.081 à 36.084	1949
36.117 à 36.119	1948
36.121 à 36.130	1950
36.202 à 36.210	1948
36.211 à 36.216	1948
36.329 et 36.330	1949
36.331 à 36.340	1950
36.371 à 36.380	1950
36.440	1947
36.472	1942
36.481 à 36.490	1950
36.491 à 36.500	1950
36.501	1949
36.508 à 36.510	1949
36.531 à 36.540	1950
36.541 à 36.550	1950
36.549	1950
36.561 à 36.570	1950
36.581 à 36.590	1950
36.601 à 36.610	1950
36.626 à 36.630	1949
36.631 à 36.640	1950
36.678	1949
36.751 à 36.760	1950
36.776 à 36.780	1949
36.941	1947
36.919 et 36.920	1947
36.931	1947
36.971 à 36.980	1950
37.061 à 37.065	1949
37.067 et 37.068	1949
37.076	1948
37.141 à 37.150	1950
37.171 à 37.174	1947
37.251 à 37.260	1950
37.291 à 37.300	1950
37.301 à 37.309	1949
37.321 et 37.325	1947
37.341 à 37.350	1948
37.392 et 37.393	1947
37.401 à 37.410	1950
37.421 à 37.430	1950
37.441	1946
37.513 à 37.515	1948
37.521 à 37.530	1950
37.561 à 37.570	1950
37.591 et 37.592	1949
37.597 à 37.600	1949
37.603 à 37.605	1949
37.751 à 37.760	1950
37.853 et 37.854	1944
37.871 à 37.880	1950
37.881 à 37.890	1949
38.041 à 38.050	1950
38.057	1946
38.061 à 38.070	1950
38.134	1948
38.136 et 38.137	1948
38.139 et 38.140	1948
38.307 et 38.308	1948
38.322	1945
38.326 à 38.330	1945
38.426 à 38.428	1944
38.481 à 38.490	1950
38.641 à 38.644	1948
38.648	1948
38.671 à 38.680	1950
38.681 à 38.690	1950
38.691 à 38.699	1949
38.791 à 38.800	1950
38.801 à 38.810	1950
38.833	1948
38.835	1948
38.851 à 38.860	1949
38.900	1947
38.901	1948
38.908 à 38.910	1948
38.911 à 38.920	1950
39.011 à 39.020	1950
39.051 à 39.056	1949
39.134	1948
39.137 à 39.140	1948
39.213 à 39.220	1948
39.221 à 39.230	1948
39.471 à 39.479	1949
39.551 à 39.554	1948
39.560	1948
39.571 à 39.575	1949
39.577 à 39.580	1949
39.601 à 39.607	1944
39.610	1944
39.611 à 39.619	1948
39.622 à 39.630	1949
39.630	1946
39.685	1948
39.711 à 39.720	1944
39.721 à 39.723	1943
39.761 à 39.770	1950
39.811 et 39.812	1949
39.820	1949
39.822	1943
39.875 à 39.878	1949
39.895	1949
39.876 et 39.877	1946
39.891 à 39.900	1950
39.941 et 39.942	1948
39.944 à 39.946	1948
39.949 et 39.950	1948
39.962 à 39.964	1948
39.968 et 39.969	1948
40.018	1948
40.071	1944
40.081 à 40.090	1950
40.106 à 40.110	1949
40.111 à 40.120	1950
40.222	1949
40.229 et 40.230	1949
40.309 et 40.310	1945
40.113 à 40.116	1948
40.319	1948
40.506 à 40.510	1944
40.536	1944
40.632 et 40.633	1947
40.655 et 40.656	1947
40.681 à 40.690	1950
40.711	1946
40.717 à 40.719	1946
40.751	1949
40.755 à 40.760	1949
40.790	1942
40.901 à 40.910	1950
40.918 à 40.920	1945
40.941 à 40.950	1950
40.961 à 40.970	1949
41.001	1949
41.007 à 41.010	1949
41.021 à 41.130	1950
41.075 et 41.076	1949
41.078 à 41.080	1949
41.132	1947
41.141 à 41.149	1949
41.201 à 41.204	1947
41.251 à 41.260	1950
41.271 à 41.280	1950
41.314	1943
41.351 à 41.360	1949
41.441 à 41.450	1950
41.491 à 41.500	1950
41.571	1949
41.587	1948
41.601 et 41.602	1948
41.604	1948
41.651 à 41.660	1950
41.681	1949
41.683	1949
41.689 et 41.690	1949
41.701 à 41.710	1950
41.711 à 41.713	1949
41.717 et 41.718	1949
41.750	1949
41.771 à 41.780	1950
41.918	1943
41.961 à 41.970	1950
41.979	1948
42.181 à 42.183	1946
42.201 et 42.202	1949
42.206 à 42.210	1949
42.261 à 42.270	1950
42.302 à 42.310	1945
42.634 et 42.635	1943
42.641 à 42.644	1949
42.649 et 42.650	1949
42.701 et 42.702	1947
42.761 à 42.770	1949
42.897 et 42.898	1948
42.901 à 42.904	1949
42.908 à 42.910	1949
43.201 et 43.205	1948
43.216 et 43.217	1948
43.233 à 43.239	1949
43.311 à 43.314	1948
43.364	1948
43.369 et 43.370	1948
43.371 et 43.372	1948
43.374	1948
43.431 à 43.440	1950
43.471 à 43.480	1949
43.511 à 43.520	1950
43.551	1949
43.560	1949
43.561	1949
43.591 à 43.600	1950
43.612	1948
43.831 à 43.840	1950
43.903 à 43.906	1944
43.929	1946
44.071 à 44.080	1950
44.093	1949
44.099 et 44.100	1949
44.167	1941
44.191 à 44.196	1948
44.261 à 44.269	1949
44.331 à 44.340	1949
44.341 à 44.350	1950
44.416 à 44.420	1949
44.442	1944
44.449 à 44.450	1941
44.520	1943
44.531 à 44.540	1950
44.571 à 44.580	1949
44.631 à 44.640	1950
44.642 à 44.650	1949
44.701 à 44.710	1950
44.761 à 44.770	1950
44.791 à 44.800	1950
44.801 à 44.810	1950
44.881 à 44.890	1950
44.961 à 44.970	1950
44.974	1948
44.977 à 44.980	1948
45.020	1949
45.061 à 45.070	1950
45.085	1949
45.089 et 45.090	1949
45.108	1948
45.171 à 45.180	1950
45.181 à 45.190	1950
45.201 à 45.210	1950
46.061 à 46.070	1950
46.081 à 46.090	1950
46.201 à 46.210	1950
46.261 à 46.270	1950
46.427	1948
46.429	1948
46.431	1944
46.435 à 46.440	1944
46.441 à 46.447	1944
46.442 à 46.447	1944
46.469	1949
46.521	1943
46.571	1949
46.573 à 46.580	1949
46.581 à 46.590	1950
46.621 et 46.622	1949
46.731 et 46.732	1949
46.735 à 46.740	1949
46.761 à 46.770	1949
46.801 et 46.802	1949
46.804 à 46.807	1949
46.891 à 46.900	1950
46.983 à 46.985	1943
47.011	1949
47.013 à 47.017	1949
47.043	1946
47.109 et 47.110	1948
47.174 à 47.178	1949
47.256 et 47.257	1947
47.271 à 47.280	1950
47.317 et 47.318	1947
47.373 et 47.374	1948
47.401	1947
47.411	1947
47.515 à 47.518	1948
47.531 à 47.550	1950
47.551 à 47.560	1949
47.561 à 47.570	1950
47.909 et 47.910	1947
48.041 à 48.050	1950
48.122 à 48.128	1949
48.130	1949
48.215	1943
48.221 à 48.230	1950
48.298 à 48.300	1940
48.331 à 48.340	1950
48.401	1945
48.655	1948
48.671 à 48.680	1950
48.701 à 48.710	1950
48.713 à 48.718	1949
48.833 à 48.837	1949
48.851 à 48.858	1948
48.939	1947
48.952 à 48.955	1949
48.979	1949
48.991 à 48.993	1948
49.011 et 49.015	1945
49.131 à 49.140	1949
49.251 à 49.260	1950
49.307 à 49.310	1947
49.331 à 49.340	1950
49.351 à 49.360	1950
49.381 et 49.382	1949
49.388	1949
49.431 à 49.440	1950
49.453 à 49.455	1949
49.458	1949
49.469	1949
49.467	1947
49.561 à 49.570	1950
49.591 à 49.600	1950
49.731 à 49.740	1950
49.761 à 49.763	1949
49.765	1949
49.838	1946
49.881 à 49.890	1950
49.901 à 49.910	1947
49.921 à 49.924	1949
49.926 à 49.930	1949
49.931 à 49.937	1948
49.939	1948
49.941 à 49.945	1948
49.950	1948
49.951 et 49.952	1949
49.954 à 49.960	1949
49.961 à 49.966	1949
49.968 à 49.970	1949
50.011 à 50.020	1950
50.036 à 50.050	1948
50.061 à 50.070	1950
50.108 et 50.109	1944
50.121 à 50.130	1950
50.161 à 50.170	1950
50.180	1948
50.193 à 50.199	1947
50.251 à 50.260	1950
50.301 à 50.310	1950
50.311 à 50.320	1949
50.328	1940
50.552 à 50.560	1949
50.638	1939
50.670	1947
50.731 à 50.735	1949
50.781	1947
50.788 à 50.790	1947
50.821 à 50.823	1949
50.835	1948
50.861 à 50.870	1950
50.901	1938
50.911 et 50.912	1948
50.915	1948
51.021 à 51.030	1950
51.063	1946
51.128 et 51.129	1948
51.158 à 51.160	1947
51.203 à 51.208	1949
51.291 à 51.293	1948
51.295 à 51.298	1948
51.311 à 51.320	1950
51.335 à 51.340	1948
51.341 à 51.344	1949
51.373 et 51.374	1943
51.458	1946
51.459 et 51.460	1946
51.487 à 51.490	1941
51.551 à 51.560	1949
51.591	1947
51.610	1938
51.633	1947
51.711 et 51.712	1947
51.792 à 51.794	1942
51.811 à 51.820	1950
51.831 à 51.840	1950
51.949 et 51.950	1946
51.951 à 51.957	1949
51.959 et 51.960	1949
52.151	1949
52.158 à 52.160	1949
52.201	1946
52.245 à 52.250	1949
52.281 à 52.284	1949
52.305 à 52.307	1941
52.312 à 52.318	1948
52.321 à 52.330	1950
52.350	1947
52.351 à 52.360	1950
52.391 à 52.394	1949
52.399 et 52.400	1949
52.446 et 52.447	1948
52.449 et 52.450	1948
52.661 à 52.664	1949
52.666 à 52.670	1949
52.671 à 52.673	1949
52.675	1949
52.677 à 52.680	1949
52.782 et 52.783	1948
52.797 à 52.800	1948
52.861	1948
52.863	1948
52.881 à 52.890	1950
52.912 à 52.916	1948
53.086 à 53.089	1942
53.096	1950
53.141 à 53.150	1950
53.151 à 53.160	1950
53.168	1948
53.170	1948
53.501 à 53.510	1950
53.526 et 53.527	1943
53.587 à 53.589	1948
53.611 à 53.616	1948
53.641 à 53.644	1948
53.661 à 53.670	1950
53.681 à 53.690	1950
53.701 à 53.710	1950
53.715	1945
53.731	1940

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
53.852	1946
53.857	1946
53.859 et 53.860	1946
53.861 à 53.861	1949
53.901 à 53.910	**1950**
53.921 à 53.930	**1950**
53.941	1947
53.951 à 53.960	**1950**
54.041	1948
54.055	1946
54.221 à 54.223	1948
54.241 à 54.250	**1950**
54.351 à 54.360	**1950**
54.380	1934
54.536	1948
54.568	1948
54.569	1948
54.652	1942
54.661 et 54.662	1947
54.731 à 54.740	**1950**
54.881 à 54.884	1949
54.889 et 54.890	1949
54.971	1949
55.061 et 55.065	1949
55.067 à 55.070	1949
55.107 à 55.110	1948
55.161 à 55.170	**1950**
55.311 à 55.320	**1950**
55.451 à 55.460	**1950**
55.605 et 55.606	1944
55.621 à 55.630	**1950**
55.658 et 55.659	1940
55.664	1949
55.689 et 55.690	1949
55.696 et 55.697	1944
55.811 à 55.820	**1950**
55.821 à 55.830	**1950**
55.916	1947
55.986 à 55.990	1949
56.011 à 56.020	**1950**
56.221 à 56.230	**1950**
56.235	1941
56.421	1939
56.491 à 56.496	1949
56.501 à 56.510	**1950**
56.531 et 56.532	1948
56.581 à 56.585	1949
56.635	1940
56.641 à 56.650	**1950**
56.705	1938
56.801 à 56.810	**1950**
56.821	1946
56.908 à 56.910	1947
56.941 à 56.943	1949
56.948 à 56.950	1949
56.956 à 56.959	1948
56.971 à 56.973	1948
56.980	1948
57.071 à 57.080	**1950**
57.219 et 57.220	1948
57.231 à 57.238	1945
57.251 à 57.260	1949
57.361	1949
57.366 à 57.370	1949
57.393 à 57.400	1949
57.401 à 57.410	**1950**
57.449 et 57.450	1949
57.481 à 57.490	1949
57.637	1943
57.691 à 57.698	1948
57.761	1943
57.831 à 57.840	**1950**
57.860	1947
57.861 à 57.868	1948
57.951 à 57.960	1949
58.121	1948
58.126	1948
58.201 à 58.210	**1950**
58.501	1949
58.506	1949
58.508 à 58.510	1949
58.581 à 58.584	1949
58.589 et 58.590	1949
58.631 à 58.636	1948
58.682 et 58.683	1948
58.711 à 58.713	1949
58.716	1949
58.718 à 58.720	1949
58.761 à 58.770	**1950**
58.838 à 58.840	1948
58.921 à 58.930	**1950**
58.941 à 58.960	**1950**
59.088 à 59.090	1948
59.206 et 59.207	1945
59.211	1948
59.216	1947
59.291 à 59.300	**1950**
59.412 à 59.419	1949
59.431 à 59.440	1950
59.441	1949
59.446 à 59.448	1949
59.511	1949
59.513 à 59.520	1949
59.551 à 59.560	**1950**
59.575	1943
59.651 à 59.660	**1950**
59.671 à 59.680	**1950**
59.731 à 59.740	**1950**
59.791 à 59.800	1949
59.831 à 59.840	**1950**
59.851 à 59.860	**1950**
59.871 à 59.880	**1950**
59.941 à 59.945	1949
59.948 et 59.949	1949
59.956	1948
59.960	1948
59.991 à 59.998	1949
60.041 à 60.050	**1950**
60.091 à 60.100	**1950**
60.116	1948
60.111 à 60.117	1948
60.261 et 60.262	1949
60.390	1948
60.523	1945
60.541 à 60.550	**1950**
60.731 à 60.740	1949
60.809 et 60.810	1949
60.931	1945
61.002 et 61.003	1948
61.031 à 61.040	**1950**
61.060	1948
61.064 et 61.065	1941
61.101 à 61.107	1949
61.109 et 61.110	1949
61.113	1945
61.221	1949
61.223 à 61.226	1949
61.229 et 61.230	1949
61.312	1940
61.553 à 61.555	1947
61.582 à 61.590	1949
61.594	1947
61.602 à 61.609	1949
61.633	1948
61.711 à 61.716	1949
61.761 à 61.770	1949
61.791 à 61.800	1949
61.801 à 61.810	**1950**
61.911	1948
61.951 et 61.952	1949
61.956 à 61.960	1949
62.021 à 62.030	**1950**
62.061 à 62.070	**1950**
62.101 à 62.110	**1950**
62.208	1947
62.210	1947
62.221 à 62.230	1948
62.311 à 62.318	1949
62.378	1948
62.381 à 62.390	**1950**
62.421 à 62.430	**1950**
62.431 à 62.440	**1950**
62.461 à 62.465	1949
62.467 à 62.470	1949
62.491 à 62.496	1949
62.931 à 62.940	**1950**
62.951 à 62.960	**1950**
63.021 à 63.030	**1950**
63.181 à 63.190	**1950**
63.231 à 63.236	1949
63.238	1949
63.241	1945
63.278	1947
63.281 à 63.290	**1950**
63.301 à 63.305	1948
63.309 et 63.310	1948
63.391 à 63.400	**1950**
63.421 à 63.430	**1950**
63.506	1947
63.511 à 63.516	1948
63.593 à 63.599	1948
63.601 à 63.610	**1950**
63.623 et 63.624	1945
63.681 à 63.690	1949
63.730	1945
63.741 à 63.750	**1950**
63.770	1943
63.791 à 63.800	1949
63.881	1948
63.921 à 63.924	1942
63.971 à 63.977	1949
63.992	1948
63.995 et 63.996	1948
64.071 à 64.080	**1950**
64.261 à 64.270	**1950**
64.281 à 64.290	**1950**
64.331 à 64.340	1949
64.411 à 64.420	**1950**
64.501 à 64.510	**1950**
64.522 à 64.530	1948
64.581 à 64.590	**1950**
64.678 et 64.679	1947
64.731 à 64.740	1949
64.761 à 64.770	**1950**
64.861 à 64.870	**1950**
64.872 et 64.873	1947
64.881 à 64.883	1948
64.888	1948
64.891 à 64.900	**1950**
64.945	1948
64.954	1942
64.988	1949
65.061 à 65.066	1949
65.068 à 65.070	1949
65.073	1946
65.139 et 65.140	1948
65.142	1947
65.252 à 65.260	1949
65.319 et 65.320	1939
65.331 à 65.340	**1950**
65.341 à 65.350	**1950**
65.401 à 65.404	1949
65.406	1939
65.421 à 65.430	**1950**
65.482 à 65.490	1949
65.501 à 65.503	1947
65.511 à 65.520	**1950**
65.541	1945
65.701	1949
65.781	1949
65.783 à 65.788	1949
65.826 à 65.828	1945
65.951 à 65.960	**1950**
65.965 à 65.970	1949
65.991 à 66.000	**1950**
66.011	1949
66.011 à 66.020	1949
66.051 à 66.060	**1950**
66.071 à 66.076	1948
66.161 à 66.169	1949
66.222	1949
66.228	1949
66.230	1949
66.258	1945
66.289 et 66.290	1947
66.291 à 66.294	1948
66.296 à 66.299	1948
66.317	1945
66.351	1948
66.393 à 66.400	1941
66.411 à 66.420	**1950**
66.451 à 66.460	1949
66.501 et 66.502	1949
66.506 à 66.510	1949
66.549 et 66.550	1948
66.551 à 66.556	1948
66.571 à 66.580	**1950**
66.581 à 66.590	**1950**
66.662	1948
66.726	1948
66.730	1948
66.718	1947
66.751 à 66.753	1948
66.842 et 66.863	1948
66.871 à 66.880	**1950**
66.894	1947
66.931	1948
66.938	1948
67.012 à 67.020	1948
67.061	1949
67.281 à 67.290	**1950**
67.315 à 67.317	1948
67.319 et 67.320	1948
67.321 à 67.330	**1950**
67.361 à 67.365	1949
67.375	1941
67.421 à 67.427	1948
67.441 à 67.450	**1950**
67.587	1947
67.619 à 67.620	1948
67.631 à 67.640	**1950**
67.641 à 67.643	1948
67.649	1948
67.718 à 67.720	1939
67.811 à 67.820	1949
67.858	1945
67.901 à 67.910	**1950**
67.961 à 67.970	**1950**
67.981	1944
68.021 à 68.023	1948
68.025	1948
68.071	1949
68.075 et 68.076	1949
68.114 et 68.115	1948
68.123	1947
68.125	1947
68.156	1948
68.160	1948
68.188 à 68.190	1949
68.232 à 68.240	1949
68.241 à 68.250	1949
68.303 à 68.305	1948
68.342	1949
68.345	1949
68.347 à 68.350	1949
68.366 à 68.370	1948
68.391	1945
68.571 à 68.580	**1950**
68.761 à 68.765	1949
68.767	1949
68.831	1943
68.840	1943
68.861 à 68.870	**1950**
68.891	1946
68.975 à 68.977	1945
68.981 à 68.983	1947
69.071 à 69.080	**1950**
69.109 et 69.110	1947
69.121 à 69.130	**1950**
69.225 à 69.227	1949
69.278 et 69.279	1947
69.411 à 69.420	1949
69.445	1945
69.501 à 69.510	**1950**
69.561 à 69.570	**1950**
69.571 à 69.580	**1950**
69.621 à 69.624	1949
69.626	1949
69.629 et 69.630	1949
69.631 à 69.640	**1950**
69.653	1947
69.731	1946
69.751 à 69.756	1947
69.831 et 69.832	1949
69.836	1949
69.840	1949
69.881 à 69.890	**1950**
69.901 à 69.910	**1950**
69.966	1947
69.983 et 69.984	1947
69.991 à 70.000	**1950**
70.001 à 70.005	1946
70.066 à 70.070	1949
70.081 à 70.090	**1950**
70.121 et 70.122	1949
70.127 à 70.130	1949
70.166	1948
70.210	1949
70.264 à 70.268	1949
70.381 à 70.390	**1950**
70.425 à 70.430	1949
70.500	1944
70.601 à 70.610	**1950**
70.613 à 70.617	1947
70.683	1948
70.711 à 70.720	**1950**
70.751 à 70.760	1949
70.791 à 70.800	**1950**
70.817	1945
70.849 et 70.850	1947
70.851 à 70.854	1947
70.911 à 70.920	**1950**
70.991 à 71.000	**1950**
71.051 à 71.060	**1950**
71.101 à 71.110	1949
71.185	1945
71.277 à 71.280	1948
71.291 à 71.293	1946
71.295	1946
71.331 à 71.336	1948
71.381 à 71.380	**1950**
71.392 à 71.395	1945
71.468 à 71.470	1946
71.493 et 71.494	1944
71.496	1944
71.521 à 71.523	1949
71.600	1948
71.781 à 71.783	1948
71.791 à 71.800	**1950**
71.801 et 71.802	1949
71.807 et 71.808	1949
71.921 à 71.930	1949
71.971 à 71.980	**1950**
72.111 et 72.112	1948
72.203	1949
72.205 à 72.207	1949
72.251 à 72.260	**1950**
72.276 à 72.279	1949
72.291 à 72.300	**1950**
72.301 à 72.306	1949
72.309 et 72.310	1949
72.330	1945
72.443	1949
72.447 à 72.449	1949
72.511 à 72.520	**1950**
72.561 à 72.570	**1950**
72.571 à 72.580	**1950**
72.591 à 72.600	**1950**
72.611 à 72.620	1949
72.645 à 72.650	1949
72.661 à 72.670	**1950**
72.845 à 72.850	1949
72.906	1946
73.121 à 73.130	**1950**
73.221 à 73.230	**1950**
73.281 à 73.290	**1950**
73.131 à 73.140	**1950**
73.871 à 73.880	**1950**
73.931 à 73.940	**1950**
74.061 à 74.070	**1950**
74.081 à 74.090	**1950**
74.111 à 74.117	1949
74.119 et 74.120	1949
74.148 et 74.149	1944
74.161	1949
74.167 à 74.170	1949
74.239 à 74.250	1948
74.331 à 74.340	**1950**
74.391 à 74.394	1949
74.396 à 74.400	1949
74.401 à 74.405	1949
74.461 à 74.466	1948
74.570	1949
74.695	1946
74.721 et 74.722	1949
74.729 et 74.730	1949
74.741 à 74.750	**1950**
74.754 et 74.755	1948
74.758	1948
74.783	1946
74.818	1945
74.832	1946
74.838 à 74.840	1946
74.844	1939
74.951 à 74.954	1949
74.956 et 74.957	1949
75.139 à 75.140	1948
75.141 à 75.150	**1950**
75.242 à 75.248	1948
75.250	1946
75.301	1945
75.304	1945
75.330	1946
75.351 à 75.353	1949
75.357 et 75.358	1949
75.360	1949
75.438 à 75.440	1947
75.442 et 75.443	1948
75.461 à 75.470	**1950**
75.481 à 75.490	**1950**
75.551 à 75.553	1949
75.555 à 75.557	1949
75.559 à 75.560	1949
75.616	1945
75.731 à 75.740	**1950**
75.741 à 75.750	1949
75.831 à 75.840	**1950**
75.881 à 75.890	**1950**
75.915 à 75.917	1949

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
76.081 à 76.090	1950
76.102	1947
76.191 à 76.195	1948
76.251	1947
76.262	1949
76.264	1949
76.266 à 76.268	1949
76.281	1948
76.292 à 76.300	1949
76.311 à 76.329	1950
76.451 et 76.452	1947
76.454 et 76.455	1947
76.463 à 76.467	1947
76.491 à 76.500	1950
76.511 à 76.520	1950
76.535 et 76.536	1948
76.600	1948
76.621 à 76.630	1949
76.741 à 76.750	1950
76.931 à 76.933	1949
76.936	1949
76.938 et 76.939	1949
77.231 à 77.240	1950
77.261 à 77.270	1950
77.351 à 77.360	1950
77.411 à 77.420	1950
77.421 à 77.430	1950
77.431 à 77.440	1950
77.451	1949
77.453	1949
77.516 et 77.517	1944
77.521 à 77.530	1950
77.561 à 77.569	1949
77.661 à 77.670	1948
77.711 à 77.720	1950
77.722 à 77.730	1949
77.731 à 77.740	1949
77.941 à 77.950	1950
77.981 à 77.990	1950
78.010	1948
78.121 à 78.130	1950
78.167 à 78.170	1949
78.191 et 78.195	1948
78.221 à 78.224	1949
78.227 et 78.228	1949
78.239 et 78.240	1950
78.251	1947
78.276	1949
78.278 et 78.279	1949
78.287	1942
78.296	1948
78.351 à 78.360	1950
78.420	1946
78.421 à 78.430	1949
78.499	1945
78.509 et 78.510	1946
78.515	Opp.
78.522 à 78.524	1946
78.602 à 78.604	1948
78.729	1947
78.736 à 78.750	1949
78.751	1944
78.871 à 78.880	1950
79.001	1948
79.021 à 79.030	1950
79.041 à 79.050	1950
79.091 à 79.100	1950
79.112	1945
79.227 à 79.230	1948
79.481 à 79.485	1948
79.531 à 79.539	1949
79.571 à 79.580	1950
79.591 à 79.600	1949
79.601 à 79.610	1950
79.661 à 79.664	1948
79.668 à 79.670	1948
79.671	1943
79.674 et 79.675	1943
79.814 à 79.820	1950
79.840	1944
79.861 à 79.870	1950
79.875	1943
79.951 à 79.955	1949
79.994	1947
80.011 à 80.020	1950
80.101	1946
80.109	1946
80.171 à 80.180	1950
80.237 et 80.238	1947
80.282 à 80.290	1948
80.312	1947
80.421 à 80.430	1949
80.431 à 80.440	1949
80.491 à 80.500	1950
80.551 à 80.556	1949
80.558 à 80.560	1949
80.567 à 80.570	1943
80.571 à 80.580	1950
80.598	1948
80.611 à 80.620	1950
80.623 et 80.624	1948
80.671 à 80.680	1950
80.883 et 80.884	1948
80.903	1941
80.969 à 80.969	1939
80.984 à 80.988	1944
81.023 à 81.027	1949
81.030	1949
81.039 et 81.040	1947
81.041 à 81.050	1950
81.101 à 81.110	1950
81.177 à 81.179	1948
81.211 à 81.215	1949
81.217 et 81.218	1949
81.311 à 81.313	1948
81.315 à 81.317	1948
81.321 à 81.330	1950
81.381 à 81.390	1950
81.460	1947
81.512	1948
81.581 à 81.590	1950
81.601	1948
81.681 et 81.682	1948
81.684	1948
81.686	1948
81.707 à 81.710	1947
81.941 à 81.950	1950
81.971 à 81.980	1950
82.031 et 82.032	1952
82.093 à 82.100	1948
82.111	1948
82.113 et 82.114	1948
82.181 à 82.190	1950
82.191 et 82.192	1943
82.211	1948
82.215 et 82.215	1948
82.221 à 82.230	1950
82.374	1948
82.376	1948
82.391 à 82.393	1944
82.402 et 82.403	1948
82.405 à 82.410	1948
82.471 à 82.479	1949
82.493 à 82.500	1949
82.541 à 82.550	1950
82.641 à 82.650	1950
82.725 à 82.730	1949
82.748 et 82.749	1945
82.824	1949
82.829	1949
82.847 et 82.848	1949
82.874	1948
82.881	1946
82.890	1946
82.951 à 82.959	1949
82.970	1947
82.971	1948
82.973 à 82.977	1948
82.979 et 82.980	1948
83.031 à 83.040	1950
83.263	1948
83.281 à 83.290	1950
83.371 à 83.380	1950
83.601 à 83.610	1950
83.641	1948
83.682 à 83.685	1949
83.690	1949
83.691 à 83.700	1950
83.833 et 83.834	1949
83.836 à 83.840	1949
83.851 à 83.860	1950
83.863	1947
83.921	1947
83.967 à 83.970	1948
83.971 et 83.972	1948
83.990	1947
84.041 à 84.050	1950
84.212	1947
84.231 à 84.238	1949
84.325 à 84.328	1949
84.330	1949
84.361 et 84.362	1948
84.365 à 84.367	1948
84.381 à 84.390	1950
84.411 à 84.420	1949
84.449 et 84.450	1950
84.481 à 84.490	1950
84.607 à 84.609	1949
84.624 à 84.630	1944
84.661 à 84.670	1950
84.804 a 84.810	1950
84.811	1948
84.971 à 84.980	1950
85.004 a 85.010	1950
85.011 à 85.020	1950
85.021	1945
85.027	1945
85.061 à 85.070	1950
85.159 et 85.160	1945
85.161	1946
85.258	1947
85.291 à 85.300	1950
85.331 à 85.335	1947
85.338	1947
85.361 à 85.370	1950
85.371 à 85.380	1950
85.511 à 85.520	1950
85.551 à 85.560	1950
85.591 et 85.592	1948
85.596	1948
85.641 à 85.650	1950
85.711 à 85.720	1950
85.721 à 85.730	1950
85.735	1939
85.761 à 85.770	1950
85.821 à 85.830	1950
85.921 à 85.925	1949
85.936	1949
85.939 et 85.940	1949
85.949 et 85.950	1947
85.984 à 85.990	1950
86.021 à 86.030	1950
86.102 à 86.105	1948
86.111	1949
86.113 et 86.114	1949
86.145 à 86.148	1948
86.179 et 86.180	1949
86.201 à 86.210	1948
86.211 à 86.214	1946
86.262 et 86.263	1949
86.266	1949
86.269 et 86.270	1949
86.287 à 86.290	1947
86.335 à 86.340	1949
86.364 à 86.370	1950
86.401 à 86.410	1950
86.423 à 86.427	1948
86.430	1948
86.476	1943
86.511	1948
86.513	1948
86.521 à 86.530	1950
86.573 à 86.577	1947
86.605	1946
86.653 à 86.660	1949
86.681 à 86.690	1950
86.731 à 86.734	1949
86.831 à 86.840	1950
86.841 à 86.844	1946
86.850	1946
86.851 à 86.860	1949
86.931 à 86.940	1950
87.015	1947
87.021 à 87.030	1949
87.051 à 87.060	1949
87.071 à 87.077	1949
87.081 à 87.090	1950
87.101 à 87.110	1949
87.131 à 87.140	1950
87.178 à 87.180	1949
87.191 à 87.193	1949
87.197 et 87.198	1949
87.229	1947
87.241 à 87.244	1949
87.249	1949
87.285 à 87.290	1949
87.298 à 87.330	1941
87.331	1943
87.361 à 87.370	1949
87.395 et 87.396	1940
87.431 et 87.432	1948
87.434 et 87.435	1948
87.437 à 87.440	1948
87.468 à 87.470	1945
87.491 à 87.500	1950
87.513 à 87.515	1945
87.571 à 87.580	1950
87.590	1943
87.619 et 87.620	1951
87.621 à 87.630	1949
87.659	1946
87.681 à 87.690	1950
87.701 à 87.710	1950
87.751 à 87.760	1950
87.790	1944
87.791 à 87.800	1950
87.802 et 87.803	1949
87.805 à 87.807	1949
87.841 à 87.850	1950
87.851 à 87.860	1950
87.908 à 87.910	1949
87.993 à 88.000	1947
88.141	1949
88.147	1949
88.151 à 88.160	1950
88.188 à 88.190	1948
88.181 à 88.200	1950
88.300	1949
88.401 à 88.410	1950
88.471 à 88.477	1948
88.486 à 88.490	1948
88.521 à 88.530	1950
88.635	1949
88.731 et 88.732	1947
88.791 à 88.800	1949
88.911 à 88.913	1949
88.916 à 88.920	1949
88.951 à 88.960	1950
89.152 à 89.160	1949
89.284 à 89.290	1950
89.231 à 89.335	1948
89.411 à 89.415	1948
89.441 à 89.450	1949
89.491 à 89.500	1950
89.511 à 89.520	1950
89.571 et 89.572	1942
89.643 et 89.644	1945
89.667 et 89.668	1948
89.691 à 89.700	1949
89.741 à 89.743	1948
89.757	1944
89.921 à 89.924	1949
89.926	1949
89.928 et 89.929	1949
90.053	1945
90.081 à 90.090	1950
90.101 et 90.105	1945
90.118 à 90.120	1947
90.131 à 90.140	1950
90.143	1948
90.147 à 90.150	1948
90.151 à 90.154	1948
90.160	1948
90.250	1950
90.251	1941
90.253 et 90.254	1945
90.281 et 90.285	1949
90.321 à 90.330	1950
90.371	1948
90.373 à 90.380	1950
90.381 à 90.383	1948
90.387 à 90.390	1949
90.393 à 90.400	1949
90.401 à 90.403	1943
90.421 à 90.425	1943
90.451 à 90.460	1949
90.561 à 90.570	1950
90.581 à 90.590	1949
90.591 à 90.600	1950
90.631 à 90.637	1949
90.655	1949
90.659	1943
90.701 et 90.702	1949
90.721 à 90.727	1939
90.791 à 90.800	1948
90.816 à 90.819	1950
90.821 à 90.830	Opp.
90.831 à 90.840	1949
90.841	1950
90.853	1947
90.932	1947
90.992	1944
90.997	1949
91.054 et 91.055	1949
91.093 à 91.095	1946
91.101 à 91.110	1945
91.181 à 91.190	1950
91.291 à 91.300	1950
91.302	1944
91.348 à 91.350	1946
91.396 et 91.397	1948
91.399	1948
91.491 à 91.495	1949
91.500	1949
91.539 et 91.540	1949
91.571 à 91.576	1948
91.608	1946
91.611 à 91.616	1948
91.631 à 91.640	1950
91.681 à 91.690	1950
91.721 à 91.730	1950
91.752 et 91.753	1948
91.755	1948
91.851 à 91.860	1950
91.921	1947
91.938 et 91.939	1948
91.951 à 91.960	1950
91.985 à 91.990	1945
92.111 à 92.120	1950
92.271 à 92.280	1950
92.311 à 92.320	1950
92.328 à 92.330	1949
92.331 à 92.333	1948
92.351 à 92.360	1950
92.381 à 92.390	1950
92.461 à 92.470	1950
92.519	1947
92.531 à 92.540	1950
92.542 à 92.550	1949
92.641 et 92.645	1949
92.650	1949
92.707 et 92.708	1947
92.710	1947
92.711 à 92.720	1949
92.751 à 92.760	1949
92.763 à 92.766	1947
92.782 à 92.784	1946
92.801	1948
92.811 à 92.820	1950
92.831	1948
92.971 à 92.980	1950
93.028	1948
93.041 à 93.050	1949
93.151	1949
93.157	1949
93.239 et 93.240	1949
93.241 à 93.248	1948
93.371 à 93.380	1950
93.421 à 93.430	1950
93.491 à 93.500	1950
93.509 et 93.510	1938
93.553 à 93.556	1947
93.591 à 93.596	1948
93.600	1948
93.624	1948
93.632	1948
93.634 à 93.638	1948
93.711 à 93.720	1950
93.854 à 93.859	1949
93.971 à 93.974	1948
94.021 à 94.030	1950
94.091 à 94.100	1950
94.201 à 94.210	1948
94.261 à 94.270	1950
94.292 à 94.296	1948
94.301 à 94.310	1950
94.478 à 94.480	1945
94.601	1946
94.685 à 94.690	1949
94.938 à 94.940	1949
95.041 à 95.049	1949
95.081 à 95.090	1950
95.092 à 95.098	1949
95.121 à 95.130	1949
95.141 à 95.145	1948
95.181 à 95.183	1949
95.188 à 95.190	1949
95.221	1949
95.281 à 95.283	1948
95.291 à 95.300	1950
95.359 et 95.360	1943
95.511 à 95.520	1950
95.591 à 95.600	1950
95.654 à 95.660	1946
95.751 à 95.760	1950
95.801 à 95.810	1950
95.855 à 95.860	1947
95.892 et 95.893	1946
95.951 et 95.952	1948

NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.
95.957 à 95.960	1948	96.982 et 96.983	1949	98.520	1948	100.351 à 100.360	1949	102.221	1949
95.961 à 95.970	**1950**	97.041 à 97.050	**1950**	98.536	1947	100.411 à 100.413	1943	102.241 à 102.246	1949
95.982	1948	97.084 à 97.090	1949	98.594	1945	100.440	1947	102.249 et 102.250	1949
96.003 à 96.010	1949	97.101 et 97.102	1945	98.644 à 98.649	1948	100.481	1949	102.301 à 102.310	**1950**
96.031 à 96.040	1949	97.321 à 97.330	1949	98.681 à 98.690	**1950**	100.483	1949	102.331 à 102.334	1949
96.051 à 96.060	**1950**	97.351 à 97.360	**1950**	98.691 à 98.700	**1950**	100.485 à 100.489	1949	102.336	1949
96.101	1949	97.362 à 97.370	1947	98.721 à 98.730	**1950**	100.551 à 100.556	1946	102.339	1949
96.104	1949	97.421 à 97.430	1945	98.841 à 98.850	**1950**	100.559	1946	102.412	1943
96.106	1949	97.464	1941	98.866 à 98.869	1949	100.600	1948	102.498 et 102.499	1948
96.108 et 96.109	1949	97.501 à 47.510	**1950**	98.943	1947	100.601 à 100.603	1949	102.526 à 102.528	1949
96.151 à 96.160	**1950**	97.561 à 97.570	**1950**	98.992 et 98.993	1948	100.606 à 100.610	1949	102.701	1946
96.171 à 96.180	1949	97.641 à 97.646	1949	99.071	1949	100.689 et 100.690	1945	102.721	1949
96.211 et 96.212	1949	97.752 à 97.754	1949	99.074 à 99.077	1949	100.721 à 100.730	**1950**	102.730	1949
96.214 à 96.220	1949	97.756 à 97.760	1949	99.091 à 99.100	**1950**	100.781 à 100.790	1949	102.778 à 102.780	1949
96.234	1946	97.891 à 97.900	**1950**	99.297 à 99.300	1944	100.841 à 100.850	**1950**	102.781 à 102.790	**1950**
96.238	1946	98.011 à 98.020	**1950**	99.301 et 99.302	1941	100.871 à 100.880	**1950**	102.910	1948
96.246	1947	98.113 et 98.114	1946	99.323 à 99.330	1949	100.921	1948	103.035	1947
96.281 à 96.290	**1950**	98.134	1949	99.341 à 99.350	**1950**	100.961 à 100.970	**1950**	103.051 à 103.050	**1950**
96.302 et 96.303	1944	98.137 et 98.138	1949	99.362 à 99.364	1942	101.081 à 101.088	1949	103.051 à 103.054	1947
96.311 à 96.320	**1950**	98.140	1949	99.381	1949	101.090	1949	103.061	1947
96.330	1946	98.141 à 98.150	1949	99.384 à 99.387	1949	101.101 à 101.110	**1950**	103.066	1947
96.453	1945	98.189	1946	99.471	1948	101.112 à 101.120	1942	103.094 à 103.098	1948
96.491 à 96.500	**1950**	98.239 et 98.240	1943	99.480	1948	101.321 à 101.330	**1950**	103.103	1945
96.513	1949	98.241 à 98.248	1949	99.613	1943	101.507 à 101.509	1948	103.176	1947
96.516 à 96.520	1949	98.250	1949	99.646 à 99.650	1949	101.541 à 101.550	1949	103.181 à 103.190	**1950**
96.591	1949	98.254	1945	99.693 et 99.694	1945	101.583 à 101.587	1947	103.205	1948
96.594 à 96.596	1950	98.257 et 98.258	1945	99.751 à 99.760	**1950**	101.711 à 101.720	**1950**	103.222 à 103.225	1949
96.599	1949	98.291 à 98.300	**1950**	99.901 à 99.910	**1950**	101.772 et 101.773	1948	103.228 à 103.230	1949
96.626 et 96.627	1947	98.351	1943	99.975 à 99.980	1949	101.881 à 101.886	1948	103.341	1949
96.651 à 96.660	1948	98.369 et 98.370	1949	99.998 et 99.999	1947	101.885 et 101.886	1948	103.349 et 103.350	1949
96.731 à 96.740	1949	98.379 et 98.380	1945	100.126	1949	101.904 à 101.910	1949	103.362 à 103.365	1944
96.825	1949	98.381	1949	100.129	1949	101.931 à 101.940	**1950**	103.409	1945
96.828 et 96.829	1949	98.391 à 98.400	**1950**	100.157 à 100.159	1948	101.971	1946	103.412 à 103.414	1948
96.891 à 96.900	**1950**	98.441 à 98.450	1944	100.185	1948	101.983 et 101.984	1945	103.460	1945
96.911	1948	98.483	1949	100.191 à 100.200	**1950**	101.999 et 102.000	1945	103.461 à 103.467	1945
96.913	1948	98.485	1949	100.231 à 100.240	**1950**	102.001 à 102.010	**1950**	103.490	1948
96.923	1948	98.488 à 98.490	1949	100.325 à 100.330	1949	102.011 à 102.015	1948	103.511 à 103.520	**1950**
96.941 à 96.950	**1950**								

Le remboursement s'effectue aux caisses de la Sté Gle de crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, à Paris, aux guichets de ses succursales et banques affiliées.

SOCIETE CHIMIQUE de la GRANDE PAROISSE

Azote et produits chimiques.

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 311.045.000 F

SIÈGE SOCIAL: 8, RUE COGNACQ-JAY, PARIS (7e)

R. C.: Seine n° 43092.

Obligations 4 1/2 0/0 de 5.000 F (émission de 1942).

Neuvième amortissement au 1er mars 1951.

MM. les porteurs d'obligations 4 1/2 0/0 1942 sont informés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a racheté en Bourse la quantité de titres nécessaires au neuvième amortissement prévu pour le 1er mars 1951.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort en 1951.

Liste des numéros d'obligations sorties aux tirages antérieurs qui n'ont pas encore été présentées au remboursement.

Tirage du 15 janvier 1946.	*Tirage du 20 janvier 1947.*
8.608 à 8.610	6.112 et 6.113 — 7.852

Compagnie des Tramways Electriques Régionaux de Maubeuge

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.300.000 F

SIÈGE SOCIAL: MAUBEUGE

Tirage d'obligations 4 0/0 1904 du 15 décembre 1950.

26	35	41	58	62	71	129	667	677	685	688	693	703	766
164	175	195	266	284	339	360	779	821	824	826	846	856	862
399	407	412	420	425	443	448	894	911	917				
458	491	507	564	589	618	654							

Numéros restant à rembourser des tirages précédents.

Obligations de 4 0/0						*Obligations de 5 0/0.*
103	123	124	143	952	961	125
	963	979	985			

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES: 63, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 1/2 0/0 1941

DE LA

Société hydroélectrique du Quercy.

Les porteurs d'obligations 4 1/2 0/0 1941 de 5.000 F de la Société hydroélectrique du Quercy, en liquidation par suite de sa nationalisation (loi du 8 avril 1946 et décret d'application du 21 mai 1946), sont informés que cette dernière, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé par voie de rachats en Bourse à son amortissement du 15 janvier 1951.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements précédents ont été réalisés par rachats en Bourse.

ETABLISSEMENTS MERLIN ET GERIN

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 353.675.000 F

SIÈGE SOCIAL: RUE HENRI-TARZE, A GRENOBLE

R. C.: Grenoble n° 9297.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 110 obligations 4 0/0 1943 dont le huitième amortissement est prévu pour le 15 janvier 1951.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en décembre 1950.

Liste de rappel des obligations 4 0/0 1943 sorties aux tirages précédents et non encore remboursées.

Année de remboursement: 1949.

1.000 2.371 2.372 2.379 2.432 2.439

Année de remboursement: 1945.

3.135

REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DES DETTES

Administration de l'Assistance publique à Marseille

9, RUE LAFON, MARSEILLE

Asile public autonome d'aliénés de Marseille.

Par délibération en date du 7 juin 1950, approuvée par le préfet des Bouches-du-Rhône le 1er juillet suivant, le conseil d'administration de l'administration de l'assistance publique à Marseille a autorisé le receveur spécial de l'administration à procéder au remboursement des 122 obligations de l'emprunt 5 0/0 1930 de l'asile autonome d'aliénés de Marseille restant en circulation au 1er août 1950.

En conséquence, les titres portant les numéros ci-après devront être présentés, pour remboursement, à la caisse du receveur spécial de l'administration de l'assistance publique, 9, rue Lafon, à Marseille:

34	213	267	288	290	2.039	2.044	2.077	2.080	2.082
299	305	307	310	334	2.085	2.088	2.127	2.139	2.141
353	357	367	371	383	2.158	2.177	2.207	2.229	2.258
399	405	426	435	463	2.290	2.296	2.330	2.332	2.376
469	477	499	626	707	2.383	2.453	2.470	2.481	2.502
731	739	755	847	851	2.511	2.572	2.585	2.602	2.617
862	877	1.035	1.062	1.064	2.625	2.715	2.722	2.945	2.949
1.070	1.092	1.101	1.119	1.128	2.955	2.959	2.969	2.988	2.993
1.147	1.192	1.209	1.211	1.218	2.998	2.999	3.010	3.011	3.017
1.273	1.280	1.301	1.321	1.345	3.019	3.027	3.039	3.058	3.064
1.347	1.356	1.402	1.431	1.468	3.073	3.078	3.086	3.095	3.097
1.578	1.587	1.662	1.670	1.685	3.119	3.119			
1.823	1.825	1.887	1.921	2.033					

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SEQUESTRES

Par ordonnance en date du 17 décembre 1950, le président du tribunal de première instance de Saverne a donné mainlevée du séquestre placé sur les biens, droits et intérêts appartenant au sieur Fierber (Charles), demeurant à Ingwiller (Bas-Rhin), ordonnance de mise sous séquestre du 30 octobre 1916.

Par ordonnance en date du 6 décembre 1950, le président du tribunal civil de Sarreguemines a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Mme Marie Schroeteler, ressortissante allemande, demeurant à Petite-Rosselle, 55, rue de Rosselle, partie en Allemagne, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 6 décembre 1950, le président du tribunal civil de Sarreguemines a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant aux époux Steffen (Jean) et Krutten (Marie-Anne), ressortissants allemands, demeurant à Sarrebrück (Sarre), Lessingstrasse, 36, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre; prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 6 décembre 1950, le président du tribunal civil de Sarreguemines a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant aux époux Bier (Jean) et Landwein (Louise), ressortissants allemands, ayant demeuré à Petite-Rosselle, partis en Allemagne, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 6 décembre 1950, le président du tribunal civil de Sarreguemines a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à M. Ludermann (Cornelius), ressortissant allemand, ayant demeuré à l'Hôpital, parti en Allemagne, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 2 décembre 1950, le président du tribunal civil de Metz a donné mainlevée du séquestre dont furent l'objet, par ordonnance du 23 avril 1915, les biens de l'entreprise Fibau Els. Lothr. Bauindustrie (Nimeskern et Cie), Kommandit Gesellschaft, à Metz.

Par ordonnance en date du 2 décembre 1950, le président du tribunal civil de Metz a donné mainlevée du séquestre, ordonné le 4 février 1919, dont furent l'objet les biens de Koenig (Joseph), 58, rue Poincaré, à Moyeuvre-Grande.

Par ordonnance en date du 2 décembre 1950, le président du tribunal civil de Metz a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à:

Geiser (Otto), à Offenbourg (Allemagne);

Geiser (Bernard), en Allemagne;

Geiser (Marie), épouse Wildemer (Fritz), à Offenbourg;

Geiser (Paula), épouse Buss, à Offenbourg;

Geiser (Elisa), à Offenbourg;

Schwegel, née Julier (Elisabeth), à Francfurt;

Holler, née Julier, à Darmstadt;

Luders (Babette), à Francfurt;

Gebauer (Arthur), sans domicile connu en Allemagne;

Oemler (Walter), sans domicile connu en Allemagne,

et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur départemental de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 13 décembre 1950, le président du tribunal civil de Thionville a prononcé la mainlevée du séquestre des biens, droits et intérêts appartenant à Oberfeuchtner (Hans), de nationalité autrichienne, ayant demeuré à Nilvange, 4, rue Joffre, dont les biens avaient fait l'objet d'une mise sous séquestre à la date du 2 juin 1916.

Par ordonnance du 13 décembre 1950, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant aux ci-après nommés:

Pitsch (Michel) et son épouse Thérèse, née Ollinger, de nationalité sarroise, domiciliés à Budingen (Sarre), Dorfstrasse n° 37;

Altmayer (Nicolas), de nationalité allemande, ayant demeuré à Fontoy, 86, Côte Haut-Pont;

Reinert (Jacques), de nationalité allemande, ayant demeuré à Basse-Yutz, 20, rue Pasteur;

Weber (Louis), de nationalité allemande, ayant demeuré à Basse-Yutz, 73, rue Nationale;

Naegele (Eugène), de nationalité allemande, ayant demeuré à Basse-Yutz, 15, rue de Verdun;

Mross (Paul), de nationalité allemande, ayant demeuré à Fontoy, 242, rue du Moulin;

Hoffmann (Jacques-Mathias), de nationalité allemande, ayant demeuré à Fontoy, 121, rue de Verdun;

Metzger (Charles), de nationalité allemande, ayant demeuré à Fontoy, 169, rue de Verdun,

et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 7 décembre 1950, le président du tribunal de première instance de Strasbourg a placé sous séquestre les créances appartenant directement, indirectement ou par personnes interposées, aux ressortissants allemands dans l'arrondissement judiciaire de Strasbourg, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne de son directeur départemental, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 13 décembre 1950, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant aux consorts Klein (Karla, Arthur, Benno, Manfred, Sonja, Hario, Ingrid), demeurant tous à Ballern (Sarre), de nationalité allemande, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 13 décembre 1950, le président du tribunal civil de Thionville a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à Hartz (Pierre), de nationalité allemande, demeurant à Wunschdorf/Elster, Wiedestrasse 9, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 5 décembre 1950, le président du tribunal civil de Versailles a ordonné la mainlevée du séquestre établi par son ordonnance du 13 octobre 1948 sur les biens de Mme Del Cotto (Hélène), 7, rue des Ecoles, aux Lilas (Seine).

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Boccara (Arthuro).

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Cannamella (Giovanni), en remplacement de M. Loiseaux (Emile), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 21 février 1948.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine de Mlle Boccara (Anna-Maria).

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Morelli (Lydia), en remplacement de M. Mattei (Armand), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 9 mars 1948.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Florio (Sébastien), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 31 mai 1948.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Granone (Antonio), en remplacement de M. Besson (Charles), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 20 novembre 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Di Maria (Angelo), en remplacement de M. Castel (François), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 6 août 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Morelli (Carlo), en remplacement de M. Castel (François), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 22 juin 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Checca (Roméo), en remplacement de M. Besson (Charles), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 22 juin 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Barone (Giuseppe), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 27 avril 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Attanasio (Janvier), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 27 avril 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Soddu (Antoine), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 27 avril 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Alfano (Salvatore), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 27 avril 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Intieri (Matteo), en remplacement de M. Castel (François), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 23 août 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Porcelli (Rosario), en remplacement de M. Loiseaux (Emile), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 2 octobre 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Milazzo (Danny), épouse Giordano (Carlo), en remplacement de M. Besson (Charles), administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 9 novembre 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Mazzarino (Alfredo), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 27 avril 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Mazzarino (Antonio-Vittorio), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 27 avril 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Capaldi (Francesco), en remplacement de M. Castel (François), administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 24 janvier 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Aurilla (Raphaël), en remplacement de M. Martin (Paul), administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 22 juin 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Aurilla (Gino), en remplacement de M. Martin (Paul), administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 22 juin 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Boccara (Raoul).

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Boccara (Carlo).

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre de l'indivision Boccara.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 24 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Awocato (Serge), en remplacement de M. Seguier, administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 30 avril 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 24 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Awocato (Joseph), fils de Awocato (Edmond), en remplacement de M. Seguier, administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 30 avril 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 24 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Awocato (Edmond), née Novara (Fortunata), en remplacement de M. Seguier, administrateur provisoire précédemment nommé le 30 avril 1945.

Par ordonnance du 9 décembre 1950, le président du tribunal de Sousse a nommé le service de la liquidation des biens italiens en Tunisie administrateur séquestre de tous biens, droits et intérêts composant le patrimoine de Valenza (Antonietta), épouse Valenza (Tomaso).

Par ordonnance du 9 décembre 1950, le président du tribunal de Sousse a nommé le service de la liquidation des biens italiens en Tunisie administrateur séquestre de tous biens, droits et intérêts composant le patrimoine de la dame Valenza (Fénice), épouse Florio (Sebastien).

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Milazzo (Vincent), en remplacement de M. Martin (Paul), administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 6 août 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax, en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Nativo (Filippo), en remplacement de M. Castel (François), administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 22 juin 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 20 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Attanasio (Antonio), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 27 avril 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 24 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Mazzarino (Giuseppe), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 27 avril 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 24 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Greco (Salvatore), en remplacement de M. Castel (François), administrateur séquestre provisoire précédemment nommé le 6 août 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 24 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Gianatano (Accurzio), en remplacement de M. Martin (Paul), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 27 avril 1947.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 24 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Cannamela (Salvatore), en remplacement de M. Martin (Paul), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 27 avril 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 24 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Ferrante (Francesco), en remplacement de M. Martin (Paul), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 27 avril 1944.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 24 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Cesarini (Luigi), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 6 août 1945.

Par ordonnance du président du tribunal civil de Sfax en date du 24 novembre 1950, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est nommé administrateur séquestre du patrimoine Guasco (Salvatore), en remplacement de M. Dormoy (Roger), administrateur séquestre provisoire, précédemment nommé le 27 février 1947.

D'une ordonnance rendue par le président du tribunal de première instance de Marseille le 27 octobre 1950, il résulte que la mesure de séquestre prise par ordonnances du président du tribunal de première instance de Marseille le 25 septembre 1944 et le 3 janvier 1945, sur les biens de la Société nouvelle du Petit Provençal, a été purement et simplement levée.

Par ordonnance en date du 5 décembre 1950, le président du tribunal civil de Versailles a ordonné la mise sous séquestre, comme bien ennemi au sens des dispositions de l'ordonnance gouvernementale du 5 octobre 1944, de la portion susceptible de revenir éventuellement aux époux Rocher-Helme, demeurant 3, rue de Verdun, à Rueil-Malmaison, dans le prix de l'adjudication des biens des nommés: Mme Olga Engelhardt, veuve Max Ulhendorff, ayant demeuré 7 *bis* et 9, avenue de la République, à Rueil-Malmaison; M. Gerhart Schonwetter, ayant demeuré 9, rue de l'Est, à Rueil-Malmaison, et Mme Léon Rocher, née Erna Helme, ayant demeuré 7 *bis* et 9, avenue de la République, à Rueil-Malmaison, adjudication ordonnée par jugement du tribunal civil de Versailles du 26 juillet 1949.

Par ordonnances en date du 9 décembre 1950, le président du tribunal de première instance de Tunis a nommé, en remplacement des précédents administrateurs séquestres et avec mission d'accomplir tous actes entrant dans le cadre de la loi du 28 septembre 1948, le service de liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, en qualité d'administrateur séquestre de tous les biens, droits et intérêts appartenant en Tunisie à:

Indivision entre MM. Bonomo (Giuseppe) et Boccara (Jacob). — Biens à Dubosville

Indivision entre les consorts Patti (Clotilde), épouse Masi, (Pietro et Dino), et M. Abderhamane ben Hamdane ben Hadj Ali ben Alissa. — Biens à Tunis.

Indivision entre les consorts Auteri (Salvatore); (Filippo); (Angela), épouse Mirandola; (Gaetana), épouse Dimech; Mlle Brignone (Maria); M. Brignone (Michel) et Mme Vitale (Antoinette), veuve Auteri (Rosario), biens à Tunis. — Précédent administrateur séquestre: M. Lafaveur (Auguste).

Mme Banchieri (Fanny-Luigina), épouse Martinelli, possédant des biens à Tunis, la Marsa et Souk el Khemis. — Précédents administrateurs séquestres: MM. Gravagna, Bordet et Zerah (Elie).

Mme Banchieri (Alfrida), épouse Sodini, possédant des biens à Tunis, la Marsa et Souk el Khemis. — Précédents administrateurs séquestres: MM. Gravagna, Bordet et Zerah (Elie).

Mme Banchieri (Palmira), épouse Pieretti, possédant des biens à Tunis, la Marsa et Souk el Khemis. — Précédents administrateurs séquestres: MM. Gravagna, Bordet et Zerah (Elie).

Mme Banchieri (Véra), épouse Rocchi, possédant des biens à Tunis, la Marsa et Souk el Khemis. — Précédents administrateurs séquestres: MM. Gravagna, Bordet et Zerah (Elie).

Mlle Martinelli (Erina), possédant des biens à Tunis, la Marsa et Souk el Khemis. — Précédents administrateurs séquestres: MM. Gravagna, Bordet et Zerah (Elie).

Mme Banchieri (Carlotta), épouse Menucci, possédant des biens à Tunis, la Marsa et Souk el Khemis. — Précédents administrateurs séquestres: MM. Gravagna, Bordet et Zerah (Elie).

M. Banchieri (Fernando fu Pietro), possédant des biens à Tunis, la Marsa, El Aouina et Souk el Khemis. — Précédents administrateurs séquestres: MM. Gravagna, Bordet et Zerah (Elie).

M. Sciaccaluga (Maurizio), possédant des biens à Tunis. — Précédent administrateur séquestre: M. Meyabat (Jérôme).

Mme Mongelli (Santa), épouse Cilia (Giorgio), possédant des biens à Saint-Henri. — Précédent administrateur séquestre: M. Pinelli (Charles).

Association italienne Dopolavoro, possédant des biens à Tunis, Saïda Bir Toul et Khanguet-Gare. — Précédent administrateur séquestre: le chef du service des domaines.

Société immobilière Igea, possédant des biens à Tunis. — Précédents administrateurs séquestres: MM. Fisch, Bussutil (Hugues) et Clement (Jean).

M. Sommino (Amédéo), possédant des biens à Tunis. — Précédents administrateurs séquestres: MM. Manicacci et Dormoy (Roger).

Mme Tripoli (Vita), épouse Hardi (Nicolo), possédant des biens à Sidi Abdel Aziz.

Mme Amico (Vittoria), épouse Hardi (Girolamo), possédant des biens à Sidi Abdel Aziz.

Société anonyme Etablissements V. Salvo et Cie, possédant des biens en Tunisie. — Précédent administrateur séquestre: M. Bartolo (Albert).

M. Fiduccia (Salvatore), possédant des biens à Dubosville.

Mme Basile (Rosa), épouse Vitiello (Salvatore), possédant des biens à Tunis et Radès

Indivision entre les consorts Borsoni (Elena); (Ettore); (Maria), veuve Farrugia et Mme Durrazzano (Luigina), veuve Borsoni (Giuseppe). — Biens à Tunis

Indivision entre MM. de Stefano (Antonio) et Riela (Pietro). — Biens à Tunis.

M. Patane (Giuseppe), possédant des biens au Khanguet. — Précédent administrateur séquestre: M. Cucchi (Joseph).

Mlle Giuliani (Giuliana), possédant des biens à Tunis. — Précédent administrateur séquestre: M. Uzan (Albert).

En ce qui concerne les indivisions, le séquestre sera maintenu, conformément à l'article 4 de la loi du 28 septembre 1948, sur la totalité des biens indivis jusqu'à la liquidation des droits des coindivisaires dont les biens entrent dans le champ d'application de ladite loi.

Par ordonnance en date du 9 décembre 1950, le président du tribunal de première instance de Tunis a rapporté ses ordonnances des:

11 mai 1950, mettant sous le séquestre du service de liquidation les biens de M. Di Pasquale (Edoardo).

22 mai 1950, mettant sous le séquestre du service de liquidation les biens de M. Cassinis (Carlo).

2e juin 1950, mettant sous le séquestre du service de liquidation les biens de M. Magliocco (Andrea di Andrea), M. Magliocco (Fulvio) et de Mlle Magliocco (Silvana).

Par ordonnance en date du 16 décembre 1950, le président du tribunal civil de Rennes a prononcé la mainlevée du séquestre institué par ordonnance du même magistrat du 2 janvier 1945 sur les biens appartenant à M. Robert Marny et particulièrement l'entreprise qu'il dirige dénommée L'Entreprise nouvelle.

PUBLICITÉ

CONCERNANT

les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Signification publique.

Le sieur Xavier Fluck, cultivateur à Thannenkirch, maison n° 67, demandeur, représenté par Me J.-P. Betz, avocat du barreau de Colmar, assigne le sieur Charles-Alfred Gassmann, sans profession, autrefois à Thannenkirch, maison n° 67, actuellement sans domicile ni résidence connus, en payement d'une pension.

Le demandeur cite le défendeur sieur Gassmann (Charles-Alfred) à comparaître devant la chambre civile du tribunal de première instance de Colmar le 13 mars 1951, à neuf heures, avec sommation de se faire représenter par un avocat admis à plaider devant ledit tribunal, pour entendre conclure:

Plaise au tribunal:

Condamner le défendeur à payer au demandeur la somme de 600.000 F avec 4 p. 100 d'intérêts par an, à partir du jour de la signification de la demande;

Déclarer le jugement à intervenir exécutoire par provision, au besoin contre caution;

Condamner le défendeur aux dépens.

Le délai pour répondre est fixé à deux semaines.

Le greffier de la chambre civile.

AVIS DIVERS

Société des RAFFINERIES et SUCRERIES SAY

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.356.280.000 F

SIÈGE SOCIAL: 18, RUE VANEAU, PARIS (7e)

R. C.: Seine n° 66673.

Assemblée générale ordinaire.

Avis de convocation.

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le mercredi 31 janvier 1951, à seize heures, centre Marcelin-Berthelot, 28 *bis*, rue Saint-Dominique, à Paris (7e).

ORDRE DU JOUR

Approbation des comptes de l'exercice 1949-1950 et fixation du dividende;
Quitus à donner aux administrateurs;
Nomination de commissaires et fixation de leur allocation;
Approbation, en tant que de besoin, des opérations visées par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

L'assemblée ordinaire se compose de tous les actionnaires ayant au moins cinq actions de 2.500 F nominal (les actions de 1.250 F nominal sont considérées comme des demi-actions et les actions de 125 F nominal comme des vingtièmes d'actions); mais tous les propriétaires de moins de cinq actions peuvent se réunir pour former le nombre nécessaire et donner mandat à l'un d'eux de les représenter.

Les propriétaires d'actions au porteur devront procéder à l'immobilisation de leurs titres et en justifier au plus tard le vendredi 26 janvier 1951, au siège de la société, 18, rue Vaneau, à Paris (7e), ou dans les sièges, agences, succursales des établissements suivants:

Banque de Paris et des Pays-Bas;
Banque de l'Union parisienne;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie;
Comptoir national d'escompte de Paris;
Crédit algérien;
Crédit lyonnais;
Sté Gle de crédit industriel et commercial;
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France;
Société marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts.

Le conseil d'administration.

AVIS D'ADJUDICATIONS

Préfecture de la Sarthe.

PONTS ET CHAUSSÉES

Route nationale n° 768.

Reconstruction du pont du Greffier sur la rivière la Sarthe, au Mans.

ADJUDICATION RESTREINTE

A une date qui sera fixée ultérieurement, il sera procédé en séance publique, par le préfet de la Sarthe, assisté des autres membres du bureau d'adjudication, et en présence de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, dans les formes réglementaires, à l'adjudication, sur soumission cachetée, des travaux de reconstruction du pont du Greffier, au passage de la route nationale 768, sur la rivière la Sarthe, au Mans.

L'ouvrage à reconstruire sera en béton armé et comportera trois travées: deux de 19 mètres 45 et une de 4 mètres 90.

Il comprendra également l'élargissement de l'ouvrage sur le canal des Planches.

Il aura une chaussée de 8 mètres de largeur et deux trottoirs de 2 mètres chacun.

Le tablier reposera sur les culées et piles existantes, sauf modifications à apporter aux culées et aux piles.

Montant du cautionnement provisoire: 300.000 F.
Montant du cautionnement définitif: 1 million de francs.

L'adjudication sera basée sur un détail estimatif préparé par l'administration et complété par les soumissionnaires quant aux prix unitaires.

Conditions principales de l'adjudication.

I. — *Demandes d'admission.*

Les demandes d'admission accompagnées des pièces mentionnées ci-après, conformément à l'article 8 *bis* des clauses et conditions générales, seront adressées franco à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées et elles devront lui parvenir avant le mercredi 3 janvier 1951, à seize heures, terme de rigueur:

Pour les concurrents autres que les sociétés d'ouvriers français:

1° Une déclaration indiquant leur intention de soumissionner et faisant connaître les nom, prénoms, qualité et domicile du candidat;

2° Une note indiquant le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux exécutés par le candidat ou à l'exécution desquels il a concouru, l'emploi qu'il occupait dans chacune des entreprises auxquelles il a collaboré, ainsi que les nom, qualité et domicile des hommes de l'art sous la direction desquels ces travaux ont été exécutés. Les certificats délivrés par ces hommes de l'art peuvent être joints à la note.

Pour les sociétés d'ouvriers français:

1° Une liste nominative de leurs membres (nom, prénoms, domicile, date et lieu de naissance);

2° Leur acte de société;

3° L'engagement d'employer effectivement aux travaux, pendant toute leur durée, un nombre minimum de sociétaires qu'elles fixeront;

4° Un acte en bonne et due forme, désignant le délégué chargé de les représenter et définissant ses pouvoirs comme il est prescrit ci-après;

5° Une déclaration de ce délégué indiquant son intention de soumissionner et faisant connaître ses nom, prénoms, qualité et domicile;

6° Une note de ce délégué indiquant le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux que la société a exécutés, ou à l'exécution desquels elle a concouru, ainsi que les nom, qualité et domicile des hommes de l'art sous la direction desquels ces travaux ont été exécutés. Les certificats délivrés par ces hommes de l'art pourront être joints à la note.

II. — *Instruction des demandes.*

La liste des personnes admises à concourir sera arrêtée par le bureau d'adjudication. Aucun concurrent ne pourra être écarté sans avoir été appelé à présenter ses observations devant ce bureau.

Les personnes admises à prendre part à l'adjudication seront avisées ultérieurement et directement, par lettre recommandée, de la date de l'adjudication.

Les pièces remises par les personnes non admises leur seront renvoyées avec l'avis que leur demande n'a pas été accueillie.

III. — *Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs qui en feraient la demande tous les jours, excepté les dimanches, jours fériés et samedis après-midi, de neuf heures à douze heures et de quatorze heures à dix-huit heures, aux bureaux de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, préfecture de la Sarthe, au Mans.

BILANS DE SOCIÉTÉS

BANQUE DE L'ALGÉRIE ET DE LA TUNISIE

Situation au 30 novembre 1950.

ACTIF

Comptes financiers:			
Numéraire en caisse:			
Or, lingots et monnaies.	701.732.824		
Divers	497.565.087		
		1.199.297.911	
Disponibilités en France		1.108.553.377	
Disponibilités à l'étranger		95.990.126	
Correspondants bancaires en France..		3.227.649.708	
Correspondants d'Algérie et de Tunisie.		447.572.073	
Portefeuille		67.547.181.171	
Titres de placement		1.050.442.189	
Titres appartenant à la caisse des retraites		969.177.652	
			75.645.864.207
Comptes de tiers:			
Comptes courants garantis par nantissement de titres		1.494.916.110	
Avances à 30 jours sur bons du Trésor et effets publics		2.690.800.000	
			4.185.716.110
Valeurs immobilisées:			
Immobilisations (moins amortissements)		1.852.339.362	
Avances à l'Etat		7.850.000.000	
Avances à l'Algérie		1.200.000.000	
Avances à la Tunisie		500.000.000	
Avance à la Banque industrielle de l'Afrique du Nord		5.000.000	
Titres de participation		5.316.735	
			11.412.656.097
Comptes de liaison et divers			8.253.531.840
Total de l'actif			99.497.768.584

PASSIF

Capitaux permanents:			
Capital		25.000.000	
Réserves statutaires		258.333.333	
Réserves facultatives		1.233.099.615	
Réserve spéciale de réévaluation		1.500.000.000	
Caisse des retraites des fonctionnaires et agents de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie		956.856.199	
			3.973.289.147
Engagements à vue:			
Comptes financiers:			
Billets au porteur en circulation		76.515.220.880	
Comptes de tiers:			
Trésor public	47.669.288		
Trésor algérien	70.716.017		
Trésor tunisien	1.178.788.970		
Comptes courants sur place	6.152.537.341		
Autres engagements à vue	4.689.780.477		
		12.139.492.096	
			88.654.712.976
Comptes de liaison et divers			6.869.766.161
Total du passif			99.497.768.584

Certifié conforme aux écritures:

Le gouverneur de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie,
FLOURET.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

4 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. **Union fraternelle des Corses de Versailles et de la région**. But: entr'aide à tous ses membres. Siège social: 55 *bis*, rue d'Anjou, Versailles.

5 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Association sportive des Laboratoires du bâtiment.** But: faciliter la pratique des sports en général et entretenir entre ses membres des relations amicales et de bonne camaraderie. Siège social: 12, rue Brancion, Paris.

5 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Centre d'action sociale de la Villette.** But: constitution d'un foyer d'initiatives sociales et d'un organisme d'information sociale. Siège social: 125, rue de Flandre, Paris.

6 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Tizi-Ouzou. **Foyer rural de Boghni.** But: renforcer par tous les moyens la solidarité morale de la population. Elle a un caractère éducatif (bibliothèque, conférences, cinéma, théâtre) et récréatif (sports, fêtes). Siège social: mairie de Boghni.

9 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **La Croisière sous-marine.** But: favoriser le développement et la vulgarisation de la chasse sous-marine et de la pêche en mer. Siège social: 47, boulevard de Sébastopol, Paris.

12 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Soissons. **Association départementale des auberges de la jeunesse de l'Aisne.** But: regrouper les usagers des auberges de la jeunesse du département en vue de gérer les auberges prises en charge par la fédération et de contribuer au développement des activités éducatives de l'ajisme, conformément aux dispositions de l'article 1er des statuts de la fédération. Siège social: centre d'éducation populaire de Beauregard, par Soissons.

12 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Fédération nationale de la profession comptable appointée.** But: assurer la défense des intérêts généraux des membres des chambres professionnelles nationales faisant partie de la fédération. A cet effet, la fédération pourra faire tous les actes et opérations autorisés par la loi. Siège social: 47, rue Cambon, Paris.

12 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Guadeloupe. **L'Union sportive goyave.** But: pratique de tous les sports. Siège social: chez M. Byram (Joseph), président, Goyave (bourg).

13 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Cherbourg. **Conseil départemental des parents d'élèves des écoles laïques de la Manche.** But: veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de l'école publique; étudier et réaliser toute organisation péri ou postscolaire, en particulier fonder une amicale laïque dans chaque commune où il n'en existe pas déjà une. Siège social: domicile du président, 14, rue Letellier, Cherbourg.

13 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Académie du disque français.** But: grouper les personnalités intéressées à orienter bénévolement le programme artistique de l'industrie phonographique française. Siège social: 1, rue de Clichy, Paris.

14 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Union sportive Eschenauer.** But: pratique du football association (football corporatif) sous le contrôle de la ligue du Sud-Ouest. Siège social: 42, avenue Emile-Counord, Bordeaux.

14 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Les Chti-Mi de Paris.** But: aide morale et matérielle aux originaires du Nord et du Pas-de-Calais. Siège social: 126, boulevard Sérurier, Paris.

15 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Bonneville. **Le Foyer-Cinéma,** à Sallanches. But: défendre, favoriser et faire fonctionner des œuvres d'éducation populaire, morales, intellectuelles, familiales, sociales, professionnelles, d'assistance, de prévoyance et d'enseignement de toute nature et sous toutes ses formes. Siège social: salle du Foyer-Cinéma, Sallanches.

15 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Cognac. Association **Comité interprofessionnel du logement de l'arrondissement de Cognac.** But: mise en œuvre de moyens appropriés pour promouvoir la construction ou, éventuellement, la réparation de logements salubres répondant aux besoins de la vie familiale des travailleurs. Siège social: 66, avenue Victor-Hugo, Cognac.

20 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Union des clubs corporatifs de Tourcoing et ses cantons.** But: grouper les clubs sportifs corporatifs de Tourcoing et ses cantons, régulièrement affiliés aux fédérations nationales sportives. Siège social: 25, Grand'Place, Tourcoing.

20 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Béziers. **Société biterroise de radiesthésie.** But: études radiesthésiques. Siège social: 1, rue de la Citadelle, Béziers.

20 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. **Bleuets de France.** But: pratique de tous les sports. Siège social: rue Adrien-Langlois, Nantes-Chantenay.

22 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de police. Association familiale **L'Aide aux foyers,** union sociale et populaire française (section locale de Fontenay-aux-Roses). But: aide et assistance; défense des intérêts des familles. Siège social: mairie de Fontenay-aux-Roses.

22 décembre 1950. Déclaration à la préfecture des Deux-Sèvres. Association **Comité départemental des Deux-Sèvres des clubs de loisirs Léo-Lagrange.** But: promouvoir et organiser les loisirs touristiques, culturels ou autres, particulièrement par la création de clubs de loisirs. Siège social: 6, rue des Cordeliers, Niort.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.